

FORM NO. 51-51
MAY 1949CLASSIFICATION ~~CONFIDENTIAL~~
SECURITY INFORMATION
CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY

B

25X1A
2163

REPORT NO. [REDACTED]

INFORMATION REPORT

CD NO.

COUNTRY France

DATE DISTR. 6 January 1952

SUBJECT Forwarding of Informations et Conjoncture.
25X1A

NO. OF PAGES 1

PLACE
ACQUIRED [REDACTED]

ENCLOSURE ATTACHED

NO. OF ENCLS. 34 (64 pp.)
(LISTED BELOW)DATE OF IN
ACQUIRED [REDACTED]

25X1C

SUPPLEMENT TO
REPORT NO.

SOURCE

Forwarded for your information are several copies of Informations et Conjoncture. These newsletters, dating from 21 September 1951 to 13 December 1951, are put out by Bloch-Morhange.

WS

JAN 21 3 27 PM '52

CLASSIFICATION ~~CONFIDENTIAL~~

STATE	NAVY	NSRB	DISTRIBUTION							
ARMY	AIR		OCI	X						

THIS IS AN ENCLOSURE TO
DO NOT DETACH
Invalides 87.06
10 h. - 12 h. 30
15 h. - 17 h.

25X1A

C O N F I D E N T I E L

Paris, le 21 Septembre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous communiquer quelques renseignements et informations recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

LE R.P.F. MAINTIENT SON HOSTILITE AU GOUVERNEMENT

Au cours de la réunion de son groupe parlementaire hier matin, les Gaullistes ont manifesté leur intention de ne laisser aucun répit à Monsieur Pleven tant que ce dernier n'aura pas rendu compte devant l'Assemblée de sa politique étrangère. Monsieur Palewsky a ajouté: "le temps ne travaille pas pour Monsieur Pleven et la presse anglo-saxonne nous révèle chaque jour de nouveaux détails sur les engagements funestes que croit bon de prendre Monsieur Robert Schuman."

LES FEDERATIONS SOCIALISTES INVITENT LA S.F.I.O. A DURCIR SA POSITION.

De nombreuses fédérations de province accablent le comité directeur de communications invitant la S.F.I.O. à répondre "à l'hostilité systématique du gouvernement" par le dépôt d'une motion de censure, destinée à "dégager" la position socialiste à la veille de la campagne électorale.

MONSIEUR PAUL BONCOUR AVAIT TENTE UNE ULTIME TRANSACTION AVEC LE GOUVERNEMENT AVANT DE DONNER SA DEMISSION.

Mais ses amis socialistes lui compliquèrent à ce point la tâche que le vieux leader se trouva contraint de plier. Révétons que Monsieur Paul Boncour vient d'accepter de présider à Saint Dié une grande manifestation prévue pour la défense de l'école laïque.

SHAPE COMMENTE LES REPERCUSSIONS EN FRANCE DES "REVELATIONS" D'OTTAWA.

Les officiers "psychologiques" de SHAPE viennent de communiquer au Général Eisenhower un rapport selon lequel la révélation de son appel de troupes, a laissé la population française indifférente, à l'exception toutefois des milieux communistes. Les "psychologistes" ont ajouté que la reproduction de l'article anti-français du New -York Times a fait sourire la plupart des lecteurs français, et qu'il en a été fait des gorges chaudes dans les milieux militaires de notre pays.

EN CAS DE VICTOIRE TRAVAILLISTE LONDRES ESSAIERA DE TRAITER DIRECTEMENT AVEC MOSCOU.

Nous avons révélé que la fixation anticipée d'élections générales en Grande-Bretagne résultait d'un accord préalable entre messieurs Clément Attlee et Aneurin Bevan. Révétons aujourd'hui que l'actuel premier Ministre de Grande-Bretagne a fait aux leaders de la gauche travailliste des promesses formelles. En cas de victoire travailliste Londres ouvrira publiquement un dialogue direct et précis avec Moscou. Le Foreign Office proposera au Kremlin un ralentissement de l'effort d'armement anglais en échange de gages tangibles et durables en Extrême-Orient. Si Moscou refuse alors de cesser d'encourager les troubles dans le sud asiatique ainsi que de faciliter le commerce britannique avec la Chine, Londres maintiendra son effort d'armement et accédera à toutes les propositions américaines concernant l'Allemagne et le Japon. Révétons enfin qu'en cas de victoire des conservateurs, Attlee pratiquera une politique non encore définie mais que Bevan conduira les syndicats à la bataille contre "les puissances d'argent" et pour une politique extérieure de conférences internationales. Dans ce dernier cas, Attlee serait rapidement amené à condamner officiellement les initiatives de monsieur Bevan.

PESSIMISME AU VATICAN APRES LA CONFERENCE D'OTTAWA.

Dans l'entourage du Saint-Père, les Jésuites de la Secrétaire d'Etat laissent entendre sans cependant l'énoncer clairement "que seules les opinions publiques européennes peuvent maintenant faire obstacle à un conflit mondial pour 1954-1955". Le R.P. Carccioli a rappelé en souriant devant un de nos informateurs qu'il valait mieux préparer une paix qu'une guerre même lorsque l'on veut faire sien le fameux slogan qui affirmait en d'autres temps "que l'on vaincrait parce que l'on était les plus forts", cela d'autant plus que l'expérience avait prouvé que celui qui se prétendait le plus fort n'était pas toujours le vainqueur. Le R.P. a ajouté que les Français comprendraient mieux que d'autres ce qu'il voulait dire.

A HAMBURG, UN SPECIALISTE SUISSE PUBLIE DANS UNE NOTE CONFIDENTIELLE UN RAPPORT OBJECTIF SUR LA SITUATION DES AMERICAINS AU MAROC.

Dans le Bulletin confidentiel que dirige R. Platow, et dont la portée, bien que très restreinte, est considérable en Allemagne, monsieur R. Heuyer, spécialiste suisse, explique tout d'abord que le Maroc n'est pas compris dans le Pacte atlantique, que le Sultan n'a jamais signé d'alliance avec le Gouvernement de Washington, et que la France, qui est seulement nation "protectrice", a autorisé la création de bases américaines sans avoir consulté au préalable les nations qui approuvèrent jadis les principes du Protectorat, et sans avoir demandé son avis au souverain protégé. Monsieur Heuyer déclare donc que la présence de U.S.A.A.F. au Maroc est pratiquement indéfendable. Monsieur Heuyer poursuit : "A partir du fait qu'ils ont obtenu des bases au Maroc par "arrangement à l'amiable", les Américains peuvent décider, au nom de nécessités stratégiques supérieures d'y transférer des usines d'armement américaines. Cette décision, qui paraît tout à fait logique, comme la création de bases a provoqué l'implantation de techniciens américains.

21 Septembre 1951

Ces usines pourraient à leur tour réclamer la venue de leurs sous-traitants et des ouvriers de ces nouveaux ateliers. Contre ces prétentions, que pourrait alors objecter le gouvernement français, lequel a avalisé en bloc les mesures passées, présentes et à venir décidées par les Américains au nom de la Défense collective occidentale?... Et le jour où les usines américaines d'armement implantées au Maroc décideraient de convertir en production civile leur production militaire, comment, pratiquement, le gouvernement français pourrait-il s'y opposer? Les Nationalistes marocains seraient heureux de voir les Américains agir ainsi. Mais les entreprises françaises qui contribuent actuellement à la prospérité du Maroc, se trouveraient brutalement ruinées.

LES CHANTIERS NAVALS DE BREME PROPOSENT A L'IRAN DE LUI CONSTRUIRE DES PETROLIERS.

Une offre secrète a été transmise à Téhéran par le truchement d'une banque de Francfort, aux termes de laquelle Brême est en mesure de livrer en dix mois cinq pétroliers du type "préfabriqué". Des constructeurs génois ont également proposé leurs services mais leurs prix sont plus élevés et plus longs leurs délais de livraison.

LA SUISSE EST MECONTENTE DE SES ACCORDS COMMERCIAUX AVEC L'ARGENTINE.

Depuis six mois, le Conseil Fédéral réclame en vain la convocation d'une Commission mixte pour examiner les raisons de l'obstruction argentine qui ne respecte pas les engagements pris par elle dans le cadre d'un avenant au traité de commerce argentino-suisse du 20 Janvier 1947, avenant signé le 3 Août 1950, et dont les effets devaient s'étendre à une période échelonnée du 1er Juillet 1950 au 30 Juin 1951.

LA SUISSE A SIGNE LE 3 AOÛT DERNIER UN ACCORD COMMERCIAL AVEC LA ROUMANIE.

Cet accord porte à la fois sur un échange de marchandises et sur les indemnisations des intérêts suisses lésés par les mesures de nationalisation qui sont intervenues en Roumanie. L'accord relatif aux échanges commerciaux est valable pour un an. Les paiements se feront par l'intermédiaire d'un compte tenu en francs suisses ouvert à la Banque Nationale Suisse. La Roumanie doit livrer: céréales, denrées fourragères, semences, bois à brûler, bois d'essences feuillues, huile comestible, coke de pétrole, divers produits chimiques.

La Suisse doit livrer: bétail, articles d'horlogerie, textiles, colorants, produits pharmaceutiques, machines.

En ce qui concerne le règlement de toutes les créances suisses envers des débiteurs roumains, qui ont disparu du fait des nationalisations, la Banque d'Etat roumaine mettra 5 millions de francs suisses à la disposition de la Confédération.

Pour l'indemnisation des intérêts suisses en Roumanie, Bucarest s'est engagé à payer à titre d'indemnité globale et forfaitaire pour tous les droits et intérêts suisses affectés par les mesures de nationalisation une somme de 47 millions et demi de

francs suisses, dont 30 millions et demi sont payables dans les 30 jours qui suivront l'entrée en vigueur du traité, le solde en seize tranches semestrielles partant du 1er Juillet 1952.

De plus, la Roumanie versera 50 millions de lei à titre d'indemnisation pour les marchandises suisses disparues en Roumanie pendant les années 1944-1945. (la Suisse répartira elle-même les indemnités entre les bénéficiaires.

Rappelons que la Suisse possédait en Roumanie de gros intérêts dans les industries forestières et pétrolières, par le truchement de sociétés filiales de certains omniums industriels helvétiques, ainsi que par l'intermédiaire de sociétés anglaises et françaises.

Il nous est impossible d'évaluer dans quelle proportion la somme de 47 millions et demi accordée indemnise réellement les capitalistes suisses.

ACCORD COMMERCIAL SUISSE -FINLANDE SIGNE LE 24 AOÛT DERNIER.

Il s'étendra à une période allant du 1er Septembre 1951 au 31 Août 1952. Le montant total des échanges est de 50 millions de francs suisses, 25 millions dans chaque sens.

La Suisse livrera : machines et appareils divers, petits instruments, textiles en tous genres, montres, colorants, produits pharmaceutiques; fruits et dérivés de fruits.

La Finlande livrera : bois à papier, bois de sciage, cellulose, papiers et cartons, produits divers pour l'Industrie du bois.

CRISE DE TRESORERIE ET DE CREDITS EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE.

La raréfaction des moyens de paiement l'emporte aujourd'hui très nettement sur la forte demande de biens de consommation qu'avait provoqué l'an dernier le déclenchement des affaires de Corée. Indice symptomatique, 5% des ventes de biens de consommation au détail, sont effectuées aujourd'hui à crédit.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres;

C O N F I D E N T I E LINVALIDES 87-06
10 h30 -12 h30
15 h -17 h

PARIS, le 22 Septembre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous communiquer quelques renseignements et informations recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

CONVERSATIONS SECRETES RUSSO ANGLO FRANCAISES A BERLIN SUR LA
REDUCTION DES EFFECTIFS EN ALLEMAGNE ORIENTALE.

de source belge, nous apprenons que des personnalités diplomatiques de second plan anglaises, françaises et russes poursuivent actuellement des tractations en vue de mettre au point un projet de réduction sensible des effectifs de la Volkspolizei ainsi que des autres organisations paramilitaires en Allemagne orientale. Le nombre des unités serait effectivement ramené au minimum nécessaire pour assurer un seul travail de police.

L'AMBASSADE AMERICAINE DE PARIS CABLE "CASSE-COU" A WASHINGTON.

Les services de monsieur David Bruce vivement émus tant par la position prise récemment par monsieur Ginguembre que par l'attitude catégoriquement anti dirigiste des Radicaux Indépendants et Paysans français, ont hâtivement rédigé à l'intention du State Department une mise au point assez alarmée. Les observateurs américains constatent en effet un très sensible refroidissement de l'enthousiasme pro américain des partis centristes français. Ils mettent en garde Washington contre une évolution qui risquerait fort d'apporter de l'eau au moulin neutraliste si l'on veut effectivement appliquer les décisions économiques et financières envisagées à Ottawa et que de nombreux milieux d'affaires français redoutent comme devant avoir des répercussions catastrophiques sur l'Economie de notre pays.

MONSIEUR JULES MOCH PROPOSE PAR TELEGRAMME D'INTERPELLER MONSIEUR PLEVEN SUR SA POLITIQUE MILITAIRE.

Absent de Paris l'ancien ministre socialiste de la Défense Nationale vient en effet de consulter officieusement ses amis sur un projet d'interpellation visant bien entendu, l'actuelle gestion du département dont il était chargé dans les précédents ministères. C'est évidemment sans tendresse que monsieur Moch attaquerait "la doctrine de monsieur Plevén". Dans la confusion qui régnait hier à la Chambre, monsieur Lussy a suggéré la création d'une petite commission socialiste "chargée de prendre connaissance du dossier Moch avant d'aller plus avant. Une fois de plus et sur ce point de détail les Socialistes ont dansé un pas de valse hésitation.

DESACCORD CONFIRME ENTRE MONSIEUR PERILLER ET LE BEY DE TUNIS.

Sa Majesté beylicale qui avait en effet donné voilà trois mois au Quai d'Orsay l'assurance qu'elle n'attendait qu'une occasion favorable pour renvoyer son cabinet et éliminer maître Salah ben Youssef, Ministre de la Justice et Secrétaire général du Néo-Destour, vient en effet de faire savoir au Résident général qu'elle

-2-

avait changé d'avis et entendait conserver auprès d'elle le second dévoué de monsieur Habib Bourghiba.

DIFFICULTES PREVUES EN GRANDE-BRETAGNE POUR TROUVER UN MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES APRES LES ELECTIONS.

Révétons tout d'abord que monsieur Winston Churchill s'apprête à ouvrir la campagne par une diatribe d'une extrême violence contre la politique étrangère du Parti travailliste. Le vieux chef du Parti conservateur accusera la major Attlee de n'avoir pas osé révéler au Parlement les nouvelles exigences américaines qui subordonnent entièrement "toute compréhension" en matière économique et financière à l'adhésion sans réserve des Britanniques aux multiples exigences de la stratégie globale. Mais ce n'est là qu'un des aspects du problème. L'Angleterre est en fait engagée si loin que l'on peut en effet prévoir une véritable crise au Foreign Office après les élections. Personne ne voudra alors prendre la responsabilité d'entériner les promesses faites à Washington. A Londres comme à Paris, chacun est obsédé "par la constitution de son dossier devant le Tribunal de l'Histoire". Monsieur Herbert Morrison a déjà fait tenir à Monsieur Attlee qu'en cas de victoire travailliste, ses ambitions se dirigeraient vers un autre portefeuille. Monsieur Morrison a même suggéré en souriant de proposer les Affaires étrangères à monsieur Aneurin Bevan. Evidemment ce n'est là qu'une boutade. Quant à monsieur Anthony Eden, il s'est efforcé de convaincre monsieur Churchill qu'en cas de victoire des conservateurs, seul monsieur Churchill lui-même aurait assez de poids pour diriger le Foreign Office. Tout cela est assez symptomatique de l'état d'esprit qui règne actuellement à Londres dans les hautes sphères politiques.

MONSIEUR MONTINI REDIGE UN MEMOIRE "SUR LES FAIBLESSES DIPLOMATIQUES" DU STATE DEPARTMENT.

L'observateur officieux du Saint Siège met actuellement la dernière main à une longue note rédigée sans indulgence et qui souligne les nombreuses erreurs que le Vatican entend reprocher en termes diplomatiques au Département des Affaires Etrangères des Etats-Unis. Avant d'être transmis à ses destinataires, le rapport de Monseigneur Montini devra bénéficier de la double imprimatur de Monseigneur Tisserand, Conseiller du Saint Siège pour les affaires d'Europe Occidentale, et de Monseigneur Kraas, ancien professeur de théologie à l'Université de Bonn, généralement considéré comme l'un des conseillers les plus attentivement écoutés par le Saint Père.

A ZURICH, LES MILIEUX BANCAIRES CRITIQUENT VIVEMENT LA POLITIQUE DE LA FRANCE EN INDOCHINE.

Un des experts politiques les plus écoutés des milieux financiers suisses, a critiqué hier assez vivement, dans une note quotidienne dont il assure la direction, les déclarations du Général Delattre de Tassigny sur la Mission de la France en Indochine. Nous donnons ci-dessous les extraits les plus typiques de cette note, tout en précisant que les milieux financiers suisses travaillent

Le 22 Septembre 1951

tres activement à la "relève éventuelle" de leurs homologues français au Viet Nam. Le commentaire suisse révèle les points suivants:

- a) Au Viet Nam, sur deux cent quatre vingt quinze sociétés commerciales, deux cent quatre vingt cinq représentant un capital de quatre cent millions de dollars, sont entre les mains de groupes français, anglais et américains. Dix sociétés seulement représentant un capital total de un million de dollars, comprennent des vietnamiens dans leur conseil d'administration.
 - b) Le commerce extérieur du Vietnam est effectué pour 86% par des groupes français, anglais et américains, et pour 14% par des intermédiaires chinois. Aucun groupe vietnamien n'y participe.
 - c) "Evidemment, le Général Delattre de Tassigny (ici, nous citons textuellement) affirme que les français ne sont pas intéressés par la prospérité du commerce en Indochine. Le Général ignore sans doute que la boîte de lait Nestlé est vendue 14 dollars à Hanoi, la viande de boeuf soixante piastres le kilo, la viande porc, 75 piastres, le sucre 12 piastres, les oeufs 1,8 piastre la pièce, l'huile comestible 25 piastres le litre, le riz "tonkin numéro 1" 6 dollars le kilo. Le Général Delattre de Tassigny ignore sans doute que la société Indochinoise de Plantations d'Hévéas a récolté 4.437 tonnes de caoutchouc en neuf mois, que la société "Terres Rouges" a accusé un bénéfice net de trente et un millions de piastres au cours de son précédent exercice et que sa production pour l'année en cours dépassera de vingt cinq pour cent celle de l'an dernier. Comme le dit le Général Delattre de Tassigny, "les français ont donné leur chemise en Indochine".
- Il n'est pas mauvais de savoir de temps en temps ce que nos amis neutres pensent de nous en privé.

DIFFICULTES COMMERCIALES ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA GRECE

Un déplacement du goût des fumeurs allemands provoque de sérieuses difficultés entre la République fédérale de Bonn et le commerce grec. Avant guerre, les allemands ne fumaient presque exclusivement que du tabac oriental, et l'Allemagne achetait la presque totalité de la production grecque de tabac. Aujourd'hui, les allemands manifestent un goût de plus en plus vif pour le tabac de Virginie et il en résulte un très sensible déséquilibre du commerce germano-grec.

LA TURQUIE, PREMIER CLIENT DE L'ALLEMAGNE EN PROCHE ET EN MOYEN-ORIENT.

Alors que l'inclusion de la Turquie dans le Pacte Atlantique vient d'être décidée à Ottawa, nous pensons opportun de révéler qu'Ankara est actuellement le meilleur client de la République fédérale de Bonn en Proche et en Moyen-Orient. En 1950, la Turquie a acheté à l'Allemagne pour 237 millions de DM contre 48.800.000 en 1949. Par contre, l'Allemagne a acheté à la Turquie, toujours en 1950, pour 218.700.000 DM contre 88.400.000 DM en 1949. La part des exportations allemandes vers la Turquie représente, 2,8 % de l'ensemble du commerce extérieur allemand, contre 2,9 % en 1938.

NOUS SOMMES EN POSSESSION D'UN TRES IMPORTANT RAPPORT SUR L'EVOLUTION DES EXPORTATIONS ALLEMANDES VERS LE MOYEN-ORIENT LESQUELLES ONT QUADRUPLE EN MOINS DE TROIS ANS.

Nous publierons ces prochains jours les principaux passages de ce rapport, lequel est d'une extrême importance.

A PARIS

L'EVOLUTION DE L'OPERATION BEEFSTEAK N'EST PAS UN ECHEC TECHNIQUE.

Nous avons révélé avec quelques semaines d'avance l'opération beefsteak, et nous avons dit, quand elle a été déclanchée ce qu'il était juste d'en penser. En fait, il s'agit d'une manoeuvre de diversion d'un gouvernement qui se trouvait placé devant des impératifs de hausse inéluctable dans de nombreux secteurs et qui essayait de donner le change par une action spectaculaire localisée, qu'un puriste pouvait considérer comme une véritable hérésie en matière d'économie générale. Il est indéniable aujourd'hui que, techniquement, les fonctionnaires qui ont été chargés de cette tâche particulièrement ingrate ont assuré effectivement le ravitaillement en viande de la population parisienne. Quant aux multiples inconvénients qui en résultent pour les consommateurs, ils étaient facilement prévisibles. Il serait donc injuste de rejeter sur des fonctionnaires d'exécution, ainsi qu'on semblait vouloir le faire hier au Palais Bourbon, les conséquences d'une mesure gouvernementale qui a été appliquée, selon un technicien objectif, dans les moins mauvaises conditions possibles. La vérité est qu'un nageur solitaire est incapable, quelle que soit son énergie, de remonter à contre courant les chutes du Niagara.

LE GENERAL ASTIER DE VILATTE DOIT BIENTOT REMPLACER LE GENERAL CHOUTEAU AU POSTE DE GOUVERNEUR MILITAIRE DE PARIS.

C'EST MONSIEUR EDOUARD HERRIOT QUI A PRIS HIER L'INITIATIVE D'UN CLIMAT DE CRISE AU PARLEMENT.

En début d'après-midi, le Président de la Chambre avait en effet reçu Monsieur André Marie, Ministre de l'Education Nationale, le dissuadant très vivement de contresigner, si Monsieur Pleven l'y invitait, le décret d'application du deuxième projet Barangé-Barachin. Il nous semble nécessaire, en la confusion de ce jour, d'apporter cette précision.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

INValides 87-06

10h 12 h 30
15h 17 h 30C O N F I D E N T I E L

Paris, le 25 Septembre

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous communiquer quelques renseignements et informations recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

LE R.P.F. NE SE CONTENTERA PAS DE L'EXPOSE DE MONSIEUR ROBERT SCHUMAN PREVU POUR JEUDI DEVANT LA SOUS-COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES.

Monsieur Jacques Soustelle a déclaré hier soir à l'un de nos informateurs: " Avec ou sans le concours d'autres groupes politiques auxquels nous laisserions l'écrasante responsabilité de partir en grandes vacances sans avoir exigé du gouvernement qu'il rende compte des engagements pris au nom de la France, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir, avec l'aide du règlement de l'Assemblée pour que ce débat ait lieu mardi et se poursuive jusqu'à son terme. Des opportunistes ingénieux vont sans doute nous objecter que monsieur Robert Schuman est déjà convoqué jeudi devant une sous-commission des Affaires Etrangères. Que les opportunistes du Parlement en prennent leur parti, c'est normal! Mais une audience aussi restreinte ne saurait suffire au pays".

OTTAWA N'EST PAS UN SUCCES

Essayant de justifier le peu d'empressement du Gouvernement à voir s'ouvrir un grand débat sur la politique étrangère, une très proche collaboratrice du Président du Conseil, déclarait à l'un de nos informateurs: " Si monsieur Robert Schuman avait choisi de rentrer du Canada en bateau plutôt qu'en avion, la Chambre aurait-elle prolongé la petite session jusqu'à son retour?" Cette subtilité conditionnelle que nous avons rapportée à quelques parlementaires éminents, n'a pas paru emporter leur conviction et l'un d'eux nous a rappelé un parallèle irrévérencieux du même ordre d'idée que nous nous abstiendrons de transcrire ici. En fait, monsieur Robert Schuman, qui donc a choisi de prendre l'avion et se trouve à Paris, ne parvient pas à masquer sa déception. Monsieur René Mayer, quant à lui, a connu un échec plus relatif puisqu'il a obtenu un large contingent de charbon pour lequel se pose néanmoins le problème accessoire du frêt qui n'est pas résolu. Notre grand argentier a si bien senti la difficulté de son rôle, qu'avant même de saisir le Conseil des Ministres, il réunit hier soir à 17 heures 30 à son cabinet quelques journalistes triés sur le volet qu'il a fort courtoisement invités à créer dans les jours à venir "une ambiance par trop défavorable".

MONSIEUR MAURICE SCHUMANN COMMIS VOYAGEUR D'UNE NOUVELLE ENTENTE FRANCO BRITANNIQUE.

-2-

le maréchal Staline s'apprête à diffuser des propositions spectaculaires qui viseront tout particulièrement la France et la Grande-Bretagne. Le Kremlin estime que le refus partiel des Etats-Unis de faire droit à nos revendications économiques, maintenant de ce fait notre système dans un climat de crise larvée, constitue un climat favorable. Quant à l'Angleterre, nous avons révélé à plusieurs reprises son orientation vers la recherche " d'une compréhension mutuelle avec l'U.R.S.S." Confirmant cette tendance, monsieur Churchill déclarait hier matin: " Se comprendre, c'est déjà presque s'entendre".

Monsieur Maurice Schumann, au cours d'un "voyage de vacances", proposera donc fort vraisemblablement la réunion d'une conférence parlementaire franco-anglaise dont le but serait de préparer les termes d'une réponse commune aux propositions inévitables de l'Union Soviétique. Réponse commune sans consultation préalable du gouvernement des Etats-Unis.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE AVAIT BIEN OFFERT FIN DE LA SEMAINE DERNIERE SA DEMISSION SUR LAQUELLE IL N'EST REVENU QU'A LA SUITE D'UNE TRES VIVE INTERVENTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Nous sommes en mesure d'affirmer que malgré le silence de la presse, nous avons évité de justesse vendredi soir une nouvelle Crise ministérielle. Monsieur André Marie se trouvait en effet placé devant un grave problème de conscience, ayant à signer dans les jours à venir le décret d'application de la loi Barangé-Barrachin qui heurte profondément ses sentiments laïques. Il va sans dire que la démission du ministre de l'Education nationale eut entraîné celle de tous ses collègues radicaux donc replongé le pays dans la Crise. C'est sur l'intervention expresse et vigoureuse de monsieur Vincent Auriol que monsieur André Marie accepta de se plier " à la discipline républicaine " puisqu'aussi bien le projet Barangé-Barrachin a été voté par les deux Chambres. Le Président de la République représenta en effet aux Radicaux qu'ils ne pouvaient pas dans la conjoncture présente prendre l'initiative d'une crise sur le problème de la laïcité; laquelle fut donc évitée d'extrême justesse.

MONSIEUR TRAN-VAN-HUU VIENT D'AFFIRMER A MONSIEUR ATTLEE QUE LA PAIX EST POSSIBLE EN INDOCHINE.

Nous sommes en mesure de révéler qu'au cours de l'audience que lui accorda monsieur Attlee, monsieur Tran-Van-Huu, Président du Conseil Vietnamien, a déclaré en propres termes au Premier britannique: "Comme vos observateurs en mission dans notre pays ont pu vous le rapporter, la paix en Indochine n'est plus désormais impossible". Ajoutons que selon certaines informations qui nous parviennent du Viet-Nam, Sa Majesté Bao-Daï et monsieur Tran-Van-Huu ne seraient pas pleinement d'accord sur tous les points quant à l'engagement de tractations en vue de la signature d'une paix éventuelle.

Le 25 Septembre 1951

LA GRANDE BRETAGNE FINANCERA LE PLAN QUINQUENNAL JORDANIEN

Nous sommes en mesure de révéler que le gouvernement britannique a prévu un investissement de un million de livres sterling pour financer un plan quinquennal d'expansion que met actuellement au point en Jordanie un nouveau ministère créé tout spécialement à cette intention "Le Development Board". La Jordanie est un pays essentiellement agricole et son activité industrielle demeure primitive. Ses autres ressources, fer, cuivre, manganèse, sels potassiques ne semblent pas être d'une exploitation bien rentable car les frais de transport jusqu'aux ports d'embarquement sont trop élevés. La situation financière du royaume ashémite est maintenant, grâce aux prêts que l'Angleterre consent en vertu du traité d'alliance de 1948, à l'aide des organisations spéciales des Nations Unies, aux dépenses effectuées par les sociétés pétrolières dont les pipes-lines traversent le pays, enfin aux dépôts relativement importants de valeurs étrangères qui permettent à la Jordanie d'importer des quantités de marchandises indispensables, malgré le constant déficit de sa balance commerciale.

LES EXPORTATIONS ALLEMANDES VERS LE PROCHE ET LE MOYEN ORIENT DEPASSERONT, CETTE ANNEE, LES EXPORTATIONS FRANCAISES EVALUEES A SOIXANTE DIX MILLIARDS DE FRANCS.

Nous annonçons, dans notre correspondance du 22 Septembre, que nous venions de recevoir un très important rapport sur les exportations comparées de la France et de l'Allemagne vers les pays du proche et du moyen Orient. Ce rapport comprend tout d'abord une étude chiffrée comparative et très détaillée des trac-tations effectuées sur la Turquie, la Grèce, l'Egypte, la Syrie, le Liban, l'Iran, l'Union Indienne, le Pakhistan, Ceylan, l'Afghanistan, l'Arabie Séoudite, l'Irak, et Israël. Nous sommes disposés à communiquer ces éléments chiffrés à ceux de nos correspondants qui nous en feront la demande. Par ailleurs, nous vous communiquons ci-dessous quelques extraits de la conclusion de ce rapport qui nous paraissent d'une très grande importance.

a) Les exportations globales de la France avec la région considérée ont atteint plus de trente neuf milliards en 1949, près de cinquante quatre milliards en 1950 et doivent atteindre soixante dix milliards en 1951. Les seuls reculs marqués en 1951 se rapportent à la Grèce (recul de un milliard) et aux pays arabes (recul de quatre cent millions.)

b) Les exportations de l'Allemagne de Bonn vers la même région étaient de quinze milliards et demi en 1949, ont atteint près de cinquante trois milliards en 1950 et dépasseront soixante dix milliards pour l'année en cours. Notons que la plus forte année d'avant guerre d'exportations dans la même région, 1937, avait seulement permis au troisième Reich d'exporter environ l'équivalent en francs de quarante et un milliards et demi. En 1951, la seule Allemagne de Bonn aura donc doublé son chiffre d'exportations par rapport au commerce extérieur de toute l'Allemagne pour l'exercice le plus favorable enregistré avant la deuxième guerre

L'Allemagne bénéficie, en proche et en moyen Orient, d'une organisation commerciale de premier ordre.

Les maisons de commerce de Hambourg et de Brème, les grands Konserne disposent, dans les régions intéressées, de véritables réseaux d'agents dispersés pendant ou après la guerre, et qui sont aujourd'hui complètement reconstitués. Accessoirement, ces agents commerciaux peuvent se transformer en "agents" tout court et ce fut le génie de Canaris d'avoir su en jouer au maximum dans le monde entier. Les affaires commerciales dans ces régions se réalisent surtout grâce aux relations personnelles et les allemands ne se font pas faute de les développer. Ils se créent ainsi un régime de visites mutuelles, qui ne tarde pas à porter ses fruits. Des associations telles que "Nah und Mittelost-Verein" de Hambourg, sont particulièrement actives. Cette dernière provoque à tout moment des réunions de personnalités pour rencontrer tel marchand ou tel fonctionnaire de Perse, des Indes ou du Pakhistan qui vient en Allemagne et repart tellement satisfait de la réception qui lui a été faite qu'il laisse sur place des commandes qui étaient peut-être destinées à d'autres pays. Par ailleurs, il existe à Hambourg de nombreux importateurs et exportateurs grecs, seriens, libanais et persans, qui jouissent d'une parfaite réputation d'activité ou même de moralité.

Les banques facilitent la tâche des exportateurs allemands.

L'ancienne Uebersee Bank, de Berlin, filiale de la Deutsche Bank et maintenant section de la Norddeutsche Bank de Hambourg accorde de larges crédits pour faciliter les exportations vers ces pays. Un des deux directeurs de la Hamburger Kreditbank (ex-Dresdner Bank) était avant guerre directeur de l'agence de Constantinople. Le Dr Brinkmann, directeur de la plus grande banque privée allemande "Brinkmann, Wortz & Co" (ex Warburg) n'a pas oublié que sa mère était turque. Sur le plan général, le banquier allemand accorde de plus larges crédits que le banquier français.

Une firme sérieuse, disposant d'une commande à livrer dans un ou deux ans, trouvera aisément les crédits nécessaires à sa réalisation. A tel point que pour éviter une inflation de crédit, la Bank Deutscher Länder a dû prendre des mesures spéciales pour limiter ces opérations, mais, dès qu'il s'agit d'exportation, la porte du crédit est largement ouverte. Ce crédit permet d'ailleurs aux firmes allemandes d'appâter le client étranger en lui faisant de grandes facilités de paiement, qui lui sont quelquefois même offertes avant qu'il ne les demande.

(à suivre)

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

C O N F I D E N T I E L

ELYsées 24.63

24.64

10 h - 12 h 30

15 h - 17 h

Paris, le 3 Octobre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous communiquer quelques renseignements et informations recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

LA FRANCE NE DEVALUERA QUE SI L ANGLETERRE LA PRECEDE DANS CETTE VOIE

Aux dernières heures, Monsieur René Mayer, d'accord en cela avec la majorité du gouvernement, est hostile à toutes mesures immédiates de dévaluation. Néanmoins, si postérieurement aux élections en Grande Bretagne, le gouvernement britannique d'alors décidait un réajustement de la livre, le gouvernement français serait inévitablement amené à le suivre dans cette voie. Pratiquement, il y a donc peu de chances pour qu'une mesure de dévaluation intervienne en France avant janvier, ou même février 1952.

LES ELECTIONS ANGLAISES PEUVENT AMENER AU POUVOIR UN MINISTERE DE COALITION.

On sait peut-être déjà l'éclatant succès de Monsieur Aneurin Bevan, élu en tête des candidats au Comité Directeur par le Parti Travailleiste en Grande Bretagne. Nous n'avons cessé de prévoir ici que la position de Monsieur Bevan allait en s'affirmant dans tous les milieux syndicalistes. Il faut opposer à ce triomphe l'échec de Monsieur Schinwell, ministre de la défense nationale, qui n'a pas été élu au Comité Directeur, et l'échec relatif de Monsieur Attlee, élu très loin derrière le leader de la Gauche travailleiste.

Il est donc clair qu'en cas de succès conservateur, aux élections prochaines, c'est Monsieur Bevan et non pas Monsieur Attlee qui prendrait la tête de l'opposition à Sa Majesté.

Monsieur Churchill, très alarmé de cette évolution, proposerait alors, pour apaiser le zèle de la gauche travailleiste, un ministère de coalition, qui, selon lui, pourrait seul permettre d'assurer la pérennité des institutions et la sécurité des intérêts anglais. Une telle combinaison provoquerait inévitablement en France un gouvernement dit "d'union nationale". Tant il est vrai que dans la mesure où elle se séparera de la politique américaine, la politique française se rapprochera de celle de la Grande Bretagne.

MONSIEUR VINCENT AURIOL AVAIT DONNE SON IMPRIMATUR A L ARTICLE PUBLIE HIER DANS UN QUOTIDIEN DU SOIR.

Un article publié hier sous la signature de Monsieur Georges Garreau dans le quotidien "Paris Presse" a provoqué une très vive réaction dans les milieux gaullistes. Le journaliste prétait en effet au Président de la République une déclaration selon laquelle il se refusait à donner les "Londons" et ne faisait jamais appel au général de Gaulle. Nous sommes en mesure d'affirmer que la Présidence de la République était parfaitement au courant de la parution de cet

-2-

article, au sujet duquel Monsieur Barrachin a l'intention d'interpeller dès la rentrée. Monsieur Pleven a fait savoir qu'il n'hésiterait pas alors à poser la question de confiance et demanderait à l'Assemblée de déclarer irrecevable une telle discussion.

MONSIEUR PERILLIER EN DIFFICULTES.

On s'attend à Tunis, à la nomination d'un nouveau Résident général, qui serait soit un haut fonctionnaire de la carrière, soit le Général Duval. Le désaccord s'est en effet accru ces derniers jours entre le Quai d'Orsay et le Résident Général de France en Tunisie. Monsieur Perillier s'est entendu reprocher assez aprement une attitude d'expectative face aux déclarations de plus en plus véhémentes du Néo-Destour.

MONSIEUR DUCHET PENSE QUE LES INDEPENDANTS ET PAYSANS SERONT LES GRANDS VAINQUEURS DES ELECTIONS CANTONALES.

Si les prévisions de Monsieur Roger Duchet, qui est particulièrement optimiste, se confirment au premier tour, ses amis politiques envisagent pour le deuxième tour l'alliance avec le plus grand nombre possible de R.G.R. et de radicaux contre les socialistes et les communistes d'une part, et contre le R.P.F. d'autre part. Selon les pronostics de treize préfets, parvenus hier soir au Ministère de l'Intérieur, le Rassemblement du Peuple Français essuierait de sérieux échecs. Le R.P.F. s'apprête à contre-attaquer en faisant afficher in extremis à la veille du scrutin une affiche qui rappellera, chiffrés à l'appui, que sans le soutien des voix gaullistes, Indépendants et Paysans ne disposeraient aujourd'hui à la Chambre et au Sénat que d'une cinquantaine de sièges en tout et pour tout.

L'E.C.A. VEUT ENVOYER EN AMERIQUE DES JEUNES OUVRIERS FRANCAIS AFIN QU'ILS Y SUIVENT DES STAGES DE "PRODUCTIVITE".

Dans le cadre de la campagne de productivité, l'E.C.A. va proposer d'envoyer de jeunes ouvriers européens âgés de vingt trois à trente ans effectuer un stage de un an dans des usines américaines. Les européens feraient ainsi l'"apprentissage de la vie syndicale américaine" et suivraient en outre des cours "dans un collège de productivité". Ils seraient payés au même taux que les ouvriers américains. On prévoit pour chaque stage un budget de quatre mille dollars par an et par personne, le financement étant assuré par moitié par l'E.C.A. et par les gouvernements intéressés d'une part, par le bénéficiaire du stage d'autre part. Les centrales syndicales non C.G.T., consultées officieusement, semblent ne pas marquer un très grand enthousiasme. Elles considèrent que si l'intéressé doit verser deux mille dollars de son gain pour participer à l'opération, il se trouvera limité dans le cadre de sa vie quotidienne aux Etats-Unis, et que l'expérience aboutirait en fin de compte à l'opposé du but proposé.

-4-

UN GROUPE SIDERURGIQUE DE DUSSELDORF PREND SECRETEMENT POSITION EN EGYPT.

Il est prévu une mise en adjudication internationale pour la construction d'une aciérie à Assouan. Cette mise en adjudication doit intervenir dans deux mois environ. Révétons que depuis plusieurs semaines, un groupe de production d'acier de Dusseldorf a entamé des tractations secrètes avec le gouvernement égyptien. Un expert allemand est actuellement sur place.

UN PLAN D'INDUSTRIALISATION D'AFRIQUE DU NORD DOIT ENTRER EN APPLICATION EN MAI 1952.

Ce qui revient à dire que les firmes métropolitaines qui souhaitent créer des filiales et transférer une part importante de leur activité vers l'Afrique du Nord, doivent prendre position dès maintenant. En effet, dès que l'A.F.N. se trouvera engagée dans un effort planifié de modernisation et d'équipement, les initiatives privées de quelque envergure devront strictement s'inscrire dans l'ensemble, faute de quoi elles se trouveront écartées.

TAIPEH CONFIRME UNE INFORMATION PUBLIEE PAR NOUS LE 26 SEPTEMBRE.

1. Nous révélions hier, le 26 septembre notre certitude de voir le gouvernement de monsieur Yoshida traiter rapidement avec la Chine nationaliste. Hier, le ministre des Affaires étrangères de Tchang KaiChek annonçait qu'un accord venait d'être signé entre son gouvernement et celui du Japon en vue de la création à Taïpeh d'un bureau japonais d'outre-mer, chargé du développement du commerce entre les deux pays" dans l'attente de la signature d'un traité bilatéral".

L'IRAN APPUIERA SON ARGUMENTATION AU CONSEIL DE SECURITE SUR LA LEGISLATION ANGLAISE ELLE MEME.

Révétons que plusieurs juristes éminents dont un suisse, préparent actuellement le dossier que monsieur Mossadegh présentera devant le conseil de sécurité des Nations Unies, lequel est, comme on sait, saisi de l'Affaire. Pour leur exposé, les juristes procéderont à de larges emprunts à la législation travailliste britannique en matière de nationalisation. Le débat risque donc de ne pas manquer de saveur. Sur un plan plus général, précisons que monsieur Mossadegh est dans l'impossibilité de céder quoique ce soit même s'il en avait le désir, car il serait alors, selon toute vraisemblance assassiné dans les quelques heures qui suivraient. Révétons encore que l'Inde et le Pakistan multiplient les recommandations à Londres, invitant le gouvernement britannique à beaucoup de modération et de prudence dans cette affaire.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

3 Octobre 1951

EN COREE MONSIEUR CHARLES BOHLEN ESSAYE DE PRENDRE SECRETEMENT CONTACT AVEC DES REPRESENTANTS DE MAO TSE TOUNG.

Nous sommes en mesure de révéler que dans sa phase actuelle, la guerre de Corée coûte aux Nations Unies, c'est à dire dans une très large mesure aux Etats Unis, l'équivalent de 10 milliards de francs par jour. C'est une des raisons pour laquelle monsieur Charles Bohlen, considéré comme un des meilleurs experts américains en matière communiste, s'efforce de prendre contact avec des conseillers diplomatiques de Mao Tsé TOUNG sans s'inquiéter autrement de la stagnation des affaires de Keasong. C'est la raison pour laquelle le bureau de presse du général Ridgway entoure depuis 48 heures les déplacements de monsieur Bohlen d'un épais nuage de fumée. Afin de pouvoir se déplacer sans être autrement remarqué dans la zone des armées, monsieur Bohlen qui est un fonctionnaire civil, revêt un uniforme de l'armée américaine.

LE PRESIDENT TRUMAN ELARGIT LES POUVOIRS GOUVERNEMENTAUX DE CENSURE.

Révétons que dorénavant, les agences civiles américaines auront le droit et le devoir d'appliquer le timbre "top secret" sur toutes les informations jugées dangereuses pour la sécurité nationale. Nous avons révélé voilà quelques temps le mécontentement des pouvoirs publics américains devant la divulgation par une agence d'un référendum effectué en Allemagne occidentale, selon lequel 79% des jeunes allemands étaient opposés à la remilitarisation. Ceci est la conséquence de cela.

GRAVES DIVERGENCES CHEZ LES SOCIAUX DEMOCRATES ALLEMANDS.

L'Unanimité est loin de régner au sein du parti de monsieur Kurt Schumacher. Tandis qu'une majorité relative continue d'être partisane d'une politique d'extrême réserve vis à vis de la Russie, une minorité de plus en plus agissante propose au contraire que soit immédiatement engagées des négociations précises avec les communistes.

GRANDES MANOEUVRES DIPLOMATIQUES DE L'UNION SUD AFRICAINE.

A Prétoria, une vaste offensive diplomatique se précise afin de faire pression sur Londres pour que l'Union Sud Africaine devienne un état républicain indépendant. Selon les revendications qui prennent de plus en plus corps, l'Union Sud Africaine ne serait plus un dominion britannique, mais un état libéré de toute tutelle politique qui traiterait néanmoins en échange de sa franchise un engagement économique à long terme avec le bloc sterling. Prétoria pense que dans ce cas, il serait possible d'obtenir rapidement que Londres cesse de considérer comme colonies les deux Rhodésies qui se fédéreraient alors avec l'Union Sud Africaine. Par ailleurs, les sud africains sont disposés à agir d'urgence contre la création que nous avons déjà annoncée d'une grande armée de conscrits noirs en Afrique. Actuellement, tant au Tanganyka qu'au Kénia, les britanniques procèdent à un recensement des jeunes indigènes en âge de porter les armes. De plus, de nombreux officiers britanniques qui ont servi dans l'armée des Indes font actuellement l'objet d'affectations

C O N F I D E N T I E L

ELYsées 24-63
ELYsées 24 -64

10h -12h30
15h -17h30

Paris, le 4 Octobre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous communiquer quelques renseignements et informations recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

MONSIEUR VINCENT AURIOL CHERCHE LES MOYENS D'ASSURER UNE STABILITE DE GOUVERNEMENT.

A la lumière de l'inefficacité du gouvernement et de l'extrême dilution des travaux parlementaires, le Président de la République considère vraisemblablement que son métier étant de prévoir, la confusion d'hier doit faire place à une machine efficace pour demain. Les projets présidentiels sont à la fois juridiques et tactiques. Examinons d'abord le plan juridique qui tiendra en trois réformes essentielles de la Constitution:

- a) Suppression de la formalité actuelle d'investiture à un Président du Conseil désigné. Les faits ont démontré que cette formalité retardait dangereusement le dénouement des crises
- b) Résurrection " du décret de clôture " de la Constitution de 1871. (l'élongation de la "Petite Session" en a démontré l'utilité).
- c) Extension des pouvoirs du Sénat. L'Assemblée nationale en votant par démagogie certains amendements sur l'échelle mobile inapplicables dans la pratique, a fait la preuve qu'elle avait besoin d'un collège réellement correctif. Rappelons que les amendements intéressés dont monsieur Ramadier lui-même avait reconnu le caractère aléatoire bien qu'ils eussent été proposés par la S.F.I.O. ont bénéficié des voix du R.P.F. uniquement soucieux sur ce point de marquer une tendance à la surenchère en matière sociale.

TACTIQUEMENT L'ELYSEE PREPARE "UNE DOUBLE FRACTURE " POUR OUVRIR LA VOIE A MONSIEUR RENE MAYER.

Monsieur René Plevin ayant stérilement utilisé son prestige en loupant dans le sens exact du terme le Président de la République considère qu'il n'est possible de sortir de la Crise larvée actuelle qu'en " forgeant " une majorité stable qui investirait un nouveau chef du gouvernement très vraisemblablement monsieur René Mayer. C'est en provoquant "une double fracture" de la S.F.I.O. et du Groupe parlementaire R.P.F. que monsieur Vincent Auriol espère parvenir à ses fins. Il faut noter que le Président de la République n'a plus guère d'influence au sein du parti socialiste que sur l'aile modérée dont on peut considérer

-2-

que les leaders sont messieurs Ramadier, Lacoste, et Jules Moch. L'autorité présidentielle est sans effet sur messieurs Guy Mollet et Leenhardt qui représentent la tendance orthodoxe et elle est très relative sur monsieur Lussy, Président du groupe parlementaire. Néanmoins, le Président de la République croit qu'en cas de schisme brutal, monsieur Mollet et ses amis resteraient fidèles au gros du Parti, et que le "déchet" ne dépasserait pas 25 députés socialistes irréductibles dont monsieur Daniel Mayer prendrait vraisemblablement la tête.

Quant au groupe parlementaire R.P.F. l'Elysée pense qu'il est possible d'en détacher 35 à 40 députés qu'il considère comme des professionnels de la politique, (entre autres les anciens P.R.L.) et qui n'ont adhéré au gaullisme que par souci électoral. Une telle opération aurait pour résultat de "fixer quelques voix flottantes" chez les Indépendants et Paysans et de faire bénéficier ainsi une majorité gouvernementale d'une cinquantaine de voix sûres.

LE GENERAL DE GAULLE ENTEND NE PAS SE LAISSER DEPASSER.

Si la structure même du R.P.F. en tant que parti n'est pas en cause dans le développement de la manoeuvre présidentielle, la cohésion du groupe parlementaire R.P.F. par contre, est directement visée. C'est la raison pour laquelle, effectuant un brusque retournement tactique, le général de Gaulle s'apprête à parer l'attaque de la manière suivante:

- a) Il accepterait la participation de parlementaires gaullistes de second plan à un gouvernement René Mayer. Etant bien précisé que les "ténors" du Rassemblement seraient tenus en réserve pour des jours meilleurs.
- b) Il imposerait quelques conditions draconiennes dont le départ du Quai d'Orsay de monsieur Robert Schuman.
- c) Si toutes les conditions proposées n'étaient pas acceptées, le R.P.F. soutiendrait sans participer.
Ce qui revient à dire que l'intense activité déployée à l'occasion des élections cantonales par monsieur Paul Reynaud, risque fort de ne pas être payée de retour une fois acquis les résultats des scrutins.

DIVERGENCES AU SEIN DU GOUVERNEMENT POUR LA FIXATION DES PRIX DU LAIT ET DE LA BETTERAVE.

Nous ne pensons pas qu'une décision gouvernementale intervienne avant huit à dix jours. Rappelons que le gouvernement Bidault n'avait fixé le prix de la betterave que le 28 Novembre, et qu'en 1950 le gouvernement Plevin avait attendu le 31 Octobre. Les ministres ont donc tout le temps de se mettre d'accord dans les jours à venir, si l'on se réfère aux précédents. Pour le lait, les producteurs eux-mêmes sont en fait moins pressés qu'ils ne le disent car ils savent fort bien que ces jours-ci, l'abondance de la lactation qui résulte du beau temps est un facteur de limitation de hausse. Tacitement donc, tout le monde est en fait d'accord pour temporiser quelques jours encore.

Le 4 Octobre 1951

UN RAPPORT DE LA SURETE NATIONALE PREVOIT DES GREVES PARTIELLES
DANS LES SERVICES PUBLICS

Un rapport transmis hier dans la journée au ministre de l'Intérieur prévoit en effet des grèves partielles se déclanchant en chaîne dont l'extension à la province de la grève du gaz signalée hier à Paris et qui a surpris la place Beauvau par sa soudaineté. Par ailleurs, le ministre de l'Education Nationale a invité le Président du Conseil, lequel s'y applique depuis quarante huit heures, à rechercher activement les moyens d'apaiser les inquiétudes du corps enseignant, dont les actuelles revendications posent en fait la question du reclassement général de la fonction publique.

L'AMBASSADE D'ANGLETERRE AU CAIRE CONFIRME LES MENACES DIRIGEES
CONTRE NAHAS PACHA.

Monsieur Stephan Wood, premier secrétaire de l'Ambassade de Grande Bretagne en Egypte, a adressé hier dans la soirée au Foreign Office une note qui confirme l'information que nous avons donnée dans notre dernière correspondance, et selon laquelle Monsieur Nahas Pacha, Président du Conseil Egyptien, a été l'objet de très sérieuses menaces de la part de l'organisation secrète "Les Frères musulmans" s'il cédaient sur le problème de Suez.

SA SAINTETE PIE XII A RECU A CASTEL GANDOLFO LE REVEREND PERE
WETTER, LEADER DES "PRETRES OUVRIERS"

Le Révérend Père Wetter considéré dans certains milieux comme "le trotskyste du Vatican" et qui est un remarquable expert en matière ouvrière et sociale, a sollicité du Souverain Pontife une audience au cours de laquelle il a procédé à un exposé, dont nous sommes en mesure de communiquer ici l'analyse: "L'Europe est placée sur le "tobogan" de la socialisation. Si la paix peut être préservée, soixante quinze années s'écouleront avant la socialisation totale des moyens de production en Europe Occidentale. Cette progression, dont le travaillisme anglais est une illustration, s'effectuera sans transition brutale et l'Eglise n'en sera pas gravement affectée. Bien au contraire, si un conflit éclatait en Europe, dans les années 1953, 1954, et quelle que soit l'issue des armes, le grand perdant ne serait pas la Russie, mais l'Eglise et la foi catholique. En effet, même dans l'éventualité à long terme d'une victoire occidentale, les nations d'Europe verraient leur structure de gouvernement adopter une forme de titisme dont on a pu dès maintenant juger de l'attitude par rapport à l'Eglise en Yougoslavie. La pire solution pour la foi serait donc de faire une concession, si légère soit-elle, à la cause belliciste;"

"BOOM" EN PERSPECTIVE SUR LA SUEDOISE DES ALLUMETTES.

Nous croyons savoir que les titres de la Suedoise des Allumettes monteront constamment et régulièrement pendant le trimestre qui vient sur tous les marchés où ils sont actuellement cotés.

LES SYNDICATS MINIERES BOLIVIENS ET CHILIENS SONT ACTUELLEMENT NOYAUTES PAR DES AGENTS PERONISTES.

Les conseillers allemands du Général Peron considèrent qu'en cas de conflit mondial, le continent sud-américain a le plus de chances d'être le seul bastion inattaqué. En conséquence, ils procèdent au travail préparatoire d'une véritable main-mise de l'Argentine qui pourrait s'effectuer le jour où les Etats-Unis se trouveraient complètement engagés dans une guerre. Nous sommes en mesure de révéler que les syndicats ouvriers de l'étain en Bolivie et du cuivre au Chili sont actuellement l'objet d'une tentative de noyautage en règle de la part d'agents affiliés au parti peroniste d'Argentine. Les Sociétés Anaconda et Kenecott viennent de charger plusieurs spécialistes du Renseignement International d'établir un rapport précis sur cette pénétration qu'ils jugent extrêmement dangereuse.

LES GENERAUX ALLEMANDS SESSNER, SPEIDEL, ET GUDERIAN NE PERDENT PAS LEUR TEMPS.

Nous sommes en mesure de révéler que le Général Sessner, qui préside l'Organisation fédérative des groupements d'anciens combattants de l'Allemagne Occidentale, rencontre secrètement chaque matin le Général Hans Speidel quand ce dernier est à Bonn. (Rappelons simplement pour mémoire que le Général Speidel, ex-chef d'Etat-Major de Rommel, représente l'Allemagne à la Commission de l'Armée Européenne.) De plus, dès la deuxième quinzaine du mois en cours, le Général Sessner sera reçu chaque semaine, également dans le plus grand secret par le Docteur Theodor Blank, Conseiller militaire du Chancelier Adenauer. Cette réunion hebdomadaire a été fixée au vendredi dans la soirée afin que les mots d'ordre adoptés puissent être transmis dans la matinée du dimanche par toutes les organisations d'anciens militaires de l'Allemagne fédérale. Révétons enfin que le Général Heinz Guderian met actuellement la dernière main à la rédaction d'un mémoire juridique pour la libération des officiers allemands qui sont encore incarcérés en Europe Occidentale pour crimes de guerre. L'argumentation de Guderian s'appuie sur le fait que les officiers alliés qui contribuent actuellement à la mise en place d'un dispositif militaire peuvent être considérés comme participant à des préparatifs de guerre, ce qui fut un des chefs essentiels d'accusation articulés contre les militaires allemands.

LA LIGUE ARABE PREPARE UN PROJET D UNIFICATION DES MONNAIES DANS LES ETATS QUI LA COMPOSENT.

Le Secrétaire général de la Ligue Arabe prépare actuellement deux importants projets selon lesquels les monnaies nationales des différents pays qui adhèrent à la Ligue, seraient graduellement remplacées par une monnaie unique "le dinar" arabe. TROIS années sont prévues entre la ratification des accords par les pays intéressés et la disparition complète des monnaies nationales. Les états contractants demanderont évidemment au Fonds Monétaire international la reconnaissance du dinar arabe en remplacement de leurs anciennes monnaies respectives.

Cette remise en mains propres.

CONFIDENTIEL

10 h - 12 h 30

15 h - 17 h 30

PARIS, le 5 Octobre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous communiquer quelques renseignements et informations recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

PREVISIONS DES PREFETS POUR LES ELECTIONS CANTONALES.

Au Ministère de l'Intérieur, les grandes lignes qui se dégagent hier des rapports reçus par les Préfets sont les suivantes:

- a) Très important glissement vers le Centre Droite
- b) Perte très sensible pour la S.F.I.O.
- c) Très faible perte communiste.

MONSIEUR GEORGES BIDAULT SE FAIT L'AVOCAT D'UNE ENTENTE ETROITE ENTRE LA FRANCE ET LA GRANDE BRETAGNE.

Au dernier Conseil des Ministres, ce n'est pas sans un certain étonnement que ses collègues ont entendu Monsieur Georges Bidault se faire l'avocat vigoureux d'une entente solidaire nouvelle entre la France et la Grande Bretagne. Il est certain que cette précision tendra à renforcer l'impression actuelle des milieux boursiers selon laquelle le gouvernement, arguant d'impératifs internationaux, dévaluerait avant la fin de l'année. Nous avons dit hier ce qu'il fallait penser de cette rumeur. Par contre, nous sommes convaincus que dans les jours à venir, des instructions plus libérales seront données afin que le plafond d'escompte bénéficie d'une augmentation de 20 à 25%.

Signalons en marge que la déclaration récente à un journal du soir faite par Monsieur COURANT, Ministre du Budget, selon laquelle le déficit serait de mille quatre cent milliards, a provoqué de la part de Monsieur René Mayer une assez violente réaction. Non pas que notre "grand argentier" nie le fait, mais il pense que le rôle du Ministre du Budget n'était peut-être pas de le souligner. Monsieur MAYER veut encore peser sur le marché de l'or, dont il redoute les brusques accès de fièvre. Signalons simplement, tout à fait en marge, qu'alors que le coût d'extraction de l'or des colonies françaises est au coefficient 9 par rapport à 1934, son prix de vente, compte tenu des accords internationaux, est au coefficient 1. Il est vrai que la production française d'or doit seulement être citée pour mémoire.

QUATRE DIVISIONS AMERICAINES ETABLIRONT LEUR QUARTIER EN AFRIQUE DU NORD EN FEVRIER PROCHAIN.

Nous sommes en mesure de révéler que quatre divisions de l'Armée Américaine tiendront garnison en Afrique du Nord française à partir du

4 février 1952. Les effectifs de ces divisions seront au total d'une quarantaine de milliers d'hommes. Mais il faut ajouter à ce chiffre une part importante de personnel des services et des parcs, ce qui portera en fait l'implantation annoncée à soixante quinze mille hommes. C'est donc le mouvement le plus important de troupes alliées sur l'Afrique du Nord qu'on aura enregistré depuis novembre 1942.

NOS SERVICES DE RENSEIGNEMENTS EN INDOCHINE AVAIENT PREvenu LE HAUT COMMANDEMENT DE L'IMMINENCE D'UNE OFFENSIVE DU VIET MINH.

Nos services de renseignements, ainsi que nous nous en étions fait l'écho, avaient depuis près de deux mois prévenu le Haut Commandement français en Indochine de mouvements de regroupements très sérieux en pays Thaï. C'est seulement fort de ces renseignements que le Général Delattre de Tassigny avait signalé à la fois au Gouvernement français et à nos alliés américains la nécessité d'un effort immédiat et considérable tant en aviation, qu'en munitions et en renforts. Or les appels du Général n'ont été jusqu'à ce jour que partiellement entendus et satisfaits. Néanmoins, on lui avait promis à Washington de lui donner satisfaction "si ses craintes étaient justifiées". La déclaration faite mercredi par le Général de Tassigny au banquet hebdomadaire de la presse anglo-américaine, n'avait pas d'autre but que de rappeler cette promesse, dont la clause conditionnelle est aujourd'hui réalisée.

LE REEL EUT-IL VOYAGE DU GENERAL LAWTON COLLINS EN EUROPE

Dès le 29 Septembre, nous révélions que le Général Lawton Collins, chef d'état major de l'Armée de terre des Etats-Unis, se rendrait en Yougoslavie dans les semaines à venir. La visite inopinée du Général en Europe, il est passé hier par Paris et reparti dans la soirée à destination de Francfort, souligne la sûreté de nos informations. Nous n'en sommes que plus à l'aise pour démentir certaines rumeurs selon lesquelles le Général Collins partirait incessamment pour Saigon. A notre sens, il ne se dirigerait pas vers l'Extrême-Orient avant la deuxième quinzaine d'octobre. En fait, dans l'immédiat, outre une mission diplomatique auprès de Tito, le Général Collins est chargé d'établir un rapport sur "certaines lenteurs" des réalisations militaires en Europe, rapport réclamé avec énergie par la Commission compétente du Sénat américain.

PETIT INCIDENT FRANCO-RUSSE A BERLIN.

Monsieur Denguine, représentant soviétique à la Commission de Contrôle de Berlin, vient de protester pour la deuxième fois auprès du Général Carollot à propos des bagarres intervenues entre communistes et policiers. Le Contrôleur soviétique réclame très énergiquement la libération de trente manifestants inculpés de rébellion et de coups et blessures. Il faut noter que la Commission de Contrôle de Berlin est restée officieusement jusque dans les plus sérieuses périodes de tension internationale, le dernier salon - plus exactement le dernier couloir - où l'on cause.

MONSIEUR CHARLES BOHLEN A ENVOYE UNE LETTRE MANUSCRITE AUX SINO-COREENS.

Nous révélions le 3 Octobre, que la mission de Monsieur Charles Bohlen en Corée consistait à prendre effectivement contact avec des responsables communistes. Nous sommes en mesure d'affirmer aujourd'hui que le spécialiste du département d'Etat a fait remettre secrètement au Colonel Tchang un message écrit de sa main, dans lequel il propose une rencontre dont le lieu et les participants seraient tenus rigoureusement secrets, afin d'y étudier sans le prisme déformant des propagandes, les modalités réelles d'une cessation des hostilités en Corée.

LES ETATS UNIS PRODUIRONT 772.000 TONNES DE CAOUTCHOUC SYNTHETIQUE DE L'AUTOMNE 1951 A L'AUTOMNE 1952.

Nous sommes en mesure de révéler que le programme de fabrication de caoutchouc synthétique aux U.S.A. atteindra pour la période précitée 772.000 tonnes, accusant donc une augmentation de 102.000 tonnes sur le précédent programme. Par ailleurs, les financiers américains seraient disposés à financer le développement de la production de caoutchouc synthétique en France dans la mesure où la société récemment créée à cet effet accepterait d'envisager un plan d'industrialisation et de fabrication franco-allemand. Les groupes américains du caoutchouc synthétique ne souhaitent pas, en effet, qu'une fabrication de ce produit se développe en France de manière autonome et c'est par l'interférence des industriels allemands, avec qui ils ont des rapports d'intérêts, qu'ils souhaitent que soit exercé un contrôle indirect.

L'EXPERIENCE PRODUCTIVITE PEUT PROVOQUER UN RALENTISSEMENT DU PROGRES TECHNIQUE EN EUROPE.

Selon un éminent expert français, qui a constaté que l'actuel effort d'armement aux Etats-Unis avait pour conséquence le blocage de la technique à son niveau actuel, un des risques de l'application d'un plan de productivité sur l'Europe serait d'entraîner le même phénomène aggravé. En effet, le développement d'un rendement maximum s'oppose, dans le détail, à l'amélioration des techniques. Il est constamment question, dans les manifestes relatifs à la productivité "d'augmenter le rendement avec les mêmes machines et les mêmes techniques". Ce qui revient à dire que pour organiser une production rationnelle, il faudrait abandonner tous les perfectionnements de détail qui ont été mis au point ces récentes années en Europe. Et cet éminent technicien de citer:

- a) un procédé autrichien qui permet de couler directement en acier des produits semi-finis (procédé Suess de la "Vereingte Osterreichische Stahlwerke")
- b) un procédé anglais qui simplifie dans des proportions énormes la fabrication de tous les appareils électroniques et permet notamment de faire des émetteurs-récepteurs qui se plient comme une carte-routière. (procédé Eisler)
- c) procédé allemand pour la production des ondes élastiques, qui permet de fabriquer des machines à laver d'un prix de revient extraordinairement bas. (procédé Ultra-Gnome de Bosch et Telefunken)

d) Procédé français qui permet de remplacer la membrane d'un haut parleur par une barrière de force électrique. (procédé Klein-Audax...)

En résumé, l'expert français redoute qu'une des conséquences des expériences de productivité soit de geler l'évolution des techniques tout comme le développement intensif des industries aux Etats-Unis constitue en fait un blocage au niveau technique de 1941. Avec cette différence toutefois, que dans de nombreux secteurs, nous devrions bloquer à un niveau très antérieur à cette période.

L'OPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT DU RICIN SE POURSUIT.

Le groupe Péchiney est maintenant très engagé dans son opération pour le développement de matières plastiques à partir du ricin. Ses représentants ont reçu pour consigne de signer avec les producteurs des contrats de 5 ans portant sur la totalité de leur exploitation et lui assurant bien entendu, le monopole des achats. Durant cette période, les prix évolueront progressivement selon un étalon choisi et défini par contrat : le cours mondial du blé.

LA FLEET ANGLAISE VA INCESSAMMENT MOILLER EN TURQUIE.

Nous apprenions hier de Londres, que des bâtiments britanniques seront dans les jours à venir basés dans certains ports turcs, à Smyrne en particulier. Soulignons qu'il ne s'agit pas là d'une simple manœuvre, mais bien de l'utilisation permanente d'installations portuaires - celle d'Izmir en particulier - par les forces de la Royal Navy. Ce qui confirme l'information que nous avons communiquée voilà quelques jours selon laquelle un des points névralgiques de cette région se déplaçait de l'Iran vers la Turquie.

PLUSIEURS BATAILLONS TCHÉQUES PARTICIPENT AUX MANOEUVRES POLONAISES.

Nous sommes en mesure de révéler que plusieurs bataillons d'Infanterie tchécoslovaques à effectifs pleins, participent actuellement à des manœuvres combinées en territoire polonais.

CRISE POLITIQUE VRAISEMBLABLE POUR NOVEMBRE EN BELGIQUE.

On sait que la situation économique en Belgique inquiète très vivement les pouvoirs publics. En 14 mois, la Belgique qui était le seul pays créancier à l'Union Européenne des Paiements a non seulement épuisé son quota mais encore très largement entamé une tranche supplémentaire de 40 millions de dollars. Monsieur Pholien s'efforce actuellement de réorganiser très rapidement le commerce extérieur du pays. Selon un jeu assez complexe: accroître les exportations vers la zone dollar, les restreindre vers la zone U.E.P., diminuer les importations d'Amérique, et les augmenter sur les pays de l'U.E.P. Mais, comme certaines grèves sont à craindre dès novembre, il est vraisemblable que monsieur Pholien n'aura pas le temps matériel de mener à bien son entreprise. La seule chance de la Belgique serait l'adoption par les Nations atlantiques du Plan de monsieur Van Zeeland, dont nous avons révélé ici les grandes lignes avant la Conférence de Washington.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

C O N F I D E N T I E L

ELYsées 24-63
ELYsées 24-64

10h12h30
15h 17h30

Paris, le 6 Octobre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous communiquer quelques renseignements et informations recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

TRES NETTE EVOLUTION SYNDICALE VERS L'UNITE D'ACTION A LA BASE.

De nombreux sondages effectués dans différentes entreprises importantes de la région parisienne nous permettent de conclure aujourd'hui que les milieux syndicalistes n'ont, depuis fort longtemps, présenté à la base un front aussi uni en dépit de la diversité de leur orientation politique. Il nous a été déclaré par un leader réputé à l'habitude pour sa modération, "Devant la lenteur calculée du gouvernement à faire comprendre aux responsables patronaux leur devoir le plus élémentaire envers la classe ouvrière, il est fort possible que nous soyons amenés bientôt à déclencher un très vaste mouvement de grève". Comme nous rapportions ce propos à un proche collaborateur de monsieur Bacon, Ministre du Travail, il nous a répondu: "Dans la métallurgie, un effort de compréhension mutuelle est tenté qui, nous l'espérons, aboutira. Il ne s'agit pour l'instant que d'une invitation adressée par les patrons aux ouvriers de leur soumettre, par écrit, leur projet de modification des clauses contractuelles." A notre sens, la nouvelle hausse très substantielle du prix de vente des automobiles, est une réponse plus concrète.

LE GENERAL DELATTRE DE TASSIGNY CONTRE EN AMERIQUE PAR MONSIEUR PIGNON, ESSAYE AUJOURD'HUI DE JOUER LA CARTE ANGLAISE.

DES que l'on sut aux U.S.A. que le général Delattre de Tassigny s'apprêtait à venir solliciter une aide substantielle, plusieurs journaux américains publièrent aussitôt de larges études selon lesquelles l'évolution militaire en Indochine avait atteint une phase optima. Aussi bien le général n'obtint-il là-bas "que des promesses conditionnelles dont nous avons fait état." Nous apprenons aujourd'hui, que dans les quelques jours qui précéderont le départ du général pour Washington, monsieur Léon Pignon, Président de la délégation française au Conseil de Tutelle de Lake-Success, avait très généreusement répandu le bruit que le général Delattre de Tassigny étant un très grand stratège, il lui suffirait d'une aide matérielle et technique extrêmement réduite pour venir à bout des forces du Viet-Minh. C'était là une manière fort efficace de compromettre au départ la mission du général, auquel monsieur Pignon reproche en fait dans le privé de faire une politique trop violemment anti chinoise. De nombreux catholiques vietnamiens sont en effet partisans d'une politique plus mesurée par rapport à la Chine. Le général Delattre proposait donc hier à Londres une coopération franco-britannique plus étroite en Asie, tout particulièrement dans les domaines de l'aviation et de la marine. Révétons que les interlocuteurs britanniques du général lui ont posé courtoisement mais très fermement certaines questions précises quant aux engagements qu'aurait pris l'Amérique pour nous aider en Indochine, tout comme ils lui ont demandé quelques éclaircissements sur les circonstances qui n'ont pas permis à ce dernier de s'affirmer avec toute leur force en temps utile.

-2-

Le général qui, à l'habitude, n'est guère timoré dans son comportement, a cette fois demandé des instructions à Paris avant de répondre.

LA PROMOTION DE MONSIEUR DUCHET AU RANG DE MINISTRE PROUVE QUE MONSIEUR PLEVEN CROIT A UNE VICTOIRE DES INDEPENDANTS DIMANCHE PROCHAIN.

Officieusement, la Présidence du Conseil, a pris prétexte d'une incompatibilité d'humeur persistante entre messieurs Antoine Pinay et Roger Duchet pour justifier la promotion de ministre des P.T.T. du dernier cité. En fait, le Président du Conseil tient à être agréable au Secrétaire général du groupement des Indépendants, avant le scrutin cantonal que l'on prévoit être une victoire pour monsieur Duchet et ses amis. Mais il fallait obtenir l'accord de monsieur Laniel, promu "au rang de ministre d'Etat" c'est à dire ne bénéficiant plus d'aucuns de ces petits moyens qui permettent à un personnage consulaire d'augmenter sa popularité auprès de ses électeurs. Pour emporter la décision de monsieur Laniel, hésitant, monsieur Pleven lui a fait entendre qu'il le chargerait de hautes missions économiques, et le désignerait pour assurer l'intérim de monsieur René Mayer, si notre grand argentier était amené à effectuer un prochain voyage aux Etats-Unis. Monsieur Laniel ignore sans doute que monsieur Mayer, au sujet duquel nous avons récemment défini les intentions de la Présidence de la République, ne songe nullement pour l'instant à retourner à Washington.

L'ORIENTATION DE L'ANNEE SCOLAIRE DU PARTI COMMUNISTE PROVOQUE QUELQUES REMOUS EN PROVINCE.

Plusieurs cellules du centre de la France ont accueilli avec une certaine mauvaise humeur les nouvelles consignes du Comité Central du Parti Communiste, visant à intensifier très sérieusement à la base, l'éducation individuelle des militants, par l'étude beaucoup plus poussée du marxisme et du léninisme. On sait que le parti communiste attache une importance extrême au perfectionnement de l'éducation politique de ses militants, pour lequel il organise une véritable articulation scolaire dans le pays. L'année scolaire communiste qui doit donc s'ouvrir le 15 Novembre prochain, provoque certaines appréhensions chez quelques "purs" qui craignent de voir renaître au sein du Parti "cette suprématie de la classe, dite intellectuelle, qui lui a déjà, en France, causé tant de déboires." En marge de cette tendance, nous pouvons révéler que dans le département de la Seine, la vente des oeuvres complètes de monsieur Maurice Thorez n'a pas dépassé 5.735 volumes en plus de 6 mois. La section communiste d'Issy-les-Moulineaux qui vient en tête pour la plus forte vente, a écoulé 335 exemplaires du tome I et 116 exemplaires du tome 2. A Ivry, fief du Secrétaire Général du P.C., la vente a été respectivement pour chaque tome de 150 et de 25 exemplaires. A la Courneuve, il a été vendu un exemplaire du tome I et 0 exemplaire du tome 2. A Paris, dans le 15ème arrondissement, il a été vendu 681 exemplaires du tome I et 317 exemplaires du tome 2.

LES SYNDICATS POLONAIS VEULENT ORGANISER DES VOYAGES D'INFORMATION POLONO-BRITANNIQUES.

A Lwow, à l'occasion d'un très grand congrès inter-syndical, le délégué du syndicat des métaux a déclaré : "nous pouvons prévoir dès maintenant l'organisation pour 1953 de voyages d'information d'ouvriers polonais en Angleterre, et d'ouvriers anglais en Pologne. Si les normes de notre Plan sont atteintes, et elles le seront, et si la Grande-Bretagne persévère dans sa politique d'austérité, et elle ne peut guère faire autrement, nous pouvons prévoir qu'en 1953, le niveau de vie des ouvriers polonais sera celui des ouvriers anglais."

6 Octobre 1951

NOTRE INFORMATION DU TROIS OCTOBRE SUR L'EXTENSION DES POUVOIRS GOUVERNEMENTAUX
DE CENSURE AUX ETATS UNIS EST CONFIRMEE PAR UNE DECLARATION DU PRESIDENT
TRUMAN.

Au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, le Président Truman a réclaté, ainsi que nous l'avions annoncé, de la part des agences et de la presse américaines, un usage intensifié du "Top Secret". Par contre, les exemples cités par le Président pour justifier cette mesure ne sont guère convaincants. Monsieur Truman, entre autres, a cité comme exemple que la diffusion par la presse américaine de l'information selon laquelle deux explosions atomiques avaient eu lieu en Russie, alors que la Maison Blanche n'avait parlé que d'une explosion, était de nature à apprendre aux Russes que les U.S.A. disposaient de moyens de détection puissants. Cela n'est pas très sérieux. N'importe quel étudiant d'études supérieures de physique de Première année, connaît dans tous les pays du monde le processus précis de cette technique de détection, qui n'a d'ailleurs rien à voir avec le sismographe. En fait, les Etats-Unis lancent actuellement dans le monde "une offensive de paix". Ainsi, le bulletin quotidien d'hier des services américains d'information comporte dans son sommaire, sur quatre titres de rubriques, les trois titres suivants:

N° 1423

SOMMAIRE

Les recherches atomiques aux Etats-Unis constituent un espoir de paix, déclare M. Gordon Doan

page 2

La défense mutuelle

Le but principal du NATO est d'empêcher la guerre, affirme M. Spofford

page 4

La Corée

Le Général Ridgway propose un nouveau lieu de réunion pour reprendre les conversations d'armistice

page 5

Effectuant actuellement un virage politique que nous avons prévu dès le mois de juin, le Président des Etats-Unis semble craindre en fait beaucoup plus certaines tendances bellicistes de la presse américaine, que la divulgation des pseudo-décrets militaires qui ne sont en fait que des secrets de polichinelle.

TRES SERIEUSE EXTENSION DE L'INDUSTRIE PRIVEE EN TURQUIE.

Parallèlement à son inclusion future dans le Pacte Atlantique, et compte tenu de son importance politique et stratégique décuplée, la Turquie s'oriente très nettement vers un plus grand libéralisme de son industrie et de son commerce. Dorénavant, l'Etat limitera sa gestion aux entreprises qui matériellement n'intéressent pas l'initiative privée et qui ont dans le pays un caractère de monopole. De plus, le gouvernement prépare un certain nombre de mesures pour faciliter l'entreprise privée, lesquelles ont été déterminées à la lumière d'un vaste recensement industriel effectué pour la première fois dans le pays voilà trois mois. Ces mesures sont de quatre ordres:

-4-

a) Rationalisation de l'impôt de transaction qui entrave le développement des établissements industriels.

b) Création d'une institution chargée d'ouvrir à l'industrie privée des crédits moyens et à long terme.

c) Protection de l'industrie indigène contre la concurrence des marchandises étrangères.

d) Protection de l'industrie privée contre les conditions défavorables créées par l'exploitation des fabriques de l'Etat.

DEVELOPPEMENT INTENSIF DU COMMERCE EXTERIEUR TURC

En contradiction apparente avec le paragraphe c) de la précédente information, (loquel est établi dans une intention politique) le gouvernement a décidé en fait la libération de l'emprise étatique et interventionniste qui paralysait le commerce extérieur du pays. Le régime des licences et des contrats est pratiquement supprimé à l'exportation tandis que de nombreuses décisions encouragent en fait à l'importation les principes de libre concurrence.

1°- 60% du total des importations sont complètement libérées conformément à l'accord réalisé entre les 17 pays membres de l'Union de Coopération Economique Européenne. Le négociant peut importer directement dans le cadre des listes de libération en s'adressant à la Banque Centrale de la République et sans autorisation préalable.

2°- En ce qui concerne les 40% non libérés, ainsi que le commerce avec les pays non membres de l'Union Economique, les formalités sont cependant considérablement simplifiées par rapport au passé. Elles sont également toutes centralisées à la Banque Centrale de la République, sans stage préalable au Ministère du Commerce et de l'Economie.

LA GEO-MINES DOIT MONTER

Nous avons parlé en son temps de l'opération de Monsieur Symington contre l'étain. Or, depuis quelque temps, les indonésiens et les boliviens redonnent à ce minéral une vigueur nouvelle. Il n'est pas inopportun de rappeler que la fabrication de la bombe "H" n'y est pas étrangère. Dans le cadre de cette progression, nous croyons savoir que les titres des Géo-mines (filiale de la Société minière du Haut Katanga) vont être amenés à progresser très sérieusement dans les semaines à venir. Nous croyons savoir également que les Géo-Mines ont fait dresser les plans d'une installation de laverie des minerais à Manono, dont la réalisation serait financée grâce à une injection de capitaux américains.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

C O N F I D E N T I E L

ELISEES 24.64

" 24.64

10 h- 12 h 30

15 h- 17 h 30

Paris, le 9 Octobre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous communiquer quelques renseignements et informations recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

UNE "UNION SACREE" DES PARTIS ANTI-MARXISTES SE DESSINE POUR LE DEUXIEME TOUR DES ELECTIONS CANTONALES.

Il n'est pas possible de commenter très sérieusement le résultat du scrutin de dimanche alors que sur 1.514 sièges, 700 d'entre eux restent encore à pourvoir. A notre sens, le ballottage marquera un échec beaucoup plus sensible de la S.F.I.O., tout d'abord, du Parti Communiste ensuite.

L'importance tactique des désistements est extrêmement importante en ce sens que, en dépit des déclarations gouvernementales, elle marquera, elle accentuera, l'orientation de la majorité parlementaire de rchange incluant tout ou partie du R.P.F. En fait, de même que lors du précédent scrutin, on avait vu naître à l'extrême gauche une tendance "crypto-communiste" les élections cantonales laissent nettement apparaître, dans le camp des indépendants, une tendance crypto-gaulliste. Monsieur Vallon a d'ailleurs fait, hier soir, à l'un de nos informateurs, la déclaration suivante: "Entre autres oublis, les services de Monsieur Brune passent systématiquement sous silence plus de 72 cantons, où d'un commun accord, nos candidats se sont effacés pour permettre à des indépendants qui avaient pris vis à vis du R.P.F. des engagements très précis, de combattre avec le maximum de chance les candidats communistes."

Il est parfaitement exact que dans de nombreuses circonscriptions de districts consignes avaient été données aux militants R.P.F. de soutenir les candidats indépendants. Dans ce domaine, c'est la nuance plus soutenue de Monsieur Terrenoire qui l'a emporté sur l'attitude plus rigide de Monsieur Soustelle. A notre sens, l'enseignement le plus grave à dégager du scrutin de dimanche, est l'abstention de 40% des membres du corps électoral. Il y a là une désaffection persistante de la chose publique qui doit inquiéter les démocrates et dont il faut sans doute rechercher l'origine dans le manque de plus en plus grand de dignité des débats parlementaires. Encore que nous ne citons que pour mémoire les électeurs de la commune d'Anglet dans le canton de Bayonne, qui ont déposé dans l'urne.....des bulletins au nom de Saint Hubert pour protester contre le retard apporté à l'ouverture de la chasse.

Quand le suffrage universel est ramené à l'échelle d'un "Samular", c'est bien qu'il y a quelque chose de pourri dans le Royaume de Danemark.

LE GENERAL BRADLEY PLAIDE LA THESE DU "RISQUE SOIGNEUSEMENT CALCULE".

Les entretiens Bradley-Eisenhower, malgré toutes les fausses nouvelles répandues à leur sujet, n'ont en fait pour but que la recherche des moyens les plus convaincants pour amener tous les Alliés atlantiques et plus parti-

oulièrement la France, à accepter sans réserve le réarmement de l'Allemagne. Toute la thèse de Bradley tient d'ailleurs en une asedite par lui au sénateur américain Knowland et dans laquelle on trouve l'expression significative "du risque soigneusement calculé".

En Allemagne, les sociaux-démocrates continuent par ailleurs leur campagne. Vendredi dernier, Monsieur Carlo Schmidt, second du docteur Kurt Schumacher a déclaré à quelques militants de Francfort: "Les Etats-Unis auraient-ils cent mille bombes atomiques, et la Russie une seule, si cette seule bombe tombe sur Francfort, les habitants de cette ville auraient alors tout loisir pour souhaiter une autre solution qu'un conflit armé, à la rivalité qui oppose l'URSS aux USA."

NOUS AVIONS PREVU, DES LE 15 SEPTEMBRE, LA DECLARATION DE STALINE.

Nous écrivions, le 15 septembre dernier, "le Maréchal Staline prononcera fort vraisemblablement une déclaration spectaculaire avant l'ouverture à Paris de la prochaine session de l'ONU." Une fois de plus, les faits ont confirmé notre pronostic. Révétons aujourd'hui que des négociations qui vont s'engager autour et pendant la prochaine session de l'ONU à PARIS, résultera une proposition assez inattendue: la Russie offrira ses bons offices pour intervenir en médiatrice entre la France et le Viet Minh en Indochine. La proposition se limitera d'ailleurs à un projet de cessation des hostilités assorti d'une consultation électorale dans tout le pays, sous contrôle international. Par ailleurs, et en marge des tractations diplomatiques, il est parfaitement vraisemblable qu'avant la fin de l'année, le Président Truman annonce au monde la réalisation en série d'un nouvel engin tactique immédiatement utilisable sur n'importe quel théâtre d'opérations.

NOUS AVIONS ANNONCE LE 31 AOUT LA RECRUESCENCE DE TROUBLES EN MALAISIE.

Dans notre correspondance en date du 31 Aout, nous écrivions: "De Singapour, les nouvelles confidentielles qui parviennent en Grande Bretagne sont considérées comme très alarmantes. Si la situation s'envenime en Corée, les rebelles de Malaisie accentueront leurs actions, qui étaient pratiquement en sommeil depuis six mois..... Le Gouvernement de la Malaisie a demandé des renforts de police en vue d'assurer la sécurité des plantations et des mines. La situation est très sérieuse et on redoute vraiment cette fois un freinage méthodique des exploitations."

Samedi dernier, ainsi qu'on a pu le lire dans la presse, Sir Henry Gurney Haut Commissaire britannique en Malaisie, était abattu à coups de feu dans les collines boisées de l'Etat de Selanghor.

AUCUNE ACTION SERIEUSE DE L'EGYPTE N'EST A REDOUTER DANS LES JOURS A VENIR.

Nous sommes en mesure de révéler qu'aucune action sérieuse de l'Egypte n'est à redouter sur le plan international avant l'achèvement de canal Farouk, dont les travaux en cours, sont dans une très large mesure financés par la Compagnie de Suez.

L'EGYPTE A BESOIN DES CAPITAUX ETRANGERS.

Mahmound Soliman Ghannam Pacha est de plus en plus convaincu que les capitaux égyptiens ne peuvent suffire à eux seuls pour la mise en valeur des ressources économiques du pays, les projets d'extraction minière, et le programme de grands travaux. Le Ministre du Commerce et de l'Industrie égyptien est cependant partisan de transformer les succursales dans le pays de sociétés étrangères en sociétés égyptiennes ayant une existence indépendante. Cependant, la loi de 1947 sur les sociétés anonymes ne facilite pas cette transformation. C'est la raison pour laquelle le Ministre avait proposé des dispositions ramenant à vingt cinq pour cent la participation légale réservée aux égyptiens, projet qui n'a pas été retenu par le Conseil d'Etat, lequel souhaite voir ce pourcentage porté à quarante pour cent. Le sous-sol égyptien étant extrêmement riche, selon les récentes déclarations du directeur de l'Administration des Mines et Carrières, différents contacts ont été pris avec certains groupes financiers étrangers. Nous croyons savoir que jusqu'ici ces groupes, les sociétés pétrolières en particulier, ont marqué une certaine réserve. C'est la raison pour laquelle le gouvernement égyptien vient d'appeler le fameux docteur Schacht en consultation officieuse.

NOUVELLE REGLEMENTATION MINIERE EN TURQUIE.

Le gouvernement turc vient de se pencher sur les lois toujours en vigueur, bien qu'elles aient été promulguées voilà près d'un demi-siècle, qui régissent l'exploitation minière dans le pays. En excluant toute initiative privée, et faute de possibilités techniques et financières, cette législation paralyse en fait l'exploitation des sources de richesses nationales. Avant même que le nouveau dispositif soit en place, l'initiative privée a été en fait ouverte à certaines régions productrices de lignite, et de chrome. Des exploitations sont actuellement en cours à Mugla, Gaziantep, Ekichehir, Erzerum, Le Hatay, Kastamouni et Marache.

LA TURQUIE FAVORABLE AU REARMEMENT DE L'ALLEMAGNE.

Tandis qu'elle travaille activement à sa mise en valeur minière et industrielle, la Turquie s'apprête à prendre sur le plan international une position très nettement pro-allemande. Sans doute faut-il voir là rapport de cause à effet. Nous sommes donc en mesure de révéler que, dès son inclusion dans le Pacte Atlantique, le Gouvernement d'Ankara appuiera sans réserve la position des USA à l'égard de l'Allemagne. Les turcs pressentis pour représenter leur pays au sein du pacte de l'Atlantique Nord, plaideront un dossier déjà préparé pour un réarmement intensif et rapide de la République Fédérale de Bonn.

L'INDE FOURNIT AUX USA 58% DU MANGANESE UTILISE PAR L'INDUSTRIE AMERICAINE.

Nous sommes en mesure de révéler que le gouvernement de Monsieur Nehru fournit actuellement aux Etats-Unis 58% du minerai de manganèse utilisé par l'industrie de ce pays. C'est la raison pour laquelle, malgré la position neutraliste de New-Delhi, Washington continue de ménager l'Inde, à la fois sur le plan économique et dans le cadre de la politique internationale.

-4-

UN GROUPE RHENAN PREPARE L'INSTALLATION D'UNE USINE METALLURGIQUE EN ARGENTINE.

Des ingénieurs allemands sont actuellement à pied d'oeuvre, où ils étudient les modalités de construction d'une usine destinée à fabriquer des tôles minces.

L'URANIUM RUSSE PROVIENT DE GISEMENTS DECOUVERTS IL Y A UNE VINGTAINE D'ANNEES

La majeure partie de l'uranium utilisé en Russie par l'industrie atomique provient des gisements de Samarkand et de Tabochar, lesquels ont été découverts en 1930, 1932 par le géologue Ivan Ygor Bachilov. Selon des informations qui nous parviennent de Karachi, ce minerai donnerait un gramme 8 d'uranium pour cent tonnes traitées, alors que la teneur du minerai du Congo Belge ne donnerait qu'un gramme 3 d'uranium pour cent tonnes traitées.

IMPORTANTES MANOEUVRES STRATEGIQUES SUR CARTES EN GRANDE BRETAGNE.

Les équipages des B 29 de la base anglaise de Schylthorpe (Norfolk) ont étudié la semaine dernière sur la carte des manoeuvres qui se dérouleraient dans le ciel du triangle "Massif Hackenberg-confluent Seille-Moselle - Coude de la Chiers à Longwy". Dans ce triangle, se trouve une forte concentration d'acieries françaises.

ATTENTION A LA MINIERE DE L'OUBANGUI ORIENTAL.

Il est très fortement question du contingentement de la production de diamants des pays du bloc atlantique. C'est à notre avis une raison pour laquelle la Minière de l'Oubangui Oriental, qui n'a pas distribué de dividende l'an dernier, sera sans doute une excellente affaire au printemps prochain. Sa production actuelle dépasse de 40% celle de l'an dernier.

UN FRANCAIS AURAIT TROUVE UNE SOLUTION AU PROBLEME DU "BACCARA BANQUE".

On sait que les plus grands mathématiciens de notre époque se sont penchés sur la recherche d'une martingale infaillible sans jamais parvenir à un résultat pratique. Or, un amateur français vient de mettre au point un système qu'il a fait breveter. Il s'agit d'une grille qui permet, paraît-il, d'exploiter la progression géométrique en faveur des joueurs. Cette grille a pour effet de doubler les séries généralement admises dans la méthode classique du calcul des probabilités.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

C O N F I D E N T I E L

Élysées 24-64

10h 12h 30

15h 17h

Paris, le 10 Octobre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

MONSIEUR RENE MAYER EST HOSTILE AU PRINCIPE DE "L'INDEXATION" POUR LE FUTUR EMPRUNT.

Afin d'encourager les épargnants, à souscrire largement à ce fameux emprunt dont on parle dans la coulisse et que le ministre des Finances ne pourra certainement pas éviter, plusieurs techniciens suggèrent "l'indexation" soit à l'or soit au prix du blé soit au prix du kilowatt heure. Monsieur René Mayer est résolument hostile à cette conception et il a déclaré hier dans la soirée à l'un de nos informateurs: "Accepter d'indexer le futur emprunt aboutirait en fait à généraliser le principe de l'échelle mobile auquel je suis hostile. Un ministre des Finances qui accepterait d'indexer l'intérêt au bénéfice des capitalistes ne pourrait plus honnêtement refuser ce privilège aux salariés." Cette position est nette et nous ne pensons pas qu'il soit dans les intentions de monsieur Mayer de la reconsidérer. En marge, on a constaté en Bourse une hausse très sensible de l'emprunt Petsche qui a monté de 5 points en une quinzaine de jours ce qui est fort appréciable. Cela tient au fait que l'emprunt Petsche devant bénéficier automatiquement de tous les avantages qui seraient attachés à un nouvel emprunt, bénéficie très largement du climat actuel. Le coupon détachable le 15 Janvier prochain, portera donc vraisemblablement $5 \frac{3}{4}$ d'intérêt, ce qui est un pourcentage fort honorable pour un emprunt d'état.

MONSIEUR PLEVEN SOUHAITE LE RETOUR DES SOCIALISTES AU SEIN DE LA MAJORITE ALORS QUE LE 2ème TOUR DES CANTONALES SE JOUE CONTRE EUX.

Le Président du Conseil a déclaré hier à l'un de nos informateurs: "Rien de sérieux ni de durable ne peut être entrepris par un gouvernement sans la participation de la S.F.I.O." A quoi un leader socialiste, auquel nous rapportions ces propos, nous a répondu: "Jamais le Conseil National de la S.F.I.O. n'acceptera de participer si les lois anti-laïques ne sont pas abrogées." Le dialogue en est là tandis que la tendance se dessine de plus en plus nettement dans les départements, selon une orientation que nous avons définie hier, et qui ne peut apporter quelque apaisement, moins encore faciliter la manœuvre de rentrée que veut amorcer Monsieur Pleven. Signalons pour mémoire une initiative de Monsieur Pierre Henri Teitgen, qui a proposé au Comité Directeur du M.R.P. une alliance généralisée allant du R.G.R. à la S.F.I.O., à la double condition que le désistement s'effectue au bénéfice du candidat le plus favorisé au premier tour, et que les laïques mettent une scordine à leur thème favori pendant la semaine en cours. Quant à Monsieur Albert Bayet, au nom de la Ligue de Défense Laïque et de la Ligue de l'Enseignement, il a demandé à tous les défenseurs de la laïcité (communistes, socia-

listes et radicaux) de s'unir au second tour. Seuls les communistes ont répondu favorablement à cette exhortation. En fait, officiellement ou officieusement, les désistements s'effectueront au bénéfice d'une tendance centre droite incluant le R.P.F. C'est la raison pour laquelle Monsieur René Mayer, partisan de mesures sévères et en désaccord sur de nombreux points avec Monsieur Courant, son ministre du Budget, prépare un train de mesures extrêmement vigoureuses, dont il donnera le départ une fois la formation gouvernementale renforcée par les résultats du scrutin cantonal. Le cours de l'or est bien entendu le premier objectif de notre "Grand Argentier".

LE GOUVERNEMENT PLEVEN S'ENLISE DANS L'AFFAIRE DES FONCTIONNAIRES.

Monsieur André Marie, Ministre de l'Education Nationale, qui devait s'envoler hier pour Rio Janeiro, en qualité de Président de la Délégation française au Congrès de l'Amérique Latine, a renoncé in-extremis à son déplacement. Il considère en effet que son devoir est de rester à Paris, alors que le conflit des examinateurs n'a pas encore trouvé son règlement. En fait, ainsi que nous l'avons déjà souligné, il s'agit là d'un problème de gouvernement, et la Présidence du Conseil n'ayant pas encore proposé de solution acceptable, le ton monte chez les membres du Corps Enseignant, qui pourraient manifester de manière spectaculaire, leur solidarité aux grévistes. Le gouvernement n'a aucun intérêt à laisser pourrir la grève des examens, qui est elle-même grosse d'un mouvement général de revendications actives de la fonction publique.

NAHAS PACHA A FAIT UN GESTE POUR APAISER LES EXTREMISTES.

Dans notre communication du 4 Octobre, nous faisions état d'une note adressée par Monsieur Stephan Wood, premier secrétaire de l'Ambassade de Grande Bretagne en Egypte, selon laquelle le premier ministre égyptien faisait l'objet de très sérieuses menaces émanant de l'organisation secrète "Les Frères Musulmans".

Au Quai d'Orsay, notre représentant au Caire avait adressé, voilà une quinzaine de jours, un rapport selon lequel le gouvernement égyptien serait amené incoûtablement à formuler des déclarations spectaculaires. Notre représentant avait attiré l'attention de son ministre sur les projets de violentes manifestations d'étudiants tant au Caire qu'à Alexandrie, au cours desquelles le nom des occidentaux, la France y compris, serait copieusement hué. Plusieurs associations d'étudiants musulmans avaient en effet prévenu notre Ambassadeur de leurs intentions, en lui spécifiant fort courtoisement que seule la politique française en Afrique était en cause et non pas sa personne. En clair, ainsi que nous le précisions dès hier, aucune action réelle n'est à redouter en Egypte avant la terminaison des travaux de la déviation Farouk du canal. En prenant ouvertement la position que l'on connaît, Monsieur Nahas Pacha a, d'une part cédé, du moins en apparence, aux injonctions des extrémistes, d'autre part, prêté une oreille attentive aux collaborateurs américains de Monsieur Mac Ghee... ainsi même qu'à certains fonctionnaires conservateurs du Colonial Office. L'attitude de Monsieur Nahas Pacha ne devant pas être suivie dans les faits de mesures immédiates, le résultat le plus évident de l'opération est de compromettre les travaillistes avant le prochain scrutin en Angleterre.

Il ne faut pas oublier que le Département d'Etat à Washington, qui voit à long terme l'inclusion possible de l'Egypte dans un système de défense "para-Atlantique" dont l'Angleterre ne prendrait pas la tête dans cette partie du monde, considère comme un moindre mal l'effervescence actuelle qui doit, selon lui, consolider la position américaine pour 1953. On considère à Washington que d'ici là l'Egypte, qui a grand besoin d'argent, aura eu tout loisir de trouver une

LES AUTORITES AMERICAINES CONTRE LA POLITIQUE DE STOCKAGE INTENSIF DES MATIERES PREMIERES.

Comme toutes les capitales occidentales, Washington vit actuellement dans la hantise de l'inflation, phénomène consécutif à la politique de réarmement et pouvant engendrer des troubles graves. Révétons aujourd'hui que des mesures viennent d'être décidées dans le but de ralentir le rythme de la politique de stockage qui a été considérablement accéléré au cours du premier semestre 1951. Les achats d'ordre stratégique ont en effet atteint pendant cet exercice une valeur quatre fois plus élevée qu'au cours du deuxième semestre 1950. La première mesure adoptée consiste pour l'exercice fiscal 1951-1952 en une réduction du budget de stockage stratégique de un milliard 1/2 de dollars sur le montant des dépenses effectuées pendant le premier semestre 1951. Les dispositions restrictives s'appliqueront aux achats sur l'étain, le zinc, le cuivre, le caoutchouc et la laine. Une deuxième mesure adoptée par Washington pour décourager toute nouvelle hausse des matières premières, est le blocage des prix intérieurs américains pour les produits manufacturés, blocage maintenu et accentué. A l'étranger, et notamment en Angleterre, cette politique éveille quelques inquiétudes. On craint en effet que les réserves stratégiques de produits de base ne soient affectées d'un important coefficient de baisse sur les grands marchés fournisseurs, qui se trouveraient ainsi contraints de ramener leurs prix au niveau fixé par les acheteurs américains sans réciprocité pour l'achat des produits de base de l'exportation américaine (blé, maïs, coton etc...) dont les cours bénéficient du soutien des crédits de l'Etat. Encore un problème dont les "Sages" devront rechercher une laborieuse solution.

RECONSTITUTION AU JAPON D'UN DES GRANDS TRUSTS DECARTELISE.

Le grand trust Mitsubishi considéré naguère par les alliés comme un des principaux responsables de la politique de guerre du Japon Impérial, se trouvera totalement reconstitué avant la fin de la semaine en cours.

LE DELEGUE SUEDOIS POSERA UNE QUESTION A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU.

Le journal américain "New York Times" a récemment révélé qu'au cours de six mois qui ont précédé la signature du traité de San Francisco, 1.600 esclaves ont été vendus au Japon. Le représentant de la Suède à la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies a l'intention très ferme d'attirer l'attention de ses collègues sur cette affaire monstrueuse, tout en préconisant des mesures draconiennes "pour que cesse un tel trafic en opposition flagrante aux principes les plus élémentaires de toute démocratie".

LE ROI TALAL DE JORDANIE MENACE PAR LES FRERES MUSULMANS.

L'organisation secrète des "Frères Musulmans" a menacé de mort le roi Talal de Jordanie s'il entendait suivre la politique d'amitié vis à vis de la Grande Bretagne qui fut celle de son père. C'est la raison pour laquelle, littéralement terrorisé, le roi Talal s'est refusé à accorder audience à Glubb Pacha, lequel est actuellement à Londres, où il conte ses mésaventures.

-4-

DUISBURG SERA L'ARSENAL QUI DOIT FORGER L'ARTILLERIE LOURDE DE LA FUTURE ARMEE ATLANTIQUE.

Nous sommes en mesure de révéler que si les travaux sur l'Armée Européenne aboutissent à la standardisation des armements, ce sont les usines Thyssen - Huetto de Duisburg, qui recevront les principaux marchés pour la fabrication de l'artillerie lourde. Leur capacité de production est de 2.300.000 tonnes d'acier par an.

PERSPECTIVES INQUIETANTES POUR LE MAROC.

Si, comme il est vraisemblable, la requête concernant le Maroc aboutit aux Nations-Unies, à l'impasse ou à la stagnation, certains éléments extrémistes arabes n'hésiteront pas à recourir à l'action directe, laquelle pourrait fort bien aller jusqu'à l'assassinat de marocains francophiles, voir de hauts fonctionnaires français.

ATTENTION AU SIAM.

Selon notre meilleur informateur à Zurich, les milieux communistes chinois ont fait très nettement savoir que si le Gouvernement de Siam continuait à vouloir exercer une pression sur les ressortissants chinois, qui résident dans le pays, des mesures très sérieuses pourraient être prises qui iraient "jusqu'au bombardement par erreur" du territoire siamois, par l'aviation chinoise communiste. Rappelons qu'un million environ de chinois vivent au Siam et que les troupes rendues libres par la cessation vraisemblable des hostilités en Corée pourraient bien être invitées à voler au "secours de leurs frères opprimés".

HAUSSE VRAISEMBLABLE DE L'INTERNATIONAL NICKEL.

Les actions de l'International Nickel, actuellement cotées 17.200, feront vraisemblablement d'ici la fin de l'année un bond sérieux pour atteindre de 28 à 31.000 francs.

Cette lettre, rigoureusement personnelle, doit être remise en mains propres.

CONFIDENTIEL

Elysées 24.63
24.64

10 h - 12 h 30

15 h - 17 h

Paris, le 11 Octobre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

MONSIEUR PIERRE DE CHEVIGNE DEMENT AVEC VIOLENCE UNE QUELCONQUE PARTICIPATION A L'AFFAIRE DE KORA

de

Des personnes charitables ont fait courir le bruit dans les milieux parlementaires et journalistes que Monsieur Pierre de Chevigné, Secrétaire d'Etat aux Forces Armées, et directeur d'un quotidien du matin, était à l'origine de l'arrestation du Journaliste Henri de Kora. L'arrestation dont il faut convenir, jusqu'à plus ample informé, qu'elle a été décidée dans des conditions extrêmement dangereuses pour le respect de l'individu et la liberté d'expression dans notre pays. Un proche collaborateur du Ministre M.R.P., parlant hier soir à l'un de nos informateurs, a démenti avec véhémence ces bruits. Monsieur de Chevigné affirme qu'il a été averti de l'arrestation de son ancien collaborateur après qu'elle eut été opérée et qu'il est en tout état de cause incapable d'avoir inspiré un geste aussi vain et aussi stupide. C'est exactement notre sentiment. Quelles que soient les divergences qui peuvent opposer Monsieur de Chevigné à ses adversaires, il est légitime de lui reconnaître qu'il s'est toujours comporté en homme d'honneur.

DISPARITION DEFINITIVE DU JOURNAL L'AUBE LE VINGT OCTOBRE PROCHAIN.

Au cours d'une réunion assez orageuse, les dirigeants du Mouvement Républicain Populaire ont décidé qu'à partir du 20 Octobre, l'Aube cesserait définitivement de paraître. Monsieur Georges Bidault n'a pas été parmi les moins véhéments à réclamer cette exécution et il a déclaré, avec ce souci de la formule définitive qui est dans sa manière: "Pas de pitié pour les canards boiteux."

L'ACTUELLE ASSEMBLEE NATIONALE SE TROUVERA DANS L'INCAPACITE DE VOTER LE BUDGET EN TEMPS VOULU.

On sait qu'avant la mise en vacances de l'Assemblée, le gouvernement s'était engagé à convoquer la commission des Finances, hier 10 Octobre. On sait sans doute aussi que malgré le souci de se manifester qui anime Monsieur Paul Reynaud, son Président, la commission ne s'est pas réunie. Monsieur René Mayer ayant sollicité un sursis de quinze jours pour apporter projets et explications devant les commissaires parlementaires. A dire vrai, dans sa structure actuelle, l'Assemblée se trouve frappée d'incapacité quant au vote futur du budget.

Dans la structure actuelle de la mosaïque parlementaire, tout gouvernement qui cherchera à obtenir dans les délais prescrits le vote du budget, marchera automatiquement vers le suicide. De là à conclure que nous nous orientons vers la systématisation du régime des douzièmes provisoires, il n'y a qu'un pas qu'il faut bien franchir.

OPPOSITION M.R.P. ET SOCIALISTE A LA SUPPRESSION DU VOTE D'INVESTITURE.

Nous révélions dans notre correspondance du 4 Octobre que le premier point de la réforme constitutionnelle préparée par Monsieur Vincent Auriol portait sur la suppression de la formalité d'investiture. Notre information a fait son chemin, et de hautes personnalités, tant S.F.I.O. que M.R.P. nous ont très nettement fait savoir qu'elles étaient hostiles à cette réforme. Parlant hier par téléphone à un ministre de l'actuel gouvernement, Monsieur Pierre Henri Teitgen a déclaré: "La formalité d'investiture nous a permis hier d'éviter un gouvernement Thorez, elle nous permettra demain d'éviter un gouvernement de Gaulle. Il ne faut pas y toucher."

MONSIEUR PLEVEN NE PARVIENDRA PAS A RAMENER LES SOCIALISTES DANS LE GIRON DE LA MAJORITE.

Chaque heure qui passe compromet davantage le projet de Monsieur René Pleven de ramener les socialistes assagis dans le cadre élastique de sa majorité. Monsieur Binot, député S.F.I.O. De la Seine Inférieure, nous a défini hier fort congrument la position de ses amis: "Nous avons déjà avalé beaucoup de couleuvres sous le prétexte sans cesse invoqué de la défense du régime en péril. Pour ma part, je déclare tout net que mon estomac est fatigué."

Par ailleurs, le Comité directeur de la S.F.I.O. a reçu de plusieurs fédérations de province des protestations indignées sur les conditions dans lesquelles se prépare, par endroits, le deuxième tour des élections cantonales. Ces fédérations se plaignent de ne pas voir appliquer strictement une des décisions du dernier congrès national de leur parti, laquelle précisait qu'en aucun cas la S.F.I.O. ne ferait appel ou n'accepterait la plus légère collusion avec le R.P.F. Le Comité directeur socialiste n'en peut mais car c'est le R.P.F. lui-même qui, dans certaines circonscriptions, a invité ses candidats à se retirer au second tour pour assurer le succès du candidat socialiste contre le candidat communiste.

Quant à Monsieur Pierre Henri Teitgen, toujours préoccupé de combinaisons futures, il a déclaré au cours d'une réunion de province: "Je déplorerai plus que jamais toute initiative qui, au deuxième tour, ferait du R.P.F. l'arbitre de certaines situations locales au détriment de la S.F.I.O. Malgré nos divisions sur le problème scolaire, il nous faut penser à l'avenir. La France a plus besoin que jamais d'être gouvernée. N'oublions jamais que le R.P.F. est aujourd'hui un élément de discorde."

LA GRANDE BRETAGNE MULTIPLIE SES OUVERTURES A LA FRANCE.

Dans la confusion engendrée par les incompatibilités majeures de la politique atlantique, la Grande Bretagne, nous l'avons maintes fois signalé, tente d'obtenir une solidarité plus grande du gouvernement français. Nous en sommes au stade où l'on nous propose, secrètement mais de manière pressante, une unité d'action pour notre politique dans les régions du Proche et du Moyen-Orient. Malheureusement, au heur de ces ouvertures, nous nous heurtons à des problèmes,

Le 11 Octobre 1951

la politique étrangère de la France passe aujourd'hui de l'état de crise larvée où elle semblait se complaire, à un état de crise aiguë. Avant même le grand débat parlementaire qui ne pourra plus être esquivé dès la rentrée, et qui soulignera les divergences de partis, les prises de position se heurtent violemment au sein même du gouvernement. Avec beaucoup de nuances et de souplesse, Monsieur Georges Bidault marque son hostilité aux tendances de son collègue, Monsieur Robert Schuman. Monsieur René Mayer ne cache pas qu'il ne partage pas l'euphorie de Monsieur Robert Schuman, qui n'avait cessé d'affirmer ces derniers mois que la réunion des deux Allemagne était un phénomène véritablement impensable. Les faits semblent démontrer un peu plus chaque jour que l'imagination politique de Monsieur Robert Schuman présente de sérieuses lacunes. Il manifeste par contre un certain réalisme en se refusant à laisser poser sa candidature à la Présidence de la prochaine assemblée des Nations Unies car il redoute que la vie du gouvernement dont il est membre se trouve être interrompue avant la fin même de la session. Sur cette session, Révétons que les intentions des Etats-Unis sont d'orienter les débats de l'Assemblée plénière et les travaux des commissions vers des problèmes de second ordre afin de garder l'initiative d'action pour les problèmes de prime urgence. Quant aux travaux actuels du Comité des Sages, il n'est pas possible qu'il en résulte rien de concret avant les résultats des élections en Grande Bretagne. Il faut donc convenir objectivement que la politique atlantique se trouve aujourd'hui engagée dans une impasse, dont elle ne peut envisager de sortir, en étant très optimiste, avant plusieurs mois. D'ici là, l'Union Soviétique et les Pays Arabes ne manqueront pas de se manifester.

UNE LAMENTABLE AFFAIRE D'ACHAT DE "BARBELES" POUR NOS TROUPES D'INDOCHINE.

En Mars 1951, une Commission d'achat débarqua à Bassorah avec mission d'acheter un stock de fils de fer barbelés destiné à nos troupes d'Indochine. Le consul de France à Bassorah, Monsieur Philippe Simon, reçut les envoyés de Paris et les accompagna dans leurs déplacements. Reconnaissant le matériel, il fallut bien se rendre compte que le lot en question n'était qu'un vieux stock abandonné par les anglais en 1940, aujourd'hui dans un état de rouille avancé. Le but de la mission était d'acheter 7.000 tonnes de ce "laissé pour compte", désir auquel le ministère irakien accéda sans difficulté. La mission de retour en France, chacun pensa que cette détestable affaire n'aurait pas de suites. Or, tout récemment, le bâtiment Courseulles, des Messageries maritimes, arrivait toutes cales vides en rade de Bassorah pour charger les fils de fer inutilisables. C'est à grand peine qu'on parvint à trouver 3.400 tonnes de fils de fer rouillés qui furent effectivement chargés; le Courseulles mettant aussitôt le cap vers Haiphong.

LES RESERVES DE LA ZONE STERLING ONT DIMINUE DE 600 MILLIONS DE DOLLARS EN UN TRIMESTRE.

L'aspect peut-être le plus inquiétant de la crise anglaise est la baisse catastrophique des réserves en or et en dollars de la zone sterling au cours du 3ème trimestre 1951. C'est en effet 600 millions de dollars, chiffre dépassant de loin les précisions les plus pessimistes dont le bloc sterling a dû compter alors qu'au cours du 1er et du 2ème trimestre, la baisse des réserves n'avait jamais dépassé 300 millions de dollars. Dans les milieux britanniques très justement alarmés, on estime que la seule solution pour obvier à la Crise serait la réduction intensive des importations de la zone dollar, l'intensification sans réserve des échanges au sein du Commonwealth, et le développement des échanges avec l'est européen.

A la City, l'on est convaincu qu'une manipulation monétaire comme le développement d'astuces douanières, ~~seraient~~ inefficaces à enrayer le mal. Citons une phrase significative de monsieur Cobbold, Gouverneur de la Banque d'Angleterre: "Le baromètre financier de la Grande Bretagne indique la tempête".

LA BELGIQUE SE DEFEND MAIS COMPROMET LE PRINCIPE MELE DE L'UNION EUROPEENNE DE PAIEMENT.

La Belgique exige le remboursement en or d'une partie des avances qu'elle a consenties à l'Union Européenne des Paiements. Il a néanmoins été obtenu qu'elle n'exigerait d'ici la fin de l'année le remboursement en or que pour 60 à 80 millions de dollars de son crédit. Pour le surplus de 70 millions de dollars enregistré en septembre, la Belgique acceptera que la moitié seulement soit réglée en or. Mais pour éviter que ses acheteurs, membres de l'Union fonctionnent trop vigoureusement sa production, elle vient de décider le rétablissement du régime des licences à l'exportation. Cette mesure vise tout particulièrement la France et l'Angleterre. Rappelons que le but premier de l'Union Européenne des Paiements était de prôluder à une complète libéralisation des échanges entre les pays membres.

CEYLAN RUE DANS LES BRANCLARDS DU COMMONWEALTH.

De retour à Colombo, après la conférence des matières premières du Commonwealth, le ministre des Finances de Ceylan a pris position pour "reconsidérer" la position du dominion. Il a déclaré: "Il nous faut réviser toute la question des règlements et des conventions de la zone sterling, à la lumière des pratiques des pays de cette zone qui gagnent des dollars et à leur participation au pool dollar du Commonwealth". Révétons simplement qu'avant de se rendre à Londres, le ministre des Finances de Ceylan avait fait un léger détour par Washington où il avait longuement conféré avec monsieur Mac Ghee, sous-secrétaire au State Département pour les affaires d'Afrique et d'Asie.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

C O N F I D E N T I E LElysees 24-65
Elysees 24-6410h12h30
15h17h

Paris, le 12 Octobre 1951.

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

LE MEME FONCTIONNAIRE QUI MIT AU POINT L'EMPRUNT "PETSCHÉ" propose AUJOURD'HUI "LE FRANC LOURD".

Monsieur René Mayer se rend un peu plus compte chaque heure de l'impossibilité de résoudre les problèmes insolubles qui se présentent à lui par les moyens classiques: Nouvel emprunt ou augmentation des impôts. Le premier ne donnerait que des résultats dérisoires, quant au second, il est honnêtement impossible. Nous sommes en mesure de révéler que le Ministre étudie très sérieusement un projet rédigé par ce même fonctionnaire qui mit au point l'emprunt Petsché, Monsieur Marival, sous-directeur du Trésor. Monsieur Marival propose aujourd'hui la création d'un franc lourd. Le nouveau franc vaudrait cent de nos francs actuels. C'est après cette manipulation seulement que le gouvernement procéderait à un emprunt qui ne serait pas indexé à un produit, Monsieur Mayer s'y oppose, mais qui pourrait fort bien être conditionné soit par l'indice général de la production, soit par le volume des rentrées fiscales. Quant à l'hypothèse de la dévaluation, elle semble se rapprocher. On nous communiquait hier soir de Londres qu'elle était prévue en Angleterre pour la deuxième quinzaine de novembre, alors qu'une haute personnalité française, généralement bien informée, nous suggérerait qu'elle pourrait fort bien avoir lieu en France dans la deuxième quinzaine de décembre. A notre sens, il est vraisemblable que la mesure serait adoptée pratiquement en même temps dans les deux pays.

An matière de politique financière, Rappelons que nous écrivions dès le 30 Aout qu'une réévaluation du taux d'escompte de la Banque de France interviendrait certainement mais qu'elle n'aurait pas lieu avant la deuxième quinzaine de novembre. On sait qu'elle a été décidée hier 12 Octobre.

UNE GREVE PERLEE DES FONCTIONNAIRES DES FINANCES ENTRAINERAIT UNE CONFUSION INEXTRICABEE.

Dès l'éclosion de la grève des examinateurs, nous avons dit et répété qu'il s'agissait là d'un grave problème de gouvernement qui menace de s'étendre à toute la fonction publique. Aussi bien parlait-on hier d'une grève de zèle des fonctionnaires des finances. Cette grève se déroulerait selon la double tactique suivante:

a- Les agents du Trésor enverraient aux contribuables une profusion de feuilles multicolores. C'est la tactique classique.

b- Les contrôleurs convoqueraient de nombreux contribuables et leur tiendraient

êtes trop lourdement imposé. Je vous conseille donc de me soumettre d'urgence une demande de remise gracieuse que j'examinerai avec la plus vive attention. (On comprend ainsi que toutes les perceptions se trouveraient alors submergées de ces demandes et que leur examen "attentif" provoquerait un tel embouteillage des services que les recouvrements, dont le Trésor a le plus grand besoin, se trouveraient considérablement retardés.)

De plus, sans qu'une unité d'action soit décidée à la tête, les différentes centrales syndicales laisseraient toute latitude à la base pour que s'exerce une unité d'action qui est pratiquement décidée aux échelons d'exécution.

MONSIEUR ROGER DUCHET MARQUE UN NOUVEAU POINT AU BENEFICE DES INDEPENDANTS.

Publiant le résultat du premier tour des élections cantonales, les services du Ministère de l'Intérieur ont discriminé dans leurs statistiques les trois partis suivants : Indépendants, Paysans, Indépendants de Droite.

Or Monsieur Roger Duchet s'est vivement ému de cette interprétation des résultats qu'il estime uniquement destinée à masquer l'aspect réel du scrutin qui a donné aux Indépendants le plus grand nombre de voix, immédiatement après les communistes. Le Secrétaire Général des Indépendants a donc obtenu du Ministre de l'Intérieur, pour les résultats définitifs après le second tour, des statistiques qui réuniront tous les Indépendants et Paysans dans une rubrique unique. Par ailleurs, Monsieur Brune, Ministre de l'Intérieur s'est assez vivement ému que dans plusieurs circonscriptions (Gironde, Morbihan, Loire Inférieure, Ardèche etc...) des désistements socialo-communistes soient intervenus. Certes, la physionomie générale du scrutin ne s'en trouvera guère modifiée, mais le Ministre de l'Intérieur décèle en cela une tendance dont il redoute les séquences.

MONSIEUR PFLIMLIN, MINISTRE DU COMMERCE EXTERIEUR SE RENDRA EN HOLLANDE LA SEMAINE PROCHAINE.

Nous sommes en mesure de révéler que lundi ou mardi prochain, Monsieur Pierre Pflimlin se rendra en Hollande, où un entretien est déjà prévu avec Monsieur Mansholt, Ministre de l'Agriculture des Pays-Bas, lequel entretien sera très vraisemblablement suivi d'une conférence avec Monsieur Sticker, Ministre de l'Economie Nationale du Royaume.

Il est certain que la création future d'un pool agricole européen sera examinée par les intéressés.

Révétons en marge que l'Allemagne Orientale a déjà effectué par voie de compensation des tractations avec la Hollande qui portent sur des fruits, des poissons frais et en conserve, des produits laitiers etc... (La zone soviétique a d'ailleurs traité des marchés similaires avec le Danemark et l'Allemagne de Bonn)

Monsieur Pflimlin arrivera aux Pays-Bas au moment précis où le Docteur Marius, directeur de la Chambre de Commerce néerlandaise vient d'insister sur la nécessité pour les Pays Bas d'importer un plus grand nombre de produits industriels berlinois afin de compenser les exportations hollandaises de produits agricoles. Les secteurs occidentaux de Berlin exportent principalement vers la Hollande du matériel électro-technique, des machines et des produits chimiques, des appareils de mécanique de précision et d'optique. Les sociétés berlinoises venant d'être autorisées à ouvrir à nouveau des bureaux de représentation en Hollande, l'intensification du trafic s'en trouvera donc grandement facilitée.

Le 12 Octobre 1951

Signalons enfin que les manufactures de perlon (produit de synthèse voisin du nylon) de Chemnitz, qui doivent exporter la totalité de leur production, se sont déjà assurées des marchés importants aux Pays Bas et en Suède.

ECHEC DE LA MISSION BRADLEY EN GRECE.

Le refus par le Général Papagos d'assister hier au banquet offert à Athènes par le gouvernement en l'honneur du Général Omar Bradley, doit être interprété comme un échec, au moins temporaire, de la mission du chef d'Etat-Major inter armées américain en Grèce. Le but principal du voyage du Général Bradley était en effet d'amener le Général Papagos à coopérer avec la majorité. Dans une certaine mesure, la position du Général Papagos en Grèce est assez voisine sur l'échiquier intérieur, de celle du Général de Gaulle, sur l'échiquier politique français.

LES DEUX ALLEMAGNE COMMERCENT ACTIVEMENT EN TRANSITANT PAR LA HOLLANDE.

Tandis que se poursuit au proscenium le dialogue Adenauer-Grötewohl, des opérations plus concrètes s'effectuent dans la coulisse. Nous sommes en mesure de révéler qu'à la suite de la foire industrielle de Leipzig, un véritable accord de compensations "illégales" est intervenu entre les deux allemandes. La République Fédérale doit pourvoir la zone soviétique en acier, produits en acier, machines-outils, pièces de rechange et métaux non ferreux de haute valeur. La zone soviétique enverra à Bonn des produits chimiques, de la potasse, des instruments d'optique ainsi que du perlon de Chemnitz. Une première tranche prévue porte sur 12 millions 1/2 de D.M. et se trouvera très sensiblement augmentée dans les jours à venir. Les transactions empruntent le chemin de la Hollande et les marchandises dirigées sur les ports hollandais parviennent en zone soviétique par voie maritime.

Les négociateurs de l'Allemagne Occidentale étaient Monsieur Moser, Président de la Société pour le Commerce de l'Est ainsi que Messieurs Goding et Spethmann. Membres de la "Communauté d'intérêts pour le Commerce avec l'Est et l'Ouest". Pour l'Allemagne Orientale, les négociateurs étaient le Docteur Handke, Ministre du Commerce de la zone, M. Rhodin, directeur de la Deutsche Warenvertriebsgesellschaft, ainsi que des représentants de Bulgarie, de Pologne et de Tchécoslovaquie. En marge de ces tractations, des décisions rigoureusement secrètes ont été prises pour d'autres échanges portant sur des moteurs électriques, des aciers spéciaux et certaines machines-outils destinées à des fabrications d'armement contre des textiles, des bois et de la cellulose. La totalité de ce trafic transitera également vers la Hollande.

UNE DECISION DU FEDERAL SECURITY ADMINISTRATION FOOD COMPROMET LE MARCHE DE LA VANILLE.

Une décision imminente du F.S.A.F. identifiant la vanilline, produit de synthèse à la vanille naturelle, entraînera dans les semaines à venir un véritable effondrement du marché de la vanille naturelle.

-4-

LONDRES SUPPLIE WASHINGTON DE NE PAS "PRETER" DE TANKERS A L'IRAN.

Le Foreign Office a adressé hier, dans la journée, une "amicale recommandation" au State Department pour le prier d'empêcher éventuellement que des firmes américaines acceptent de mettre des cargos pétroliers à la disposition de l'Iran, avant que le Conseil de Sécurité ait statué sur le litige anglo-iranien.

UNE BANQUE DE ZURICH FINANCE LE THERMALISME NORD-AFRICAIN.

Un important établissement de crédit de Zurich vient de dépenser un premier crédit de deux milliards de francs français pour contribuer à l'équipement de quelques unes des soixante stations thermales reconnues en Afrique du Nord. Il ne s'agit là que d'un premier pas.

TRES IMPORTANT

COMPLETE CONFUSION AU QUAI D'ORSAY AU SUJET DU MAROC.

Monsieur Robert Schuman avait déclaré que la France était prête à discuter l'affaire du Maroc devant l'Organisation des Nations Unies et que "son dossier était bon et complet". Or brusquement, il vient d'être décidé que la France récuserait purement et simplement l'autorité de l'ONU. Une information officielle a donc été publiée selon laquelle Monsieur Henri Bonnet, Ambassadeur de France à Washington, avait communiqué "la décision" du gouvernement français au Gouvernement américain. En fait, c'est à la suite d'une pression vigoureuse du State Department, que la France a renoncé à plaider son dossier, Washington ayant souligné qu'un tel débat à l'Organisation des Nations Unies nuirait à la solidité (apparente) de la coalition atlantique. Nous n'en sommes donc que plus à l'aise pour révéler qu'une vaste campagne de presse va être incessamment déclenchée dans les journaux indiens, arabes, et américains contre certaines banques et groupes d'intérêts français au Maroc.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

C O N F I D E N T I E L

ELYsées 24-63
ELYsées 24-64

10h 12h30
15h 17h

Paris, le 13 Octobre 1951.

Monsieur,

Nous jugeons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels, recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

EN MATIERE DE FIXATION DE PRIX, LE SEUL ACCORD REALISE PORTE SUR LES OLEAGINEUX.

C'est mardi matin que sera publiée la fixation des nouveaux prix des oléagineux sur laquelle un accord a été réalisé entre les ministres intéressés. Le coefficient adopté est de 2, 1 par rapport au prix de base du blé de 3.445 francs. Aucun accord n'est intervenu pour l'électricité. Quant à la betterave, les ministres arguent de l'extrême clémence du temps pour tenter de différer la fixation de son prix d'une quinzaine de jours. Pour le lait, afin d'étaler la hausse, il est question de supprimer l'ancienne notion des deux prix (prix d'été et prix d'hiver) et de lui substituer trois à quatre échelons successifs. La discussion reprendra d'ailleurs mardi matin au cours d'une réunion qui rassemblera les différents ministres économiques sous la présidence de monsieur René Pleven.

Quant à la réévaluation du taux d'escompte, prévue par nous voilà plus de six semaines, elle a très vivement surpris les petites et moyennes entreprises dont le Président, Monsieur Gingembre a présenté aussitôt ses doléances à Monsieur René Mayer. Des meetings sont en préparation, tandis que le ministre a promis qu'une commission de techniciens de son Département, constituée tout spécialement à cet effet, s'appliquerait à faire jouer la politique de crédit au bénéfice des commettants de monsieur Gingembre. Ceux-là nous paraissent en vérité fort énervés et un des plus agissants d'entre-eux nous a déclaré hier soir: "Cette nouvelle mesure est dirigée contre nous et elle équivaldra à la guillotine pour beaucoup d'entre-nous. C'est de l'assassinat avec préméditation car elle va précipiter le rythme des faillites".

ECHEC CONFIRME DE LA TENTATIVE PLEVEN D'UN RAPPROCHEMENT AVEC LA S.F.I.O.

Les déclarations publiques formulées hier par monsieur Guy Mollet, semblent confirmer très clairement que monsieur Pleven ait suivi une vue de l'esprit en manœuvrant pour ramener la S.F.I.O. au sein du gouvernement. On peut ajouter en dernière analyse que le Président du Conseil est fermement décidé à ne pas céder sur les bases proposées par les professeurs (Chiffrées à 625 milliards de francs) alors que le Comité directeur de la S.F.I.O. publiera d'ici lundi sa décision encore tenue secrète d'obtenir du gouvernement l'application immédiate et intégrale du statut de la Fonction Publique, le salaire minimum interprofessionnel garanti tenant lieu provisoirement de minimum vital pour l'application des coefficients dans les calculs à intervenir.

-2-

Mesurant les conséquences de son échec, le Président du Conseil convoquait hier dans l'après midi monsieur Roger Duchet pour tenter alors de s'appuyer plus solidement sur les Indépendants. Monsieur Guy Mollet parlant à l'un de nos informateurs a commenté en ces termes cette initiative: "Monsieur Plevon semble aller un peu vite en besogne. Il suffit en effet de lire les professions de foi des candidats Indépendants, pour comprendre que toute leur campagne est dirigée contre nous. Si donc monsieur Plevon veut s'engager plus avant avec eux, c'est le problème même de notre soutien éventuel qui va se poser, c'est-à-dire plus clairement la date de la chute de son gouvernement."

DES LE 7 SEPTEMBRE, NOUS AVIONS PREVU LA POSITION DE L'U.R.S.S. SUR LA REVISION DU TRAITE DE PAIX ITALIEN.

Dans notre correspondance en date du 7 Septembre dernier, nous écrivions en effet: "Le représentant de Rome au Cairo, aurait appris avant-hier que Moscou accepterait volontiers la révision du traité à la condition formelle que Trieste revienne à l'Italie. Dans lequel cas, Moscou accepterait également le retour à l'Italie de ses anciennes colonies."

Le lendemain 8 Septembre, nous révélions que le Président Truman travaillait à la rédaction d'un message dans le cadre du spectaculaire dialogue U.S.A...U.R.S.S. et qu'il proposerait à la Russie un certain nombre de conditions parmi lesquelles "l'acceptation par la Russie de réviser le traité de paix avec l'Italie et de consentir à l'Italie l'augmentation de ses Forces armées dans le cadre du Pacte Atlantique" ainsi que "la dénonciation par la Russie de ses pactes d'amitié avec la Bulgarie, le Roumanie et la Hongrie".

La Note remise avant-hier par monsieur Vichynski au diplomate accrédité à Moscou, et dont on a pu lire l'analyse dans toute la Presse confirme la rigoureuse exactitude de nos deux informations, et prouve de plus que le Kremlin ayant été avisé des intentions du Président Truman a paré le choc avant même de l'avoir reçu.

NOUS AVONS PREVU DES LE 3 OCTOBRE L'OFFENSIVE DIPLOMATIQUE DE L'UNION SUD AFRICAINE.

Il suffit de se reporter à notre correspondance du 3 Octobre pour vérifier que nous avions très exactement prévu la vaste offensive déclenchée hier par le Docteur Malan, Président de l'Union Sud Africaine.

ARRESTATIONS NOCTURNES DE COMMUNISTES JAPONAIS.

Des arrestations nocturnes assez nombreuses sur lesquelles est fait le secret le plus absolu, ont été opérées ces derniers jours au Japon. La méthode selon laquelle il a été procédé à ces arrestations a provoqué un très net mécontentement dans le personnel civil américain de Tokio, ainsi que dans les milieux du contre-espionnage militaire. Ces arrestations apparaissent aux spécialistes comme prématurées, et susceptibles de donner l'éveil aux intéressés. Révélons en effet que les services spéciaux américains soupçonnent certains communistes japonais d'avoir mis au point un plan de sabotage très précis contre la base navale de Sasebo, laquelle commande en fait toutes les routes maritimes des terres situées entre Vladivostok et Hong-Kong.

LES CONVERSATIONS HISPANO-AMERICAINES MARQUENT UN TEMPS D'ARRET.

Les conversations relatives à d'éventuels accords bilatéraux entre les Etats-Unis et l'Espagne sont depuis quelques jours au point mort. Nous sommes à peu près certain que c'est l'appétit financier manifesté à Madrid qui incite les représentants de Washington à une certaine froideur momentanée.

L'AMBASSADEUR DE GRANDE-BRETAGNE EN IRAN AVAIT PREPARE UN COMLOT CONTRE MONSIEUR MOSSADEGH GRACE A LA COMPLICITÉ DU SHAH DE PERSE.

Au cours d'une réunion électorale monsieur Churchill a déclaré hier soir: "Je vous annonce un coup de théâtre dont le major Attlee n'aura vraiment pas le droit de s'enorgueillir. Il se pourrait qu'officiellement d'ici 48 heures, le monde civilisé apprenne avec stupéfaction que les Nations-Unies rachèteront en Iran nos intérêts si mal défendus par ce Gouvernement. Et vous verrez que cet événement qui dénonce notre effroyable carence, sera salué par les Travailleurs comme une grande victoire!"

En vérité, monsieur Churchill n'est pas tout à fait équitable, et il semble bien qu'il n'a pas pris connaissance de la correspondance échangée pendant la Crise entre le Foreign Office et Sir Francis Sheperd, ambassadeur de Grande-Bretagne à Téhéran. Il aurait alors appris ce que nous sommes en mesure de révéler.

Quand les Américains eurent notifié officiellement au gouvernement britannique qu'ils ne toléreraient pas une intervention militaire en Iran, sir Francis Sheperd monta un complot dans la meilleure tradition de la diplomatie secrète. Rappelons en passant que l'armée iranienne est encore aujourd'hui placée sous la supervision du Major-Général Wayne C. Zimmerman, chef de la mission américaine en Iran, et qu'un choc éventuel entre les troupes britanniques et celles du Major-Général eussent porté un certain coup à la cohésion atlantique.

Sir Francis représentant au Shah qu'il fallait redouter un renversement de la monarchie par une collusion du parti Toudoh et d'éléments hypernationalistes, il devait user immédiatement de ses pouvoirs pour remplacer le docteur Mossadegh, par monsieur Sayed Zia Eddine; le shah devait essayer d'agir par l'intermédiaire du Parlement et en cas d'échec, recourir à un coup d'état. L'ambassadeur cœbla alors au Foreign Office que Mossadegh serait incessamment renversé, information dont nous nous fîmes l'écho car elle était tombée entre nos mains. Sir Francis Sheperd constitua à Téhéran un comité politique secret, s'assignant la prise du pouvoir, les principaux postes entre les conspirateurs étant répartis de la manière suivante:

Le shah lui-même s'assurait la complicité de l'Armée, monsieur Sayed Zia Eddine galvanisait un nouveau parti de la "volonté nationale", tandis que le général Emani faisait son affaire du Majlis.

La conspiration se manifesta par l'abstentéisme des parlementaires, jusqu'au jour où le docteur Mossadegh ayant remonté tous les fils de la conspiration prit la parole sur la place publique le 27 septembre dernier, dénonçant sans ménagements les manœuvres britanniques et avec à peine plus de modération, stigmatisa les complicités qu'elle rencontrait. Il provoqua des manifestations populaires à Téhéran et dans les principales grandes villes, tant et si bien que le shah prit peur, renonça au complot et "réinvestit de sa confiance" le docteur Mossadegh.

Telle est la vérité historique.

-4-

ECHEC DU NOUVEL EMPRUNT AUX ETATS-UNIS.

Les hauts dirigeants du Trésor américain sont actuellement très alarmés de l'insuccès relatif et récent des ventes de bons du Trésor. Le lancement très spectaculaire d'un nouvel emprunt qui eut lieu au début de septembre à l'occasion du Labor Day n'a rapporté pour tout le mois qu'une somme légèrement inférieure à 230 millions de dollars. C'est le chiffre le plus bas pour la vente de bons du Trésor enregistré depuis le début de l'année. L'inquiétude est vive au Département des Finances car on augure mal à la lumière de ce médiocre résultat du rendement et de la cadence de rentrée des futurs impôts.

DIVERGENCES ACCENTUEES ENTRE MILITAIRES ET CIVILS AUX ETATS UNIS.

Il a été fait grand bruit dans la presse ces derniers jours d'un prétendu Comité secret tenu à la Maison Blanche lequel aurait eu à déterminer qui des militaires ou des civils devait avoir la haute main sur l'Energie Atomique. N'en déplaise aux marchands de sensations fortes, pas une ligne de ce qui a été écrit à ce sujet ne reflète la vérité. Il a été discuté beaucoup plus prosaïquement des difficultés qu'éprouvent les responsables de la Production industrielle et de l'Economie des Etats-Unis face aux exigences, chaque jour plus considérables des militaires. Nous sommes en mesure de révéler qu'au titre du 1er trimestre 1952, les militaires considèrent que la production d'acier au carbone doit atteindre 156% du tonnage primitivement prévu; celle d'acier inoxydable 170% du tonnage prévu; celle de cuivre tréfilé 166% du tonnage prévu; celle de l'aluminium 177%.

De plus, dans le domaine des machines-outils, les militaires exigent que la production atteigne pour l'année 1952 un montant de 3milliards 1/2 de dollars, alors que les techniciens industriels constatent que cette production qui ne dépassera pas 675 millions de dollars pour 1951, ne peut dans la meilleur hypothèse, qu'atteindre 1.300 millions de dollars. C'est au sujet de ces divergences, lesquelles posent des problèmes "moins sensationnels", mais tout aussi graves, que le Président Truman a été invité à fournir un arbitrage sur le fond duquel il ne s'est d'ailleurs pas encore prononcé.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

Envoies 21.35
1.61

C O N F I D E N T I E L

10 h. 12 h 30
15 h - 17 h.

Monsieur,

Paris, le 16 Octobre 1951.

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

LE GOUVERNEMENT TUNISIEN VEUT DENONCER LE TRAITE DU BARDO.

Nous avons révélé, voilà déjà quelque temps, que l'on pouvait considérer comme ouverte la succession de Monsieur Périllier, Résident Général de France en Tunisie. Le Président du Conseil des Ministres de Sa Majesté Beylicale, Monsieur Chenik, doit s'embarquer demain pour la France, tandis qu'au Quai d'Orsay, Messieurs Voisart, actuellement Ministre d'Etat à Monaco, de Saint Harduin, chargé de mission extraordinaire en Proche-Orient et Joxe, directeur des relations culturelles briguent la succession Périllier. Il est certain que la désignation du nouveau résident aura une importance capitale car nous sommes en mesure de révéler que Monsieur Chenik vient à Paris avec l'intention bien arrêtée d'engager des négociations en vue de l'annulation du traité du Bardo. Il nous faut d'ailleurs relier cette information à un message que nous recevons du Caire et selon lequel, en marge de son refus officiel, l'Egypte négocie les conditions de son inclusion éventuelle dans le système atlantique ou dans un pacte satellite. Monsieur Nahas Pacha posera incessamment comme condition sine qua non l'abandon "de l'influence occidentale" sur toutes les populations musulmanes d'Afrique du Nord. Ce qui revient à dire que les exigences égyptiennes visent encore plus directement dans l'immédiat la France que la Grande Bretagne.

DIFFICULTES ACCRUES POUR MONSIEUR PLEVEN AU LENDEMAIN DES ELECTIONS CANTONALES.

Il semble qu'on n'ait pas souligné, au lendemain du deuxième tour de scrutin, que le M.R.P. a très sérieusement consolidé son implantation dans le pays, en ce sens que presque tous les parlementaires républicains populaires ont été élus aux Conseils Généraux. Par contre, on peut observer le phénomène inverse pour le R.P.F. en ce sens que d'assez nombreux députés et sénateurs gaullistes n'ont pas reçu du corps électoral "les brevets de notables" qu'ils sollicitaient. Sur le plan gouvernemental, sans insister sur la situation économique, il est clair de comprendre que la fragilité du Gouvernement Pleven se trouve augmentée. Ainsi que nous l'avons dit depuis déjà quelque temps, l'échec de la S.F.I.O. rend sa participation impossible, le tonus du R.P.F., qui enregistre un succès technique indiscutable l'incitera à un durcissement certain tandis que les nouvelles exigences des Indépendants vont monter dans les jours à venir à la hauteur de leur succès de dimanche dernier.

Monsieur Soustello a déclaré hier soir à l'un de nos informateurs: "Les Indépendants doivent leur succès à notre magnanimité, car en maintenant tous nos candidats au deuxième tour, nous pouvions leur faire perdre 78 sièges. Il va donc falloir nous expliquer une bonne fois avec Messieurs Duchot et Cio qui dans leur fol organe "La France Indépendante", prophétisaient magnifiquement le 13 Octobre: LE R.P.F. a fait une violente opposition au régime,

-2-

il enregistre cependant une indiscutable régression. "Si les indépendants-a ajouté Monsieur Soustelle, - veulent véritablement devenir un parti de gouvernement, ils devront reconnaître que sans nous, il n'y a pas de gouvernement de salut possible."

Quant aux communistes, malgré leur échec qu'ils peuvent fort justement imputer à la S.F.I.O., ils sont néanmoins tout disposés à suivre les socialistes dans la mesure où il s'agira de renverser le cabinet Plevin.

MONSIEUR CHURCHILL A DESIGNE OFFICIEUSEMENT LES MEMBRES DE LA DELEGATION QUI L'ACCOMPAGNERAIENT A MOSCOU.

Monsieur Winston Churchill est à ce point sûr de la victoire de son parti, qu'il a déjà constitué officieusement une délégation de techniciens qui l'accompagneraient à Moscou, où son intention est de rencontrer le Maréchal Staline afin de reprendre "d'homme à homme" le dialogue avec l'est. Cette délégation est nombreuse et ses composants choisis pour leurs qualifications techniques, puisque, par exemple le spécialiste de l'acier est inscrit au Parti Libéral. A l'intérieur, Monsieur Churchill supprimerait les nationalisations jugées par lui non indispensables sans cependant pouvoir d'un trait de plume effacer la transformation massive des institutions accomplie par les travailleurs. L'opposition syndicale qui en résulterait rendrait tout travail de gouvernement impossible. Il est dans les intentions des conservateurs, en allégeant sensiblement le budget de l'état, de travailler néanmoins à un programme de réarmement efficace, tout en supprimant certains impôts "anti-économiques" comme celui qui frappe toutes sommes utilisées pour la transformation ou la modernisation d'une installation industrielle. En gros, ce qui différencierait une victoire conservatrice d'un succès des amis de Monsieur Bevan, (lequel est aujourd'hui l'expression du véritable travaillisme en Grande Bretagne) se situe beaucoup plus sur le plan intérieur que sur le plan extérieur. L'une comme l'autre ne peut amener sur le plan extérieur une large politique de libération des échanges et l'une comme l'autre doit être inévitablement amenée à recréer un large courant commercial tant avec l'Europe de l'Est qu'avec la Chine communiste de Mao Tsé Tung.

DES LE 29 SEPTEMBRE, NOUS AVIONS PREVU QUE LE GENERAL COLLINS RENCONTRERAIT LE MARÉCHAL TITO.

Dans notre correspondance en date du 29 Septembre 1951, nous écrivions que le Général Lawton Collins, Chef d'Etat Major de l'Armée de Terre rendrait une visite au Maréchal Tito après que le Général Omar Bradley, Chef d'Etat Major combiné, aurait pris des contacts en Grèce et en Turquie.

Nous avions dès cette date précisé que cette visite s'inscrirait dans le cadre de la "danse du scalp" que Britanniques et Américains mènent alternativement autour du gouvernement de Belgrade.

L'AMBASSADEUR DE NEW DELHI A PEKIN ALERTE SON GOUVERNEMENT.

Le saardar Pannikar, ambassadeur à Pekin, du gouvernement de Monsieur Nehru est venu alerter son gouvernement relativement à deux intentions chinoises dont l'une, au moins, lui paraît dangereuse. L'ambassadeur,

Le 16 Octobre 1951

- a) Pékin demandera incessamment mais très fermement le départ des troupes indiennes actuellement stationnées au Thibet.
- b) Les milieux militaires chinois travaillent actuellement très sérieusement la préparation d'une opération militaire qui pourrait éventuellement être déclenchée contre le Siam.

Par ailleurs, nous apprenons, toujours de New-Delhi que le délégué de l'Inde au Conseil de Sécurité vient de recevoir des instructions pour intervenir dans la différend anglo-iranien et qu'il proposera des amendements au projet de résolution britannique. Londres qui espérait que l'Inde s'abstiendrait d'intervenir se trouvera donc une fois de plus déçue dans ses aspirations.

LA SECTION EUROPE DU FOREIGN OFFICE PREPARE UN MEMOIRE AU SUJET DE LA REVENDICATION DU CHANCELLIER ADENAUER SUR LA LIGNE ODER-NEISSE.

Ce mémoire actuellement rédigé par des fonctionnaires sera soumis au Secrétaire d'Etat au Foreign Office, quel qu'il soit après les élections anglaises. Il a pour but d'attirer l'attention du futur gouvernement britannique sur les conséquences juridiques et politiques qu'entraîneraient l'approbation par la Grande-Bretagne du thème de revendications formulées la semaine dernière par le Chancelier Fédéral du gouvernement de Bonn. Accepter le retour à l'Allemagne des territoires récupérés par la Pologne signifierait selon les spécialistes anglais que:

- 1° La Wehrmacht a bien envahi la Pologne pour mettre un terme à de nombreuses agressions polonaises en territoire allemand.
- 2° La 2ème Guerre Mondiale a bien été provoquée par la publication de l'ultimatum franco-britannique du 3 Septembre 1939.
- 3° L'Allemagne est parfaitement fondée à revendiquer ultérieurement le retour de l'Autriche, de la Bohême et de l'Alsace-Lorraine.

C'EST UN GENERAL ALLEMAND QUI A LA FAVEUR DU ROI TALAL DE JORDANIE.

Nous avons révélé que l'organisation terroriste des Frères Musulmans avait menacé de mort le nouveau roi s'il s'avisait de garder à Glubb Pacha la confiance que lui avait toujours témoignée son père le roi Abdallah. On sait qu'en conséquence, le nouveau souverain s'est catégoriquement refusé à accorder audience au Commandant de la Légion arabe, et qu'une véritable révolution de palais se déroule actuellement à Amman. En Jordanie, les tribus sont d'ailleurs très divisées et il est fort possible que des engagements aient lieu prochainement. Révétons quo, toujours sur l'instigation des Frères musulmans, le nouveau roi paraît tout disposé à accorder au Chef d'Etat Major de la Légion arabe la sympathie qu'il refuse à son fondateur. Révétons donc que ce Chef d'Etat Major n'est autre que le général Streichwitz qui commandait la 9ème Division de "Panzers" engagée sur le front russe. Simple coïncidence sans doute.

22.327 OFFICIERS ET SOUS OFFICIERS ALLEMANDS VONT RECEVOIR UNE FEUILLE DE RAPPEL SOUS LES DRAPEAUX.

Monsieur Hallstein déclarait avant-hier, ce que nous ne cessons de répéter depuis des mois, à savoir qu'un accord de fait est réalisé depuis longtemps sur la résurrection de l'Armée allemande.

-4-

Nous affirmons catégoriquement que d'ici dix jours le gouvernement de Bonn adressera à 5.327 officiers subalternes et à 17.000 sous-officiers de l'ex-Wehrmacht l'ordre de rejoindre diverses garnisons d'Allemagne occidentale.

MISE AU POINT D'UN PLAN D'EVACUATION DES RESSORTISSANTS AMERICAINS D'ALLEMAGNE OCCIDENTALE.

Le Q G des Forces U.S. en Allemagne vient de mettre la dernière main à un plan d'évacuation de ses ressortissants dans le cas où certaines menaces rendraient cette mesure indispensable. Précisons que la publication par nous du dispositif prévu ne doit pas être interprété comme une accentuation du risque de guerre mais qu'il s'inscrit dans le cadre des travaux prévisionnels de tout Etat-Major. Selon ce plan, le signal d'alarme sera donné par une sirène qui fonctionnera cinq fois pendant une minute et à une minute d'intervalle. L'appel sera répété quatre fois pendant une heure à 15 minutes d'intervalle. Dès que cet appel sera donné, toutes les familles des militaires américains, les civils français et britanniques, les citoyens américains seront tenus de se concentrer en un lieu déterminé. Ils devront amener avec eux: des vêtements chauds, deux couvertures par personne, les autos ou motos avec leurs papiers d'immatriculation. Chaque personne ne pourra emporter avec elle qu'un valise de format "avion" contenant: chèques et autres valeurs, liste des biens laissés en territoire allemand. Pour les enfants, seules des boîtes de lait en poudre seront acceptées. Le Plan recommande d'apporter avec soi des ustensiles servant à faire la cuisine.

LE COMMERCE GLOBAL FRANCO-ITALIEN ATTEINDRA CETTE ANNEE 125 à 130 MILLIARDS DE FRANCS.

Monsieur Dolcos, Secrétaire d'Etat au Commerce préside la délégation française qui rencontre la délégation italienne aujourd'hui à Paris. La délégation italienne est composée de 120 membres, mandatés par 61 Chambres de Commerce de la Péninsule, et présidée par monsieur La Malfa, Ministre du Commerce extérieur. Nous sommes en mesure de préciser qu'il sera procédé à des échanges de vue sur le Tourisme, les Transports, la main d'oeuvre, les échanges de stagiaires techniciens ou apprentis, l'étude de la valeur douanière des produits échangeables afin d'éviter les fraudes en douane, ainsi que les problèmes fiscaux des deux Economies.

Le montant global des échanges qui atteindra 125 à 130 milliards de francs pour l'année en cours se soldera par un léger déficit du côté de France.

Cette lettre, strictement confidentielle, doit être remise en mains propres.

10 h 12 h 30
15 h 17 h

Paris, le 17 Octobre 1951.

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

L'INFLATION DIRIGEE QUE NOUS AVIONS ANNONCEE LE 21 AOUT EST ENTREE DANS LES FAITS.

Nous écrivions le 21 Août:

"L'inflation est inscrite comme une conséquence inévitable de notre politique intérieure et extérieure dans un avenir relativement proche. Le gouvernement sachant dès maintenant qu'il n'est pas en mesure de l'empêcher, va s'efforcer pour le moins de la diriger par le truchement de l'Open-Market". Or nous affirmons que depuis moins de 20 jours, la Banque de France a fait plus de 50 milliards de francs d'Open-Market. Le mécanisme adopté se déroule comme suit: les Banques achètent des Bons du Trésor qui sont rachetés par la Banque de France à terme non échue. Cette astuce permet d'accroître le portefeuille d'effets publics sans qu'il soit officiellement besoin d'élever le plafond légal d'avances à l'Etat. Il n'en demeure pas moins que la circulation fiduciaire progresse au même rythme qu'il serait celui d'un circuit non dirigé.

TRANSACTION INTERVENUE ENTRE MESSIEURS MAYER ET ANTIER.

Le groupe des Indépendants a manifesté quelque mauvaise humeur à l'égard de ses alliés Paysans quant aux initiatives de monsieur Antier, et plus précisément du débat qui l'oppose à monsieur René Mayer pour la fixation du prix du lait. Nous croyons savoir qu'à la suite de cette réaction qu'il n'avait pas prévue, monsieur Antier s'est mis d'accord avec le ministre des Finances sur le prix de 29 francs 50 ou de 30 francs. Cette information sera vraisemblablement publiée aujourd'hui dans la soirée après un Conseil de Cabinet ou demain au plus tard après le Conseil des Ministres.

LA S.F.I.O. REDOUTE LA CHUTE DU CABINET PLEVEN.

Le Président Edouard Herriot prépare pour le prochain Congrès Radical un discours assez violent dans lequel il attaquera vivement la "bigamie persistante de certains Radicaux" tout comme leur "bénignité" devant le problème de l'Ecole Laïque. Selon une tactique devenue classique, il mettra en jeu s'il n'est pas suivi par la majorité ses deux fauteuils présidentiels du Parti et de la Chambre. Dans le même temps, se dessine un renversement de la position des dirigeants parlementaires socialistes qui vont tout mettre en oeuvre pour éviter ou retarder la chute du gouvernement Pleven que l'on peut avec un bel optimisme prévoir pour les dernières semaines de l'année. La S.F.I.O. redoute en effet qu'une nouvelle Crise se prolongeant, n'entraîne une dissolution du Parlement par le biais juridique "du raccourcissement du mandat de l'actuelle magistrature". Toujours selon les augures socialistes, un tel vote intervenant, avant modification de l'actuelle loi électorale, permettrait au R.P.F. de bénéficier très largement du jeu des apparentements à la faveur de nombreuses ententes avec les Indépendants et Paysans. De plus, des contacts plus nombreux et plus chaleureux ont actuellement lieu entre les proches collaborateurs du géné-

-2-

ral de Gaulle, et certains leaders M.R.P. monsieur Georges Bidault en particulier. Les socialistes redoutent un brusque retournement " du Parti de la Fidélité".

LES VARIATIONS DE MONSIEUR PIGNON ET LE HAUT CONSEIL DE L'UNION FRANCAISE.

Il est enfin question de constituer le Haut -Conseil de l'Union Française, composé d'une représentation des E TATS ASSOCIES, et d'une Délégation du gouvernement français, placé sous la présidence du Président de la République française. Il est évident que pour cet organisme ait quelque chance d'efficacité son indépendance par rapport au pouvoir doit être certaine. Du temps qu'il en brigait le Secrétariat général, monsieur Léon Pignon avait préparé un très long rapport d'information exposant avec forces détails la conception qu'il avait d'un tel organisme ainsi que les attributions étendues qui devaient être celles du Secrétaire -Général. Monsieur Vincent Auriol ayant fait tenir courtoisement mais fermement à monsieur Pignon qu'il n'était pas dans les intentions de la Présidence de lui confier ce haut poste, ce dernier déploie une grande activité pour démontrer que le Haut- Conseil de l'Union française ne peut être à la réflexion qu'un Collège sans intérêt auquel il conviendra déceimment de n'attacher aucune importance.

CRAINTES AMERICAINES POUR 1952.

Un conseiller éminent du State Department a déclaré tout récemment à l'un de nos correspondant qu'il fallait craindre que 1952 soit une année comparable à celle de la révolution chinoise en ce sens qu'elle verrait naître et se développer une véritable internationale musulmane. A Washington, où l'on n'a pas encore pris de décision ferme, il serait fort possible cependant que l'on décidât de laisser en veilleuse les affaires d'Europe afin de galvaniser le travail de lutttes politiques sur les pays arabes, car l'URSS ne manquera pas de manœuvrer activement pour se concilier leur sympathie.

Dans les mêmes milieux américains, on prétend que le Ministère de l'Intérieur Français est fort embarrassé des problèmes nord-africains et que dans l'éventualité de troubles qu'il faut toujours redouter, la France serait tentée d'utiliser la force, point sur lequel les Etats-Unis ne sont pas d'accord.

LONDRES VEUT METTRE EN ACCUSATION LE GRAND MUPHTI DE JERUSALEM.

Au foreign Office, une note a été préparée selon laquelle le gouvernement britannique inviterait ses alliés atlantiques à soutenir devant l'Organisation des Nations Unies une demande de mise en accusation du Grand Muphti, que le Colonial Office considère comme l'instigateur des différents attentats qui se sont multipliés ces derniers temps en pays arabes.

Par ailleurs, le SR britannique en Egypte aurait recueilli certains bruits selon lesquels les milieux extrémistes ont préparé un attentat contre Monsieur Couvo de Murville, Ambassadeur de France en Egypte.

-3-

Le 17 Octobre 1951

ECHEC DE LA MISSION DU GENERAL COLLINS A BELGRADE.

Le Général Collins s'entretenant à Belgrade au moment même où l'affaire de Suez prenait une dangereuse extension a vu sa mission affectée du climat qui a résulté de cette coïncidence. L'échec du Général Collins à Belgrade doit être considéré comme une faille de plus dans l'armure des projets atlantiques. Nous affirmons, en effet, que l'Etat-Major Yougoslave a très nettement signifié au Général américain que la Yougoslavie n'accepterait sous aucun prétexte l'installation de garnisons étrangères sur son territoire en temps de paix. La Yougoslavie accepte le renforcement de son aviation en chasseurs, le développement de ses bases aériennes, mais elle s'oppose très fermement au stationnement permanent de forces aériennes américaines sur un point quelconque de son territoire.

On peut rapprocher cette révélation du fait que le Général anglais Sir Terence Airey, jadis commandant de la garnison anglo-américaine de Trieste, et tout récemment chef du deuxième bureau de Shapo, ait été tout récemment déplacé pour commander la garnison britannique de Hong-Kong. Les américains aimeraient sans doute voir à ce poste un de leurs nationaux, bien que le Général Airey puisse être considéré comme un des meilleurs spécialistes du titisme et du noyautage des partis communistes. L'Angleterre, qui veut garder son avance, et reprendre la main en proche Orient par la bande, a prévu à Zagreb la réunion d'un prochain congrès de la paix, auquel seront invités tous les leaders nationalistes nord-africains. Ainsi qu'on peut facilement s'en rendre compte, c'est une bien curieuse façon pour les alliés atlantiques de faire l'"Union sacrée" face "au danger arabe".

IL ETAT MAJOR TURC ALARME PAR L'EVOLUTION DE LA SITUATION.

Nous affirmons que les milieux militaires turcs viennent d'attirer tout spécialement l'attention du gouvernement d'Ankara, qui veut aller fort loin dans le cadre des alliances atlantiques, du danger pour la Turquie que représentent des états arabes farouchement anti-occidentaux dans le "dos du pays".

LES GENERAUX SPEIDEL ET GUDERIAN CONSULTES PAR LE GOUVERNEMENT DE BONN SUR LES MOUVEMENTS MUSULMANS.

Le gouvernement de Bonn, qui ne manque décidément aucune occasion de marchander sa réticente participation au bloc atlantique, manifeste une très vive émotion devant l'évolution des affaires musulmanes. Les spécialistes allemands de politique étrangère soulignent que la position atlantique risque de devenir très difficile à défendre si les nationalistes musulmans refusent de collaborer avec l'occident. Le Docteur Theodor Blank a demandé avant-hier aux Généraux Hans Speidel et Heinz Guderian de lui fournir un rapport circonstancié de conjoncture stratégique sur les mouvements musulmans. Rappelons une fois de plus que les services spéciaux allemands disposent d'échelons fort efficaces dans tous les pays du Proche et du Moyen Orient.

IL EST QUESTION D'UNE DEVALUATION DU FRANC BELGE.

-4-

Dans les milieux boursiers de Bruxelles, où l'on semble y croire très sérieusement, la livre sterling et le franc français sont affectés d'ores et déjà d'une dévaluation de fait. Les voyageurs français et britanniques se voient en effet proposer pour leurs chèques ou leurs devises des taux inférieurs jusqu'à 60% du cours officiel. Ainsi que nous l'avons révélé voilà quelques jours, le gouvernement Pholien, qui prépare des mesures sévères, mais ne sait lesquelles prendre au juste, a chargé un brain trust de sept membres de proposer un plan économique nouveau.

DEFICIT DE LA RECOLTE COTONNIERE EN SYRIE.

Selon un rapport qui nous parvient de Beyrouth, la récolte cotonnière syrienne doit être estimée à 60.000 tonnes dégrainé alors que les prévisions oscillaient entre 80 et 100.000 tonnes. Le prix payé à l'achat par les exportateurs étant très supérieur à celui des cours de vente, (au 29 Septembre, le coton non dégrainé atteignit 160 piastres le kilo) la position exportatrice se trouve être dangereusement en spéculation. Nous donnerons un jour prochain une analyse plus complète du rapport reçu.

LES VALEURS GRAPHITE VONT MONTER.

La fabrication de nouvelles armes de guerre électroniques va entraîner dans les semaines à venir une demande en graphite très sensiblement supérieure à la production. Il est donc hors de doute que les titres bénéficieront d'une hausse sur tous les marchés où ils sont cotés.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

CONFIDENTIEL

Elysées 24.63

24.64

10 h. - 12 h 30

15 h - 17 h

PARIS, le 25 Octobre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels, recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

MONSIEUR RENE MAYER PREPARE UNE CASCADE DE MESURES SERIEUSES.

Le Conseil des Ministres qui se tiendra ce jour ne pourra fixer le montant des crédits militaires pour la bonne raison qu'à l'heure prévue hier pour le Conseil de Cabinet préparatoire, le Ministre des Finances était sur la sellette à la Commission des Finances de l'Assemblée. L'augmentation du téléphone et des tarifs postaux sera sans doute différée car Monsieur Duchet, Ministre des P.T.T. est en Hollande. Par contre, le gouvernement fixera vraisemblablement les nouveaux prix du tabac. Quant à Monsieur Schuman, il dira à ses collègues le bien qu'il pense de Monsieur Leonard et tout le mal qu'il pense de Monsieur Chenik.

Mais il ne s'agit là que de problèmes de second ordre. La gravité de notre situation économique et financière exige en effet des décisions qui peuvent être dramatiques. Les palliatifs donnent de piètres résultats. Ainsi l'or, jeté en début de semaine sur le marché par la Banque de France, a été absorbé sans provoquer la chute souhaitée. Selon un technicien éminent, si une telle opération avait été tentée voilà un mois, elle eut, à quantité égale, provoqué une baisse de 500 francs sur le louis.

Monsieur René Mayer a donc l'intention, dans le domaine des apaisements, de décider la suppression des impôts sur les successions en ligne directe. Par contre, nous croyons savoir qu'il a l'intention de démentir, si toutefois elle est publiée, l'information selon laquelle ses services projettent l'établissement d'un nouvel impôt de solidarité de 20%.

MONSIEUR PLEVEN SONGE AUX DECRETS-LOIS

Monsieur René Pléven sait fort bien que si même il parvient à replâtrer pour un temps sa majorité, l'actuel gouvernement ne peut obtenir de l'actuel parlement le vote du budget avant la fin de l'année. A plus forte raison, ce parlement n'approuvera jamais des mesures de l'ordre de celles que nous évoquons plus haut et que nous l'avons dit, le Ministre des Finances a l'intention de démentir. Ce qui revient à dire que si le gouvernement veut éviter la dissolution, il faut qu'il obtienne des députés la modification d'un article de la Constitution qui interdit le retour, à la délégation des pleins pouvoirs et à l'usage des décrets-lois. C'est cela, et cela seulement, que le Président du Conseil s'efforce d'obtenir des Radicaux au début de leur congrès et à l'issue de son ordination avec Monsieur Paul Reynaud.

-2-

L'AFFAIRE CLARK N'EST PAS TERMINEE

La vaine-hésitation dansée par Monsieur Harry S. Truman quant à la désignation, puis à la non désignation du Général Clark en qualité de représentant diplomatique des USA auprès du Saint Siège, ne peut se terminer en pas de clerc. Revelons ici que la nomination du Général Clark avait été "suggérée" à Monsieur Lowett qui est catholique, par le Cardinal Spellmann, qui joue en Amérique un rôle politique actif. Le Cardinal Spellmann semble avoir été lui-même inspiré par le R.P. RAHNER, Recteur Jésuite de l'Université d'Innsbruck. Le R.P. Rahner représente l'aile droite de la Compagnie de Jésus, dont le R.P. Wetter par exemple représente la tendance la plus "gauchisante". Le R.P. Rahner avait en effet fait tenir au début de ce mois un message au Cardinal Spellmann, message dans lequel il soulignait que le Saint Père paraissait très fortement impressionné par la puissance militaire soviétique et qu'il serait judicieux de désigner un militaire américain comme représentant de Washington à Rome. En opposition "au courant militaire" qui se dessine dans le proche entourage du Saint Père, Monseigneur Piquet, évêque de Clermont-Ferrand en France et Monseigneur Schuster, Archevêque de Milan en Italie, pensent que les problèmes sociaux doivent avoir la primauté sur les impératifs de réarmement. Nous affirmons que Monseigneur Schuster a fait parvenir tout récemment au Saint Siège une communication selon laquelle les deux problèmes cruciaux de l'Italie étaient selon lui la résorption du chômage et l'augmentation du pouvoir d'achat des masses laborieuses.

SUITE DES RAPPORTS SECRETS AMERICANO-EGYPTIENS A LONDRES.

Au cours des conversations qui se poursuivent entre les ambassadeurs d'Egypte et des Etats-Unis à Londres, nous affirmons qu'a été évoqué par le diplomate égyptien un article publié le 30 juin 1951 par le Journal "Le Monde" et selon lequel il apparaissait que les dernières élections algériennes avaient été "truquées" par l'Administration. Le diplomate égyptien a également fait état du désir de son gouvernement de voir réser bientôt un parlement tunisien indépendant (Nous savons que c'est là un des points essentiels des revendications de Monsieur Chenik). Révélons enfin que l'Ambassadeur d'Egypte a indiqué à son collègue américain l'intention de son gouvernement de nationaliser la "Cairo Electric Railway and Heliopolis" affaire belge, mais dont la majorité est aujourd'hui entre des mains américaines.

En fait, l'intention du Caire est de nationaliser seulement les sections bénéficiaires de cette société, c'est à dire les immeubles, l'hippodrome d'Héliopolis et la distribution d'eau et d'électricité dans Héliopolis. Par contre, le gouvernement égyptien laisserait volontiers à la société la gestion des tramways et du métro, qui toutes deux sont déficitaires.

LES JOURNALISTES ANGLO-SAXONS DE PARIS JOUENT SUR LES ELECTIONS ANGLAISES.

L'association de la Presse Anglo-Saxonne de Paris a ouvert officieusement entre ses membres des paris sur les résultats des élections anglaises. Hier soir, 64 parieurs jouaient les travaillistes, 57 seulement les conservateurs.

Le 25 Octobre 1951

-3-

On joue la dévaluation du franc à Saigon et à Tanger.

A Saigon, depuis deux ou trois jours, les milieux financiers jouent la dévaluation du franc au bénéfice des dollars de Hong-Kong.

A Tanger, on la joue à peu près sur toutes les monnaies.

Il en résultera d'ici la fin de la semaine un durcissement du marché de l'or à Paris, selon une progression toutefois limitée.

En moins d'un mois, la position de la France a varié de près de 200 millions de dollars à l'U.E.P.

Nous avons révélé que dans la semaine du 11 au 18 Octobre 1951, la France, de créditrice qu'elle avait toujours été, est devenue débitrice de l'Union Européenne des Paiements. Bien que les chiffres de la balance soient tenus secrets, nous croyons savoir qu'au 1er Octobre, nous avions une position créditrice de l'ordre de 150 millions de dollars. Au 18 Octobre, notre position débitrice devenait sensiblement supérieure à 50 millions de dollars. (le dollar est utilisé en tant qu'unité de compte.) Ces précisions soulignent la gravité de ce brusque retournement. De plus, il ne s'agit pas d'un phénomène isolé, provoqué par une ponction importante de tel ou tel pays membre de l'Union, mais d'une tendance générale qui affecte notre balance vis-à-vis de tous les pays membres de l'Union à l'exception toutefois, mais pour un ordre de grandeur très bas, de la zone sterling et de la Turquie.

Londres parle à nouveau de dévaluation.

La révélation que nous avons faite quant à la baisse considérable d'or et de dollars de la zone sterling au titre du 3ème trimestre de l'année en cours, (598 millions de dollars exactement) étant hautement confirmée, on parle à nouveau à Londres d'une dévaluation de la livre. Il est certain que cette chute est la plus brutale qui ait été enregistrée en un trimestre depuis la fin de la dernière guerre, tout comme le solde débiteur de la France dans le cadre de l'Union Européenne des Paiements dont il est fait état plus haut, est le plus fort qui ait jamais été enregistré en une semaine depuis la création de l'Union Européenne des Paiements.

Important déficit budgétaire aux U.S.A. pour le 1er trimestre de l'année fiscale.

Rappelons que l'année fiscale américaine commence au 1er juillet. Le déficit au titre du 1er trimestre de l'année fiscale qui s'élève à 2, 615 millions de dollars, est le plus élevé qui ait jamais été enregistré dans toute l'histoire des Etats-Unis. Ce déficit est imputable en partie à l'énorme effort de réarmement, lequel au cours des trois derniers mois a mobilisé 9, 2 milliards de dollars. Le Trésor américain redoute que le déficit global de l'année budgétaire 1951-1952 atteigne 13 milliards de dollars (4, 550 milliards de francs français).

Le Comité des Sages décidera l'application du plan Van Zeeland

Le Comité des Sages, que Monsieur Jean Monnet a d'ailleurs l'intention de quitter, pour solliciter le futur poste d'ambassadeur à Londres, décidera

- 4 -

à brève échéance l'application à l'Europe du plan Van Zeeland, dont nous avons révélé les grandes lignes voilà bien longtemps déjà. Rappelons qu'une des dispositions de ce plan prévoit la confiscation par les ministères des finances des différents pays d'Europe "des super-bénéfices industriels" et leur versement à une Caisse Commune Européenne. Signalons simplement qu'une telle pratique est d'usage courant aux Etats-Unis pour les marchés d'Etat. Il est fréquent que les versements aient lieu un an après que le marché ait été passé, livré et payé. Cette pratique n'a pas, outre-atlantique, un caractère vexatoire ou punitif.

L'ALLEMAGNE FEDERALE INTENSIFIE SON COMMERCE AVEC LA FINLANDE.

A la suite de nouvelles négociations, le montant des exportations allemandes vers la Finlande, au titre du quatrième trimestre 1951 a été fixé à Dix millions de dollars tandis que les exportations finlandaises vers la République fédérale atteindront dans le même temps 14,5 millions de dollars. Ces chiffres représentent un accroissement considérable du commerce germano-finlandais. En autres produits, l'Allemagne livrera à la Finlande des machines-outils, des véhicules, des textiles, des produits chimiques et électro-techniques.

L'ALLEMAGNE DECIDE DE NOMBREUSES IMPORTATIONS.

Le Comité interministériel des importations de l'Allemagne Fédérale vient de répartir trois importantes tranches de crédits pour l'achat à l'extérieur des produits suivants:

- 1° - Une tranche de 15,5 millions pour importer de la laine de Grande Bretagne, des poissons d'Islande, des métaux non ferreux du Japon et de Yougoslavie, des fèves de cacao de Ceylan.
- 2° - Un crédit de 6,2 millions de dollars pour importer de la fibre des USA, des graines de coton du Pakistan, des céréales panifiables et des fourrages d'Irak, des matières premières pour la fabrication de margarines de Ceylan.
- 3° - Une tranche de 21,5 millions de dollars pour importer des bovins de boucherie du Danemark et du beurre de Suède, de Hollande et du Danemark.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

Elysées 24.63
24.64

10 h - 12 h 30
15 h - 17 h

Paris, le 26 Octobre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels, recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

LES CONTRADICTIONS DE LA POLITIQUE FRANCAISE SE CRISTALLISENT SUR LA HAUSSE DE L'ESSENCE.

Si le gouvernement n'a décidé hier ni de la hausse des services postaux, ni de celle des tabacs, c'est qu'il était soucieux de ménager la susceptibilité des militants radicaux réunis en congrès à Lyon. En fait, Monsieur René Mayer redoutant les attaques des militants de son parti, avait provoqué avant hier soir une réunion à quatre comprenant, outre lui-même, MM. Emile Roche, Martinaud Desplats et Henri Queuille. Le Ministre des Finances convainquit les autres leaders de la nécessité de noyer le poisson en axant l'essentiel des travaux du congrès sur les seuls problèmes laïques et constitutionnels. Monsieur Mayer redoutait comme la peste que ce congrès fut celui de la hausse de l'essence et ce n'est d'ailleurs pas sans une certaine mauvaise humeur qu'il déclarait hier soir à l'issue du Conseil des Ministres: " Le gouvernement n'a fait que son devoir dans le cadre des engagements réciproques qu'il avait pris devant le Parlement. Tant que l'initiative parlementaire ne donnera pas aux pouvoirs publics les ressources indispensables, il faudra bien que le gouvernement prenne des initiatives aussi ingrates qu'impopulaires."

MONSIEUR PINTON NE VEUT PAS QUE LES MINISTRES RADICAUX JOUENT ETERNELLEMENT LES BOUCS EMISSAIRES.

Au congrès radical, les présidents et secrétaires généraux de fédérations tinrent une réunion privée à laquelle n'assistait aucun journaliste. De l'extérieur, on entendit brusquement de grands cris et on crut qu'il s'agissait d'une magistrale algèbre. En fait, les responsables de fédérations unanimes faisaient une ovation à Monsieur Pinton, herriotiste distingué, qui venait de déclarer: "Je ne vous cache pas mon inquiétude. Quand il s'agit de prendre des mesures impopulaires anti-laïques, c'est à un ministre radical qu'on fait appel. Quand il s'agit de prendre des mesures financières qui soulèvent un tollé général, c'est encore à un ministre radical que l'on fait appel. Pour ma part, je ne vous cache pas que j'en ai assez et que mon vote au Sénat témoignera de mon mécontentement."

Quant à Monsieur Berthoin, Sénateur, dont l'autorité est grande au sein du Parti Radical, il fit, sur la situation financière, un exposé dont il ne faut pas sous-estimer le caractère de stricte orthodoxie. Citons quelques unes de ses phrases: "Aucun gouvernement digne de ce nom ne peut consentir de nouvelles dépenses s'il ne s'est assuré au préalable des moyens de percevoir des ressources correspondantes.....Il faut restaurer le sens de l'état, du Ministre jusqu'à son concierge.....Sinon, les radicaux devront laisser à d'autres le soin de partager les responsabilités du pouvoir." De plus, Monsieur Berthoin a suggéré que les nationalisations devraient être transformées en régies. Au moment précis où M. René Pleven tend une main inquiète à la S.F.I.O., voilà une position qui n'est certainement pas de nature à lui faciliter la tâche.

-2-

LE VINGT HUIT SEPTEMBRE DERNIER, NOUS AVIONS ANNONCE: 'ALLONGEMENT DE LA PISTE DE L'AERODROME DE BORDEAUX-MERIGNAC.

Nous pensons qu'à l'époque, nos correspondants ont compris ce que signifiait une telle information.

Hier, 25 Octobre le Quai d'Orsay annonçait qu'une escadre américaine d'aviation tactique arriverait prochainement en France et qu'elle serait provisoirement basée à Bordeaux-Mérignac.

LE KREMLIN PREPARE UN DOCUMENT D'UNE EXTREME IMPORTANCE SUR LES BASES AMERICAINES EN FRANCE.

Il serait un peu naïf de croire que les deux récentes notes de monsieur Vichynski auxquelles le Quai d'Orsay a opposé une fin de non recevoir, étaient

exclusivement destinées à distraire le tapis international. Nous sommes en mesure de révéler aujourd'hui qu'elles précédaient dans la diplomatie soviétique la mise au point d'une étude juridique rédigée par monsieur Serrguier, chef de la section occidentale du ministère des Affaires étrangères de Moscou. Selon cette note, le gouvernement russe serait en droit de considérer que l'installation en France de bases américaines constitue un casus belli si l'on tient pour toujours valable le traité franco-soviétique de 1945.

L'ANGLO IRANIAN ACHETE DE NOUVELLES INSTALLATIONS.

On nous signale de New-York que l'A.I.O.C. vient d'acquiescer à la fois une raffinerie de pétrole dans la région de Hambourg, et une fabrique de lubrifiants près de Hanovre.

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE MISR RAPPELE A L'ORDRE PAR NAHAS PACHA.

Monsieur Hasez Afifi pacha, vient d'être officieusement averti par monsieur Nahas Pacha qu'il pourrait lui en cuire s'il persistait à se faire le défenseur zélé de certains intérêts britanniques en Egypte. Par ailleurs, les diplomates égyptiens ont discrètement averti les nations occidentales acheteuses de coton que le gouvernement de Sa Majesté Farouk pourrait fort bien réserver son exportation aux pays de l'Europe de l'est si l'Egypte était la victime d'un assaut en règle à la prochaine session de l'O.N.U. Révétons enfin qu'au cours des entretiens secrets américano-égyptiens, lesquels ont été révélés par nous voilà déjà pas mal de temps, l'Egypte a fait discrètement avertir l'ARMCO qu'il ne faudrait pas songer à la réalisation du pipeline projeté entre l'Arabie saoudite et Suez si le gouvernement des Etats-Unis observait officiellement une trop grande réserve à l'égard des revendications égyptiennes. C'est sans doute pourquoi on annonçait hier officiellement au Caire que le nouvel ambassadeur de Grèce accrédité auprès de Sa Majesté Farouk présenterait ses lettres de créance à "Sa Majesté le roi d'Egypte et du Soudan. Insistons enfin sur la visite officielle rendue par le ministre d'U.R.S.S. au Caire à monsieur Semen Kozyrev et qui préfigure paraît-il "un accord commercial de grande envergure avec l'U.R.S.S."

UN SAVANT AMERICAIN PROPOSE LA CONSTRUCTION D'UNE PILE ATOMIQUE EN ALLEMAGNE.

Le professeur Compton, chancelier de l'université Washington à St Louis (Missouri) vient d'écrire au professeur allemand Léo Brand, de Cologne que l'association des savants américains menait campagne pour que les savants allemands aient le droit de construire une pile atomique.

SAIGON FORCE SON JEU CONTRE LE FRANC.

A Saïgon, les financiers jouent sans limite ni pudeur la chute du franc. Selon une information sûre, le lingot d'or de 1 kilog a été négocié jusqu'à 7 million 437.000 francs.

Précisions sur l'inter nickel.

Nous agons signalé récemment une hausse certaine qui a été vérifiée sur l'International nickel. Nous apprenons aujourd'hui que la plus grosse part des titres était entre les mains d'un groupe canadien qui a manoeuvré pour le faire monter sur toutes les places. Malheureusement, ce titre est arrivé un peu tard sur le marché français, et si nos compatriotes ont pu bénéficier d'une hausse sur la valeur, ils n'ont pu tirer de ce fait le maximum de bénéfices de l'opération. Aujourd'hui nous considérons l'inter nickel comme une bonne valeur de portefeuille qui ne peut aller qu'en se consolidant, mais dont le stade spéculatif est dépassé.

Valeur spéculative :

Nous conseillons aujourd'hui Droit Simca.

Une importante firme américaine a un représentant qui réside en permanence à Leningrad.

Nous affirmons que la société américaine Willie Heineberg a délégué un représentant clandestin qui réside depuis de nombreux mois à Leningrad, et travaille avec plusieurs trusts d'état soviétiques. Le financement des opérations est effectué par le truchement de monsieur Wallenberg, directeur général de la "Stockholms Eskida Bank".

L'ARGENTINE VA REVENDIQUER LES ILES FALKLANDS.

Le général Perón mettant à profit la situation difficile qui est actuellement celle de l'Angleterre sur le plan international, va revendiquer très énergiquement le retour des Falklands à l'Argentine. Si Londres résiste, le Président du gouvernement argentin menacera d'une expédition militaire.

MENACES DE GREVES EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE.

des syndicats

Monsieur Christian Sette, président de la confédération de l'Allemagne de l'Ouest, a fait remettre hier une lettre à monsieur Adenauer, dans laquelle il somme le chancelier fédéral de prendre ouvertement position avant la fin du mois sur le problème de la co-gestion. Si le chancelier ne donne pas satisfaction aux syndicats, un large mouvement de grèves serait aussitôt déclenché.

LA GENERAL ELECTRIC REDUIT LE TEMPS DE TRAVAIL DANS SES USINES.

La "General Electric" vient de licencier 275 ouvriers dans quatre de ses usines de tubes fluorescents. De plus, elle vient de ramener de 5 à 4 jours la durée de la semaine de travail. En Angleterre, la pénurie du minerai d'acier et de ferraille perturbe gravement la réalisation du programme d'armement. Non seulement monsieur Gaitskell a dû demander aux U.S.A. l'achat de 800.000 tonnes d'acier fini, mais encore la Vauxhall Motors qui doit réduire faute d'acier sa production automobile a licencié la semaine dernière 375 ouvriers.

L'ESPAGNE ET LA YOUGOSLAVIE N' ADHERERONT PAS AU PACTE ATLANTIQUE.

Cela pour deux raisons:

- a) La première, qui pourrait d'ailleurs se suffire à elle-même, est que le général Franco tout comme le maréchal Tito, ne voient que des désavantages à leur participation directe.
- b) Les Américains, qui n'ont aucune confiance à la fois dans les capacités et dans le loyalisme des généraux européens, considèrent qu'il est fort heureux de pouvoir disposer d'un pays (il s'agit de l'Espagne) où leur Etat-Major ait les mains complètement libres.

NOMINATION DANS LE HAUT COMMANDEMENT NAVAL BRITANNIQUE.

Nous sommes en mesure de révéler qu'au 1er décembre prochain, l'amiral Mac Gregor remplacera l'amiral Fraser au Haut Commandement de la Flotte anglaise. L'amiral Mac Gregor est connu pour ses sentiments de profonde indépendance vis-à-vis des américains. Il faut noter que cette mesure intervient au moment où les plus hauts fonctionnaires britanniques déclarent en privé ne plus accorder aucun crédit à NATO, et suggèrent que la Grande-Bretagne devrait établir au plus tôt un programme particulier de défense. A Londres, on considère que l'intention des Etats-Unis de baser en Europe 140 groupes aériens, peut être interprétée par l'U.R.S.S. non plus comme un système légitime de défense, mais bien comme une base d'agression.

HARRY BUTCHER, AGENT ELECTORAL N°1 D'EISENHOWER.

Le général Eisenhower, qui connaît mieux que personne les difficultés graves auxquelles se heurtent quotidiennement sa mission atlantique, songe de plus en plus à sa candidature à la Présidence des Etats-Unis. Révétons qu'il entretient une correspondance quotidienne avec le capitaine de vaisseau Harry Butcher, qui joue aux Etats-Unis le rôle d'agent électoral n° 1 du général, et qui affirme disposer dès aujourd'hui de tous les crédits et de tous les appuis nécessaires pour engager une campagne victorieuse. Révétons que le général prendrait l'étiquette de Republicain indépendant, et qu'il fera vraisemblablement une déclaration à ce sujet dans les quinze jours à venir. Il est significatif qu'Eisenhower ait confié tout récemment à l'un de ses collaborateurs de Marly qu'il était las de voir son autorité limitée au recrutement et à l'entraînement des forces européennes; ainsi qu'à l'établissement des plans stratégiques et tactiques. Il s'est plaint en outre "de n'être que le N° 3 dans la hiérarchie atlantique en Europe, alors que le n° 1 représentant du State Department, est un avocat à peu près inconnu monsieur Charles Spofford."

WALTER LIPPMANN SORTIRA SANS DOUTE DE SA RETRAITE.

Il était bien évident que la retraite du célèbre chroniqueur Walter Lippmann n'était qu'une fausse sortie. En réalité, le journaliste était en désaccord avec le State Department sur la politique des Etats-Unis en Extrême orient. C'est en effet parce qu'il était partisan de l'entrée de la Chine communiste à l'O.N.U. et de la conclusion d'accords commerciaux avec Mao Tsé Toung, qu'il a préféré se retirer pendant un temps de la vie publique. Il travaille actuellement à convaincre les principaux milieux d'affaires américains de la justesse de son point de vue et rendra très vraisemblablement publique sa position au cours de la campagne électorale.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

CONFIDENTIELElisées 24-63
ELYsées 24-6410 h - 12 h 30.
15 h - 17 h

Paris, le 27 Octobre 1951.

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels, recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

NOUS PREPARONS UNE SYNTHÈSE HEBDOMADAIRE SUR LES QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES.

Dans quelques jours, notre Organisation entrera dans son sixième mois d'existence. C'est sans doute avec plaisir que nos correspondants réguliers apprendront que nous avons décidé de compléter notre lettre quotidienne par la publication hebdomadaire d'une synthèse essentiellement réservée à la conjoncture économique et financière. Notre intention est de diffuser cette synthèse le ~~lundi~~ matin afin d'éviter à nos lecteurs réguliers, dont nous savons les instants précieux, la superposition un même jour de notre correspondance quotidienne et de cette synthèse. Il va sans dire que l'envoi de cette synthèse, comme le fonctionnement permanent de notre Service de Documentation, reste compris dans la participation forfaitaire qui nous est versée par nos correspondants réguliers, et qu'il ne leur sera donc réclamé aucun supplément. Par ailleurs, nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire de préciser que cette synthèse sera élaborée dans le même souci de stricte objectivité et de totale indépendance, lequel, du moins nous le pensons, est une des raisons déterminantes de ce que nous pouvons appeler aujourd'hui notre incontestable réussite. Nous ne pensons pas qu'il soit excessif de préciser que cette Lettre est devenue une base d'information et de renseignement indispensable, lue chaque matin avec le plus grand soin par les plus hautes personnalités responsables, politiques, diplomatiques, économiques et financières.

LE CONGRES RADICAL APPUIE LOURDEMENT SUR LES CONTRADICTIONS DE LA POSITION PLEVEN.

Il est significatif que monsieur Martinaud-Desplat ait répondu à monsieur Pinton, partisan d'un retrait immédiat des ministres radicaux: "Ne prenons pas la responsabilité de provoquer une Crise dont on nous accusera devant le Pays alors que le gouvernement Plevén est un moribond auquel d'autres se chargeront bien dans les jours à venir de donner le coup de grâce!"

Nous pensons donc que la motion qui sera soumise demain à l'approbation du Congrès de Lyon maintiendra la participation radicale au gouvernement aux trois conditions suivantes:"

- 1° Pas d'échelle mobile.
- 2° Réformes chirurgicales de la Sécurité sociale.
- 3° Réforme constitutionnelle comportant en particulier la suppression de la formalité d'investiture.

Autant de points sur lesquels la S.F.I.O. se montrera intraitable si comme le souhaite monsieur Plevén, elle était disposée à lui accorder son soutien. Ajoutons que chaque jour de nouvelles interpellations sont prévues sur le problème de l'essence, et que l'on peut aujourd'hui se demander si cette décision pour courageuse qu'elle ait été, n'est pas en fait la peau de banane, habilement jetée, qui peut accélérer la chute du cabinet Plevén.

-2-

A L'E.D.F., LA VENTE D'UNE PARTIE DE L'ACTIF IMMOBILIER N'A PAS PROVOQUE LES REACTIONS REDOUTEES.

On redoutait, au Ministère de la Production Industrielle, de très vives réactions cégétistes à l'annonce de la mise en vente par E.D.F. de certains immeubles et châteaux achetés en des temps proches des nôtres, et dont on ne peut pas dire que leur possession contribuait à accroître bien efficacement la production nationale d'énergie électrique. Des réunions de protestation avaient été projetées "pour la défense du patrimoine inaliénable des organisations ouvrières". Mais, au cours d'une réunion particulièrement orageuse, les anciens responsables de certaines gabegies se disputèrent avec une remarquable véhémence, s'accusant les uns les autres des plus noirs méfaits, voir des pires concussions. Bien qu'il ne soit pas certain que la présence invisible d'agents de la Sûreté Nationale soit à l'origine de cette dispute, le résultat est que la C.G.T. a provisoirement décidé de ne pas soulever officiellement le lièvre et de laisser s'accomplir la cession d'une part de l'actif immobilier de l'Electricité de France. Il faut bien en conclure que le potentiel combatif n'est pas très élevé parmi le personnel d'E.D.F.

CRISE A L'A.F.P.

Notre grande agence d'informations, dont on ne sait au juste si elle est officielle ou officieuse, traverse actuellement une crise très grave. En particulier, son directeur M. NEGRE refuse de revenir sur une décision prise par lui d'envoyer, en qualité de correspondant à Madrid, M. GAILLAC, qui était jusqu'à ce jour directeur des services parlementaires de l'Agence. Cette mutation n'étant en fait qu'un prélude à une très large "révision" des valeurs. Une proposition d'apaisement a cependant été formulée qui consisterait à envoyer M. GAILLAC effectuer en Afrique un très long voyage par petites étapes, étant entendu que lui seraient accordés... de très généreux frais de mission. Ce projet soulève de très vifs remous, dans les rangs du petit et moyen personnel de l'Agence, qui se plaint, à juste titre d'ailleurs, d'être un des plus parcimonieusement rétribué de toute la presse française et étrangère. Une crise à l'A.F.P. au moment où va s'ouvrir à Paris la session de l'ONU, ne peut qu'être hautement préjudiciable au prestige des intérêts français.

UNE DEUXIEME ESCADRE AERIENNE AMERICAINE RALLIERA LA FRANCE FIN NOVEMBRE.

Ainsi que nous l'avions prévu voilà plus d'un mois, et que le confirmait avant hier le Quai d'Orsay, une première escadre aérienne américaine se posera d'ici trois à quatre jours sur l'aérodrome de Bordeaux-Mérignac. Nous révélons aujourd'hui que vers la fin du mois de novembre, une deuxième escadre aérienne américaine, plus importante que la première, arrivera en France et sera basée sur l'aérodrome de Marignane, près de Marseille.

MULTIPLES PETITS SABOTAGES A LAKEN-HERTH EN ANGLETERRE.

De très nombreux petits sabotages sans gravité, mais inquiétants par leur répétition, ont été constatés depuis quelques semaines par les services de sécurité de l'aérodrome militaire de Laken-Herth en Angleterre. Il s'agit, par exemple, d'une détérioration des compresseurs à l'heure prévue pour le gonflage de pneus, d'embouteillage manifestement provoqués dans les hangars etc.... Notons que Laken-Herth est la seule base de B.36 actuellement équipée en Grande Bretagne.

Le 27 Octobre 1951

MONSIEUR ROBERT SCHUMAN A CONFIRME NOTRE INFORMATION DU 17 JUILLET DERNIER.

Prenons la liberté de rappeler que nous écrivions à cette date: "Selon un des très proches collaborateurs du Général Eisenhower, ce dernier estime qu'il serait militairement dangereux de mettre en ligne les troupes des différents pays d'Europe tant que n'existeront pas des Etats-Unis d'Europe.....Des officiers de SHAPE travaillent actuellement à un rapport destiné à l'administration de Washington, rapport qui préconise une nouvelle injection de dollars chaque fois, mais chaque fois seulement, qu'elle doit permettre de réaliser un nouvel effort européen d'union politique et économique."

Or, c'est au moment précis où la France implore les Etats-Unis, après l'échec de nos ministres à Ottawa, au moment où notre pénurie de dollars prend un aspect particulièrement dramatique, que Monsieur Robert Schuman, Ministre des Affaires Etrangères, prend officiellement position pour la création d'une union libre entre les pays de l'Europe Occidentale, pour un premier pas concret vers des Etats-Unis d'Europe. Une telle "coincidence" se passe, à notre sens, de commentaires.

UN GRAND INDUSTRIEL SUISSE COMMENTE LE PLAN SCHUMAN.

Le Quai d'Orsay commentait hier en ces termes la proposition de son Ministre: "La forme en serait souple et s'inspirerait des méthodes mises en oeuvre pour la construction du pool acier-charbon. Les nations participantes, quoiqu'abandonnant une partie de leur souveraineté nationale au profit d'un organisme directeur commun, conserveraient cependant leur indépendance, tout en appartenant à une formation plus vaste."

Nous pensons donc qu'il est intéressant aujourd'hui de rapporter quelques extraits d'un exposé fait tout récemment devant l'Union Centrale des Associations Patronales Suisses, par Monsieur Hans Sulzer, un des plus grands industriels de la Confédération, lequel commenta en ces termes le plan Schuman: "On doit cependant se poser la question essentielle: le plan Schuman répondra-t-il à ce qu'on attend de lui? Pourra-t-il être appliqué? Avec la meilleure bonne volonté, je ne peux pas encore le croire.....Il ne signifie rien moins qu'un dirigisme totalitaire, exercé par une instance supérétatique, jouissant de pleins pouvoirs et enlevant aux états membres et à leur économie toute possibilité de prendre librement leurs dispositions, en les soumettant, pour des questions vitales, à une dictature qui ne pourrait être plus impérative. ...Il n'est pas possible d'apporter la paix au monde par des dispositions impératives dictées par la haute politique; de modifier sur un simple signe de ceux qui sont aux leviers de commande la structure économique des différents états telle qu'elle a été formée par l'histoire."

Ce qui nous ramène à détacher encore quelques lignes de notre correspondance du 17 Juillet dernier: "SHAPE, par exemple, va être amené à combattre ouvertement ses meilleurs alliés idéologiques: Les sidérurgistes qui n'acceptent pas le plan Schuman, considéré par Eisenhower comme la pierre angulaire des Etats-Unis d'Europe."

Très grosses demandes sur l'acide sulfurique.

Un très important industriel anglais, fabricant de rayonne, a conclu tout récemment un accord avec plusieurs petites entreprises françaises qui lui livrent de l'acide sulfurique. L'acide est acheminé à travers la Manche en wagons citernes français. Le prix de revient de l'acide est extrêmement élevé mais l'industrie britannique achète à n'importe quel prix.

-4-

Dupont de Nemours a fait 1.150 millions de dollars de chiffre d'affaires de janvier à Septembre 1951.

Ce chiffre marque une augmentation de 24% par rapport à l'exercice portant sur la même période de l'année précédente. Néanmoins, le profit a baissé. En effet, après versement des impôts, le dividende a seulement été fixé à 3,35 au lieu de 4,67.

L'Association des Banquiers Américains élève de sévères critiques

Le phénomène constaté chez Dupont de Nemours tend à se généraliser dans tous les secteurs de l'Industrie aux Etats-Unis. Les Compagnies sont prises entre les prix de revient de plus en plus élevés et les prix de vente, maintenus par des plafonds officiels. Les banquiers doutent que le gouvernement américain puisse dépenser 70 milliards de dollars cette année et 87 milliards l'an prochain sans procéder à de sérieuses réformes. L'Association des Banquiers Américains n'a pas hésité à déclarer tout récemment : " Nous avons essayé et nous essayons encore de faire trop de choses en même temps. "

Les mêmes milieux soulignent qu'il n'est pas possible de frapper l'industrie de plus lourdes taxes que celles qui l'affectent actuellement. On pense que si la guerre n'éclate pas, le Gouvernement américain devra procéder à de très sérieuses réductions de ces taxes et que cela ne sera guère possible avant 1954.

Notons qu'aux Etats-Unis, le chômage a considérablement régressé puisqu'il ny a plus qu' 1.600.000 chômeurs secourus, contre 2.300.000 voilà un an. Une partie cependant de ces ex-chômeurs a été appelée sous les drapeaux.

Très fortes demandes sur l'aluminium aux USA.

Pour le début de 1952, les ressources prévues en Aluminium sont près de 50% inférieures aux besoins exprimés. Certes, le plan des 95 Groupes aériens sera réalisé en temps voulu, mais l'augmentation constante des forces aériennes US aggrave le problème du ravitaillement en aluminium.

Par contre, les livraisons d'armes américaines à l'Europe sont très en retard par rapport aux plans prévus, tout comme est très en retard la production d'armements européens.

LE Mig 15 est en fait un appareil britannique amélioré.

Le Mig 15, récemment pris intact en Corée, est en fait équipé d'un moteur dérivé d'un modèle britannique, livré à l'URSS en 1946, très sensiblement amélioré selon une technique à laquelle n'avaient pas pensé les ingénieurs anglais et américains. Rappelons en marge que l'URSS envoie actuellement chaque mois en Extrême Orient plus d'avions tactiques à réactions que n'en produit dans le même temps l'industrie américaine.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

C O N F I D E N T I E L

Elysées 24.63
24.64

10 h - 12 h 30
15 h - 17 h

Paris, le 30 Octobre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

MONSIEUR ANTHONY EDEN A PARIS VIENT PARLER "DEVALUATION".

Le départ quelque peu précipité pour Paris de Monsieur Anthony Eden, premier ministre adjoint du nouveau gouvernement anglais n'est pas uniquement justifié par le désir de provoquer de grands contacts internationaux avant l'ouverture de la session des Nations-Unies. Bien au contraire, nous avons la certitude que les occidentaux, comme les soviétiques entendent profiter de cette session pour échanger, sans excessive publicité, et beaucoup plus commodément qu'en toute autre occasion, leurs vues sur les principaux problèmes de l'heure présente. Nous pensons qu'en matière de conjoncture, nos correspondants peuvent nous accorder le plus grand crédit puisqu'une fois de plus le déroulement des événements leur permet de vérifier la qualité de nos informations et la rigueur de nos méthodes.

Le voyage de M. Eden n'a pas non plus été suggéré par le Quai d'Orsay, où certain très haut fonctionnaire tient à peu près le langage suivant: "Certes, nous pouvons obtenir beaucoup plus des conservateurs que des travaillistes. Cependant, la position des conservateurs étant précaire, ce que nous obtiendrons d'eux risque un jour d'être remis en question par les travaillistes. Mieux vaut donc attendre et ne rien faire."

N'en déplaise à Gribouille diplomate, M. Churchill, qui veut être un grand homme de la réconciliation universelle, entend simplement "déblayer le terrain" avant la rencontre de Chaillot et c'est pourquoi nous sommes en mesure d'affirmer que M. Anthony Eden vient fort peu parler d'Armée Européenne, et beaucoup parler économie et finances. L'inflation est un mot qui reviendra souvent au cours de ces entretiens si hâtivement organisés. En Angleterre, l'indice des prix de détail est passé de 117 à 127 depuis le début de l'année alors que les salaires n'ont progressé que de 115 à 120. Les dividendes déclarés par les sociétés industrielles ont seulement augmenté de 9,8 % alors que leurs bénéfices étaient en hausse de 23,2 %. Les avances bancaires à fin septembre dépassaient de 275 millions de livres celles du même mois de l'an dernier. Toujours en se référant à la même période de l'an dernier, le montant des chèques et effets passés par la Chambre de Compensation des Banques marque une augmentation de 17,4 %. Autant de signes inflationnistes indiscutables, qui risquent d'être aggravés l'an prochain par un surcroît de dépenses d'armement. On comprend donc facilement que la parité de la Livre soit un des problèmes qui retiennent le plus directement l'attention du nouveau gouvernement britannique.

MONSIEUR PLEVEN "MORT EN SURSIS" S'INQUIETE DU BUDGET DE LA DEFENSE NATIONALE.

Ainsi que nous l'avions prévu, les travaux du congrès radical sonnent à terme plus ou moins rapprochés, le glas de l'actuelle combinaison gouvernementale.

encore de deux ou de dix semaines de vie, Mais nous pouvons révéler, ce qui nous paraît symptomatique, qu'en marge des entretiens du Président du Conseil avec les leaders de la majorité, ce qui est naturel, M. René Mayer inaugure un cycle de consultations, ce qui l'est moins. Ce qui ne nous met que plus à l'aise pour rapporter un dialogue qui s'est échangé hier entre MM. Pléven et René Mayer. " Il n'est question que de notre mort dans le discours d'Herriot, déclara M. Pléven. " A quoi le Ministre des Finances lui répondit fort diplomatiquement: " Relisez ce discours et vous verrez qu'il s'agit surtout de la mort définitive des autres dans le cas où ils désireraient vraiment tenter une éphémère aventure. " Nous ne saurions assurer que cette deuxième lecture a apporté au Président du Conseil tous les apaisements qu'a crû y discerner son actif vice Président. En attendant, sous l'impulsion de M. Paul Feynaud, la Commission des Finances de l'Assemblée doit entendre aujourd'hui MM. Pléven, Mayer, Courant et Hugues, lesquels devront bien donner leur sentiment quant à la fixation d'un quantum pour le budget de la Défense Nationale, discuté hier au cours d'une conférence inter-ministérielle. Ce qui revient à dire que dans l'ordre d'urgence, on veut d'abord traiter le problème que nos amis américains considéraient comme le plus urgent.

LES INDEPENDANTS ET LE R.P.F. NE CACHENT PAS LEUR MECONTENTEMENT.

Citons simplement deux déclarations faites à l'un de nos informateurs, l'une par M. Gaston Palewsky, l'autre par M. Antier, Ministre de l'Agriculture. M. Palewsky: "Le discours de M. Herriot constitue à la fois une provocation à la véritable majorité indigne de ce grand orateur et de ce grand républicain; Mais aussi un ultimatum que nous relèverons à notre heure avant la fin de l'année. Il n'y a plus sans nous de majorité stable au Parlement. M. Herriot désire sans doute l'apprendre à ses dépens."

M. ANTIER : "C'est une manifestation déguisée de la mauvaise humeur du Parti Radical qui s'attendait à de meilleurs élections cantonales. Les Indépendants et nous, avons formulé avec beaucoup de modération nos légitimes revendications après cette consultation électorale. Nous ne nous attendions pas à ce que M. Herriot prenne prétexte de nos succès pour amorcer une manoeuvre machiavélique, dont le but est de nous éliminer le plus vite possible du pouvoir. Nous avons encore présentes en la mémoire de semblables manoeuvres venant du même bord, et qui émaillent l'histoire de la IIIe République. Nous savons donc à quoi nous en tenir."

DIVERGENCES DE VUES ENTRE LE GENERAL GUILLAUME ET LE CONSUL DES USA A RABAT.

L'euphorie est loin de régner à Rabat où le consul des U.S.A. a échangé des propos fort vifs avec le Résident Général dont il désapprouve tout au moins les déclarations véhémentes. Ce diplomate bombarde le State Department de rapports rédigés en termes fort énergiques. On peut se rappeler qu'à peu près dans le même temps où le général Eisenhower déclarait publiquement que les aspirations du monde arabe devaient être satisfaites "de Dakar aux Philippines", le général Guillaume se promettait non moins publiquement "de faire manger de la paille aux Nationalistes marocains".

RAPPORT U.S. CONTRE LE DISCOURS DEMONSIEUR DALADIER AU CONGRES RADICAL.

Un spécialiste du département de la "guerre psychologique" américain en France, vient d'envoyer un rapport qui établit un parallèle extrêmement sévère entre une déclaration de monsieur Daladier au congrès radical, et la présence de monsieur Jean-Paul David, généralement considéré comme le "poulain" politique de monsieur Daladier, à la tête du mouvement "Paix et Liberté". Monsieur Daladier en effet déclarait sans ambiguïté à la tribune de Lyon qu'il ne croyait pas au danger de guerre russe en Europe et qu'il considérait par contre "que l'Armée allemande était le vrai danger pour la Paix et pour la

France". Le spécialiste américain considère que de tels propos contrastent fâcheusement avec l'action du mouvement Paix et Liberté" qui a déjà absorbé des centaines de millions pour alimenter une propagande qui défend les thèses les plus directement opposées à ces propos".

Quatre nations européennes contre l'application du plan Van Zeeland.

La Hollande et le Danemark prendront catégoriquement position contre l'application en Europe du plan Van Zeeland, dès que celle-ci aura "officiellement" été préconisée par le Comité des Sages. La Suisse et la Suède combattront également ce plan moins ouvertement mais non moins efficacement.

HAUSSE SUR L'ETAIN D'ICI QUATRE A SIX SEMAINES.

L'Indonésie et la Bolivie ayant maintenu leurs prétentions, les U.S.A. avaient provisoirement cessé d'acheter, et utilisaient pour leurs fabrications une partie de leur stock de sécurité. S'ils maintiennent leur position, ils se trouveront d'ici quatre à six semaines en rupture de stock stratégique, position très vivement déconseillée par les experts du Pentagone. On peut donc prévoir pour cette période une très sensible hausse sur le marché de l'étain.

Le mica de Madagascar indispensable pour les armements électro-techniques.

Le mica phlogopite, dont la grande île est pratiquement le seul producteur du monde entier, est devenu un des matériaux indispensables à la fabrication de certains engins militaires électro-techniques, dont les chaînes de fabrication sont actuellement en cours d'installation aux Etats-Unis.

Les producteurs allemands contre l'importation massive d'agrumes d'Espagne.

Le syndicat des paysans allemands, celui des producteurs de fruits ainsi que le ministre du ravitaillement s'élèvent contre la décision du gouvernement fédéral d'importer d'Espagne au titre de la campagne actuelle 12 millions de DM d'oranges. Ils étaient seulement partisans d'importation d'agrumes espagnols jusqu'à concurrence de 6 à 7 millions de DM. Cette importation massive s'effectuera donc au détriment de la production française et italienne d'oranges et d'agrumes.

Libération de nouveaux produits à l'importation en Allemagne au 1er Janvier 1952.

Une nouvelle liste de libération étudiée par le ministère fédéral de l'Economie en liaison avec les syndicats professionnels intéressés et le comité interministériel des importations, sera incessamment soumise à l'O.E.C.E. à Paris. Les libéralisations accordées au 1er Janvier 1952 seront légèrement inférieures à 50% du programme général pour les produits finis, et légèrement supérieures à 50% du programme général pour les matières premières.

La Suisse s'insurge contre les nouveaux tarifs douaniers allemands.

Le Délégué du conseil fédéral pour les accords commerciaux vient de déclarer devant un groupe d'industriels qu'il considérait que la révision des tarifs douaniers actuellement en cours à Bonn prenait un caractère nettement protectionniste qui affecterait particulièrement la Suisse, en sa qualité d'exportateur vers l'Allemagne de produits de haute qualité. L'inquiétude suisse se localise plus particulièrement vers les textiles qui atteignent actuellement 40% du total de ses exportations vers l'Allemagne. Mais l'Agriculture s'inquiète également de la nouvelle tarification qui affecte le fromage et les fruits tout comme les industriels revendiquent un abaissement de ces tarifs pour les produits chimiques, pharmaceutiques, les colorants, les machines (plus particulièrement les machines à coudre) et l'horlogerie. La Suisse espère fermement que l'Allemagne revien-

-4-

dra à de meilleurs sentiments, et l'on ne manque pas de faire remarquer à Berne, qu'au cours des années passées, la Suisse a plus souvent marqué de compréhension vis-à-vis des difficultés allemandes que d'autres nations, et que, depuis la réforme monétaire, elle est devenue un marché fort intéressant pour les exportateurs allemands.

Un rapport secret parvenu au Foreign Office met en cause le beau-père de monsieur Mac Ghee.

Une des raisons du brusque rappel à Londres de Sir Francis Shepherd ambassadeur de Grande-Bretagne en Iran qui doit être entendu à Londres en consultation, est un rapport envoyé du Caire par les services spéciaux britanniques selon lequel le propre beau-père de monsieur Mac Ghee, éminent conseiller de groupes pétroliers américains, serait à l'origine des difficultés britanniques en Proche et en Moyen-Orient, et que, plus particulièrement, il serait à l'origine " de la dérobade du Shah " dont nous avons entretenu nos lecteurs, tout comme il aurait vivement mais secrètement soutenu Nahas Pacha en Egypte. Rappelons simplement pour mémoire que la Shell et l'Anglo-Iranian ont constitué tout récemment "la Shell d'Arcy Development Company of Nigeria limited" pour la prospection pétrolière en Afrique noire. Si des troubles éclatent dans les mois à venir en Afrique noire, gageons que le Nigeria sera un des pays parmi les premiers affectés.

LE KREMLIN NE VEUT PAS D'AMERICAINS AU SPITZBERG AFIN QUE SON NOUVEAU CUIRASSE PUISSE ETRE ESSAYE SANS DANGER D'OBSERVATION.

Dès le 13 Juillet, nous révélions que le Spitzberg allait faire bientôt l'objet d'une véhémente controverse internationale. Depuis, monsieur Vichynski a pris l'initiative que l'on sait et la Presse soviétique ; ces tout derniers jours reprenait la question. Nous croyons savoir que le brusque réveil du Kremlin est en fait provoqué par un fait nouveau précis. L'U.R.S.S. vient de mettre en activité un nouveau cuirassé que les services spéciaux américains disent jauger 45.000 tonnes, mais qui en jauge en réalité 52.000. A bord de ce navire, se trouvent installés une série de dispositifs de défense aérienne par fusées télé-commandées, dont la mise au point a pu être réalisée grâce au concours d'ingénieurs allemands. Moscou voudrait procéder à de grands exercices destinés à éprouver l'efficacité de ces dispositifs, hors de la portée possible "d'observateurs électroniques" occidentaux. La Mer Blanche ne permet pas d'effectuer à l'échelle de bataille les manoeuvres nécessaires, et la présence d'Américains au Spitzberg rend la mer de Barents provisoirement impropre. C'est la raison pour laquelle Moscou rappelle aujourd'hui à Oslo les termes de l'accord secret soviéto-norvégien de juin 1947.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

CONFIDENTIELELYsées 24-63
ELYsées 24-6410 h - 12 h 30
15 h - 17 h

Paris, le 31 Octobre 1951.

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

IL EST A NOUVEAU QUESTION DE MANIPULATIONS SUR L'OR.

On sait qu'une des idées "force" de monsieur René Mayer est la lutte contre les cours surfaits de l'or, de la pièce française de 20 francs en particulier. Deux mesures viennent d'être suggérées par un technicien éminent de la rue de Rivoli, dont on peut dire que si l'une est orthodoxe, l'autre l'est moins. La première suggestion consisterait purement et simplement à frapper des pièces au millésime de l'année en cours qui seraient amenées à remplacer certaines grosses coupures.

La seconde, dont un petit état d'Europe a fait voilà quelque temps la démonstration clandestine, consisterait à frapper "de vrais faux louis d'or" afin de faire bénéficier la Banque de France de la bonification que subit le lingot quand il est transformé en louis.

Les deux monnaies d'or, l'authentique et la "vraie fausse", devant être jetées évidemment simultanément sur le marché, afin de peser sur les cours. Bien que le ministre des Finances n'ait pas formellement démenti ces deux suggestions, elles nous paraissent relever, la seconde tout au moins, de la plus haute fantaisie. La référence au petit pays plus haut cité ne nous semble pas convainquante, car il s'était alors agi de "naturaliser" des stocks d'or en lingots "déposés" par les dirigeants du IIIème Reich dans les caisses de la banque nationale de cet état.

NOTRE DEFICIT AUGMENTE A L'UNION EUROPEENNE DES PAIEMENTS.

Nous avons révélé en son temps que pour la 1ère fois depuis sa création la France était devenue débitrice de l'Union européenne des paiements. Si nos informations sont exactes, notre déficit s'est trouvé augmenté d'une trentaine de millions de dollars dans la semaine du 18 au 25 Octobre. Ainsi donc, la tendance négative se poursuit. Ce nouveau déficit est imputable cette fois à notre trafic avec la zone sterling, avec la Hollande, avec l'Italie et avec la Suisse. On a tenté de nous expliquer qu'une partie du déficit imputable à la dernière semaine d'exercice connu était provoqué par des rapatriements massifs de salaires vers l'Italie et la Belgique. Cette explication ne nous paraît valable que pour trois à quatre millions de dollars au grand maximum.

Rappelons une fois encore que le dollar est essentiellement utilisé comme "unité de compte" par l'Union Européenne des Paiements.

LE CONSEIL DES MINISTRES D'AUJOURD'HUI TRAITERA SURTOUT DE PROBLEMES POLITIQUES.

Un différend oppose le Comité des Sages, qui suggère pour la France un budget militaire de 1.380 milliards de francs, et la Commission des Finances de l'Assemblée qui entend se limiter à 1.000 milliards. On fera certainement intervenir le biais d'un "collectif" réservé à la guerre d'Indochine et qui permettrait d'ajouter environ 200 milliards aux crédits suggérés par la Commission. Néanmoins, ce n'est pas essentiellement de ce problème urgent que monsieur Plevén entretiendra aujourd'hui ses ministres. Son intention est au contraire de procéder avec eux à un vaste tour d'horizon politique, puisqu'aussi bien monsieur Plevén recevait hier monsieur Bourdet, qui préside le groupe paysan depuis que monsieur Paul Antier est ministre.

Cette entrevue bouclait le cycle des audiences accordées par lui aux différents présidents de groupes. En fait, M. Pleven, qui avait ~~trou~~ trouver dans le discours de Lyon de M. Herriot une élégante porte de sortie, vient d'être in extremis "regonflé" par M. Paul Reynaud, qui veut être "l'homme-qui-aura-fait-voter-le-budget-avant-le-trente-et-un-décembre." M. Paul Reynaud pense que son propre prestige s'en trouvera grandi et lui permettra alors d'envisager pour un proche avenir la grande opération dont il rêve depuis le 17 juin dernier: Un gouvernement de concentration de droite dont il serait le président. Notons qu'au cours de ce conseil des ministres, M. Robert Schuman fera un exposé sur la situation étrangère et que M. Bourges-Maunoury proposera quelques modifications à la loi de 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre". Les modifications réclamées par le Ministre adjoint de l'Armement porteront essentiellement sur le régime des carburants, l'entreprise de travaux publics et le statut des ouvriers étrangers en France.

La situation du bataillon de Corée sera également évoquée au cours de ce conseil des Ministres.

CE QUE M. REYNAUD A SUGGERE A MONSIEUR PLEVEN.

Il est bienévident que pour décider M. Pleven à prolonger son aventure de quelques semaines, M. Paul Reynaud ne s'est pas contenté de prodiguer au Président du Conseil quelques bonnes paroles aussi vagues qu'évasives.

Devant les réactions soulevées, par l'éventualité d'une délégation des pouvoirs de l'Assemblée et la possibilité pour le gouvernement d'agir par décret-loi, M. Paul Reynaud a opportunément rappelé à M. Pleven une habileté dont avait usé M. André Marie, alors président du Conseil, en Aout 1948. Ils s'agissait simplement d'une délégation au gouvernement "de pouvoirs réglementaires destinés à opérer les économies qui s'imposent dans le cadre de chaque ministère." C'est là une astuce parlementaire d'une habileté consommée pour permettre au gouvernement d'intervenir tant dans les affaires de la sécurité sociale, (qui dépend du Ministère du Travail) que dans les différents secteurs nationalisés (qui dépendent du Ministère de la Production Industrielle et de l'Energie). La délégation de ces pouvoirs au gouvernement n'étant pas limitée dans le temps, c'est ce qui permit à M. Queuille d'opérer postérieurement à la démission du Cabinet que présidait M. André Marie, d'assez sérieuses modifications de la S.N.E.C.M.A. Il est bon de rappeler également que c'est la volonté d'user de cette délégation, laquelle avait pourtant été votée par la S.F.I.O. qui provoqua la chute de M. Marie. M. Reynaud a donc suggéré à M. Pléven de faire examiner par ses conseillers juridiques si de tels pouvoirs étaient automatiquement reconduits, ou si, au contraire, un nouveau vote de l'Assemblée était nécessaire.

LE CAPITAL PRIVE VA REPRENDRE PIED DANS LES SECTEURS NATIONALISES.

La volonté de tous les modérés, plus ou moins ouvertement exprimée, est de pratiquer des brèches, de reprendre pied dans les secteurs nationalisés. C'est la raison pour laquelle un projet se trouve actuellement sur le bureau de M. Pinay qui tend à réorganiser la Régie Autonome des Transports Parisiens. On sait que cette régie groupe actuellement, d'une part l'ancienne compagnie du Métropolitain, d'autre part l'ancienne S.T.C.R.P. pour les transports en surface. Le projet Pinay consiste en un retour à cette différenciation, étant entendu que les capitaux privés seraient seulement réintroduits pour les transports en surface, lesquels, ainsi qu'on sait peut-être, sont très largement déficitaires. Si l'intervention de capitaux privés permettait dans un temps assez rapproché d'aboutir à une gestion équilibrée, ce serait évidemment là un argument de choix contre le principe même des nationalisations.

Il est nécessaire d'ajouter que le Mouvement Républicain Populaire, qui tient à rester en contact avec les socialistes, observe la manoeuvre qui s'amorce d'un assez mauvais oeil.

Le 31 Octobre 1951

BUSSIÈRES ET MARION EN LIBERTÉ.

Révétons que Paul Marion, Ministre doriote de la propagande du gouvernement de Vichy, et René Bussièrès, préfet de police de la Seine pendant l'occupation allemande, qui tous deux ont bénéficié de réduction de peine, se trouvent actuellement en liberté.

EN SUISSE ON CONSIDERE QUE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE S'EST AMELIOREE.

Jusqu'à ces tout derniers jours, les milieux militaires suisses étaient extrêmement pessimistes. C'est la raison pour laquelle des stocks relativement importants avaient été constitués dans le fameux "réduit suisse". La victoire des conservateurs en Angleterre a provoqué un véritable renversement de la conjoncture et une très haute personnalité du gouvernement fédéral a déclaré hier à l'un de nos informateurs: "Les deux grands vainqueurs survivants de la dernière guerre mondiale ne sont pas assez fous pour se lancer dans un nouveau conflit qui entraînerait l'anéantissement de tout un continent. Churchill comme Staline, qui sont des hommes âgés et réfléchis, savent fort bien que c'est en prolongeant la paix qu'ils laisseront "un beau portrait devant l'histoire". " Ce qui confirme une opinion généralement établie, à savoir que la forte personnalité de M. Winston Churchill est appelée à supplanter dans les jours à venir celle, moins nettement dessinée, de M. Harry Truman.

La Belgique contre le plan Schuman.

On considèrerait généralement dans les milieux spécialisés, que l'industrie belge était appelée à bénéficier très largement de l'application à l'Europe du pool de l'acier et du charbon. C'était sans doute une vue de l'esprit, car M. Martens, directeur des mines du Royaume, vient de terminer une note dont nous publions quelques extraits:

"La participation de la Belgique au plan Schuman aurait pour résultat l'éviction en deux phases de l'industrie charbonnière belge: Fermeture progressive des mines les moins rentables, puis réduction de la production à 5 ou 6 millions de tonnes contre les 28 millions de tonnes que nous produisons actuellement.... Toute notre économie tomberait de ce fait sous la coupe de l'Allemagne. L'Allemagne deviendrait notre principal fournisseur de charbon, ce qui lui donnerait de tels atouts politiques que nous nous trouverions bientôt placés sous sa dépendance."

La Cie de Suez vient d'investir au Canada

La Compagnie de Suez vient de prendre sérieusement position au Canada en participant, pour commencer, au capital de 3 millions de dollars canadiens d'une société créée en vue de l'exploitation des gisements de pétrole d'Alberta.

Attention à la laine.

On a trouvé "surprenante" la déclaration faite par le précédent gouvernement britannique de son intention d'acheter 40 millions de livres poids de laine au titre de la campagne de vente 1951-52. Il en résulta la très nette tendance à la hausse que l'on sait. Or, tout porte à croire que le gouvernement britannique (tout comme le gouvernement américain) s'est fixé une base d'action et que les achats cesseront automatiquement sitôt que le niveau prévu (qui est tenu secret) se trouvera atteint.

Pechiney et Organico vont étendre la culture du ricin en Afrique.

Certains responsables de ces firmes ont rencontré récemment à Brazzaville de hauts fonctionnaires avec lesquels ils ont étudié les moyens de développer la culture du ricin en A.F.F. La Société Organico, qui possède déjà deux usines en service, construit un nouveau centre de production qui doit traiter dix tonnes par jour nécessitant une surface de culture de 75.000 hectares. Par ailleurs, la culture du ricin va être développée en Guinée, au Sénégal et au Maroc, où 10.000 hectares viennent d'être achetés à cet effet. Rappelons qu'il s'agit du développement du "Polyamide Rilcan" dont le type le plus connu est le nylon et que l'ancienne technique ne permettait que de tirer du charbon et des phenols dont la pénurie mondiale est extrême. Il ne faut pas négliger l'importance de ces travaux, qui soulignent la transformation d'une industrie en pleine progression, tandis que l'usage du ricin cesse d'être limité aux fabrications pharmaceutiques et aux huiles de graissage.

Depuis un mois, la France a repris sa place dans le domaine de la construction navale.

Selon la Lloyd's, le tonnage en construction dans les chantiers, à la fin du dernier trimestre a atteint 482.347 tonnes contre 439.363 tonnes au 30 juin. Nous retrouvons ainsi la deuxième place qui nous avait été précédemment ravie par le Japon. La Grande Bretagne est toujours en tête avec 2.271.640 tonnes, soit 41,57 % du tonnage mondial en construction. Après la France, se placent le Japon (448.135 tonnes), l'Allemagne (430.927 tonnes) et les USA (377.315 tonnes). Il s'agit bien entendu de la construction de bateaux marchands, paquebots et cargos.

Pour les pétroliers en construction, voici les chiffres:

1.255.754 tonnes dans les chantiers britanniques, soit 65,3% du tonnage mondial en construction.

2.66.170 en Suède, 124.800 en Allemagne, 115.653 en Hollande, 95.728 en France, 95.580 au Japon, 76.300 en Italie.

Notre correspondance quotidienne ne sera pas diffusée demain 1er Novembre.
Notre prochaine correspondance portera donc la date du vendredi 2 Novembre 1951.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

"INFORMATIONS ET CONJONCTURE"

C O N F I D E N T I E L

79, avenue des Champs-Élysées
ÉLYsées 24-63
(lignes groupées)

Paris, le 24 Novembre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures :

GRAVES DIFFICULTES AVEC LES PAYS D'OUTREMER.

A la veille de la constitution du Haut Conseil de l'Union Française, les différends qui opposent la métropole à plusieurs Etats d'outremer prennent un tour aigu. Une fois de plus, notre Pays au moment même où se pose avec acuité le drame de sa place dans le monde, risque de faire les frais d'une impardonnable séquelle de mécomptes et de bévues.

Pour la Tunisie, nous écrivions le 24 Octobre, alors que le Quai d'Orsay et la presse se complaisaient dans une béatitude feinte : "Le Chef du Gouvernement tunisien... a rapporté qu'il avait clairement posé en quatre points "les revendications du peuple tunisien" et qu'il entendait qu'on lui réponde sans équivoque ni ambiguïté. Voici quels sont ces quatre points :

Création d'une Assemblée représentative purement tunisienne
Arrêt immédiat du recrutement de fonctionnaires non tunisiens de la Résidence.

Constitution d'un ministère tunisien homogène hors de tout contrôle de l'Administration française.

Suppression du visa de la Résidence."

Hier 23 Novembre sous le titre "les conversations franco-tunisiennes dans une passe difficile" le journal "Le Monde" confirmait point par point les exigences de Monsieur Chefik. Bien entendu, aucune disposition à ce sujet n'a été arrêtée depuis plus d'un mois que le problème est posé, par le Gouvernement.

Au sujet du Maroc, nous n'avons cessé de publier les rapports d'observateurs étrangers dont les conséquences s'avèrent aujourd'hui, par impéritie, pratiquement inévitables.

Quant au nouveau voyage en France du Général Delattre de Tassigny, il serait également enfantin de s'imaginer qu'il signifie l'euphorie et la satisfaction. Il faut reconnaître au Général Delattre de Tassigny un incontestable don de clairvoyance et le souci de ne pas se payer de mots. Dans les milieux militaires, on pense que le Général restera près d'un mois à Paris, intention qui fait long feu de la thèse officielle selon laquelle il ne s'est déplacé que pour assister, le 29 Novembre, à la séance inaugurale du Haut Conseil de l'Union française. A la vérité, si le Général Delattre de Tassigny était aussi satisfait de Paris et de Washington qu'on le prétend en haut lieu, il est vrai-

- 2 -

semblable qu'il voyagerait un peu moins à travers le monde et resterait un peu plus avec ses troupes. Nous répétons ici, qu'il est effrayé par l'ampleur croissante du trafic sur les piastres. De plus, nous croyons savoir qu'il exprimera avec sa véhémence habituelle son mécontentement :

- 1°- sur "la lenteur obstinée" avec laquelle la métropole lui envoie au compte-goutte les renforts tactiquement indispensables
- 2°- sur les résultats décevants de ses entretiens avec le haut commandement américain qui lui non plus n'envoie pas le matériel promis.
- 3°- sur les campagnes de presse tapageuses qui commentent avec une méconnaissance ahurissante du terrain, une progression dans le "No-man's land" alors qu'il redoute avec la précarité des moyens mis à sa disposition, une meurtrière contre-offensive du Viet-Minh.

LE SENS DE L'EXTRADITION DE ROGER PEYRE.

C'est non sans un certain étonnement que l'on constate aujourd'hui que la Justice française vient seulement de demander l'extradition de Roger Peyré qui effectue en Argentine de fructueuses opérations commerciales. Nous croyons savoir qu'à l'occasion d'un récent déplacement de hautes personnalités aux Etats-Unis, un fonctionnaire important de la Sûreté Nationale a lui-même pris contact avec le prévenu en fuite. Il faut rapprocher cette démarche tardive du pourvoi, toujours en litige devant le Conseil d'Etat, du Général Revers. Il n'est plus mystérieux que l'intention de la plus haute juridiction de l'Etat est de laver publiquement l'ancien chef d'Etat-Major général qui aurait été sanctionné sans preuve. Il est évident qu'une telle orientation de cette pénible affaire provoquerait aussitôt une vive agitation, tant au R.P.F. que dans les milieux communistes, les uns comme les autres détenant des preuves que s'il existe des responsables dans cette affaire, il faut peut-être les chercher ailleurs que dans les milieux militaires. En tout état de cause, le retour de Peyré, après de si laborieuses négociations avec l'intéressé lui-même, servira sans doute fort peu au seul triomphe de la vérité.

LE R.P.F. VEUT DEVENIR UN MOUVEMENT OUVRIER.

Notre informateur qui assiste à Nancy aux Assises Nationales du Rassemblement du Peuple Français, nous a dit sa surprise devant le très grand nombre de militants qui se sont déplacés. Bien que l'immense majorité de ces "compagnons" appartienne indiscutablement à des milieux aisés les leaders du Rassemblement insistent sur le fait qu'ils aspirent à délaisser la bourgeoisie pour gagner les sympathies ouvrières. Le thème développé : "la Patrie, l'ordre et la liberté" est assez significatif pour se passer en soi de commentaire. Enfin, il semble bien que ceux qui escomptaient une dissociation entre la personne du Général de Gaulle et le R.P.F. se préparent d'amères déceptions. La phrase de Monsieur Terrenoire sur le refus par le R.P.F. "de reconstituer" les murs délabrés du régime avec les moellons du R.P.F., nous paraît la plus significative.

- 3 -

Le 24 Novembre

NOUS ECRIVIONS LE 14 JUILLET 1951 : "LE TRAITE DE PAIX AVEC L'ALLEMAGNE SERA SIGNE EN OCTOBRE OU EN NOVEMBRE... LE CHANCELIER ADENAUER A DECLARE A SES ADMINISTRES QU'IL PENSAIT LEUR OFFRIR UN TRAITE "EGALITAIRE" PEUT-ETRE POUR LE 11 NOVEMBRE ET EN TOUT CAS POUR LE 24 DECEMBRE."

Il nous paraît inutile de revenir une fois de plus sur la sûreté de nos informations. Précisons qu'hier à la Délégation américaine aux Nations Unies on redoutait l'évolution possible du débat de politique étrangère qui doit s'ouvrir le 30 Novembre prochain à l'Assemblée Nationale. En effet, l'accord signé avec l'Allemagne comporte sinon des clauses secrètes, du moins de nombreuses promesses et engagements (notamment sur la question sarroise) révélées ici depuis fort longtemps et dont la presse américaine se montre prodigue ces jours-ci. Les Conseillers politiques américains redoutent que la S.F.I.O. fasse état au Parlement des "révélations" de la presse d'outre-atlantique et que Monsieur Plevin soit une nouvelle fois appelé à poser la question de confiance.

CE QUE DIRA MONSIEUR VICHINSKI.

Le Président de la Délégation soviétique fera fort vraisemblablement aujourd'hui une intervention de pure propagande à la commission politique des Nations Unies. Un de nos informateurs a rencontré hier soir un Membre éminent d'une Délégation d'un pays satellite de l'U.R.S.S. qui lui a déclaré qu'à son avis, le traité avec l'Allemagne correspondait à l'exécution d'un projet américain à très court terme et que c'était au delà de ce terme qu'il convenait de situer les objectifs de la politique soviétique.

Un agent du Trésor américain observe les Sociétés françaises.

Monsieur Simmons, expert du Trésor américain, qui réside en France depuis plusieurs mois, vient de rédiger, à l'intention d'une commission de Washington, une note très complète sur le Crédit Foncier Colonial et de Banque. Cette note spécifie que cette maison a sextuplé ses ressources en trois ans et que ses profits disponibles sont 57 fois supérieurs à ceux de 1939. Monsieur Simmons a dû convenir dans sa note qu'il lui avait été impossible d'évaluer les réserves exactes de cet organisme bancaire.

Des acheteurs Anglais font acheter par le truchement de banques françaises des titres de la Société Générale d'Entreprise et de la Minière Inter-Coloniale.

Le Crédit Congolais, banque récemment créée à Bruxelles, est observée avec une grande attention par les mêmes banques de Boston et de Baltimore qui suivent avec intérêt les opérations de la Banque Lazard.

- 4 -

DECLARATION INATTENDUE DU GENERAL MAC ARTHUR.

Le Général Mac Arthur devait prononcer un speech devant quatre cents personnalités réunies à Seattle. Le Général prit seulement la parole pour déclarer : "Je ne parlerai pas, ma femme m'a dit que j'avais assez parlé comme cela, que j'avais eu assez d'ennuis avec Washington pour l'instant et qu'en me taisant, en me tenant tranquille, cela arrangerait pas mal de choses."

PENURIE D'INGENIEURS DE L'AERONAUTIQUE AUX U.S.A.

Elle est suffisamment grave pour avoir provoqué un très sérieux recrutement à l'étranger. Ainsi, la Consolidated Tee a dû embaucher des ingénieurs de l'aéronautique Canadiens et Anglais. Ces techniciens étrangers sont employés à l'étude et à la fabrication de types civils tandis que les ingénieurs américains, primitivement utilisés dans ce secteur, ont été versés dans la branche "production de guerre secrète".

VICTOR KRAVCHENKO DEVIENT CAPITALISTE.

L'auteur du Best-Seller "j'ai choisi la liberté" qui a perçu pour son livre des droits d'auteur considérables vient d'acquérir la majorité des parts d'un certain nombre de mines d'argent, de plomb et de zinc situées au Pérou.

MONSIEUR CHURCHILL SONGE A LA POSTERITE.

Le producteur de cinéma Alexander Korda vient d'acheter à Monsieur Winston Churchill les droits de tourner un film sur la vie du Premier Britannique. Toutefois, ce contrat prévoit que le film ne pourra être tourné qu'après la mort de l'homme d'état et à la condition qu'il ait approuvé, (au préalable cela s'entend) le scénario. Si Monsieur Churchill sait gérer les affaires de l'Angleterre aussi bien que les siennes propres, nos amis Anglais connaîtront bientôt des jours plus fastes.

Vers une standardisation des véhicules automobiles.

Les experts du service du matériel de Shape proposeront à la conférence de Rome un plan de réquisition du matériel roulant en cas de mobilisation. Dans cet esprit, ils proposeront la suppression en Europe de la construction de voitures automobiles à deux places. Ils iront même jusqu'à suggérer des modifications des chaînes des véhicules de ce type actuellement en cours de fabrication.

Cette lettre rigoureusement personnelle doit être remise en main propre.

79, Avenue des Champs-Elysées,
ELYsées 24-63
(Lignes groupées)

Samedi 24 Novembre 1951.

SYNTHESE HEBDOMADAIRE

Economique, financière, commerciale.

Nous diffuserons dorénavant chaque semaine cette "SYNTHESE HEBDOMADAIRE" destinée à faire le point précis de la situation économique, financière et commerciale en France. Nous avons demandé à un éminent spécialiste de nous apporter son concours afin d'expliquer sur le mode confidentiel l'événement économique ou financier le plus important de la semaine. Vous trouverez donc chaque semaine en tête de cette note supplémentaire les Commentaires confidentiels de CLARUS

VERITABLE SIGNIFICATION DU DERNIER BILAN DE LA BANQUE DE FRANCE

En considérant sommairement le dégonflement de la circulation fiduciaire (45, 6 milliards) on pourrait croire à un reflux de la marée inflationniste. Il n'en est rien. La contre-partie de ce resserrement des disponibilités monétaires doit être, en effet, recherchée dans un dégonflement de deux postes qui concernent, l'un comme l'autre, nos avoirs en devises:

- Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne des Paiements, d'une part;
- Avances au Fonds de Stabilisation des Changes, d'autre part.

Un communiqué de la Banque de France, qui accompagne le bilan, dissipe toute illusion. Il rappelle que le déficit de la France à l'U.E.P., pendant le mois d'octobre, a été de 168,66 millions de dollars (plus de 59 milliards de francs), qui ont été réglés à la date du 14 Novembre. Ce règlement s'est traduit pour 35, 6 milliards de francs par des transferts de devises et d'avoirs à l'U.E.P. (poste "Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'U.E.P." du bilan), et pour 23, 4 milliards par l'inscription d'une créance au bénéfice de l'U.E.P. dans les écritures du Fonds de stabilisation des Changes.

Il ne s'agit donc pas d'un arrêt-ou d'un répit-dans la montée de l'Inflation, mais d'un déficit de la balance commerciale.

On observera que la contraction de la circulation fiduciaire ne correspond pas exactement au dégonflement des deux postes affectés par le déficit de notre balance à l'U.E.P., puisque celui-ci a été de 59 milliards et celle-là de 45, 6 milliards. Il semble bien, sans qu'on puisse en décoder les sources avec précision, qu'il y ait eu, cette semaine encore, des causes intérieures de création de signes monétaires. Autrement dit, la tendance inflationniste demeure.

Il faut cependant remarquer que celle-ci paraît avoir été contenue pour ce qui est de l'expansion du papier commercial. Les mesures par lesquelles la Banque de France a renforcé le relèvement du taux d'escompte et pénalisé (d'un supplément de 1%) le papier prorogé présenté à l'escompte, ont contribué à dégonfler de 21, 4 milliards le portefeuille d'escompte. Mais le dégonflement du portefeuille d'escompte n'a pas entraîné une tendance proportionnelle de l'ensemble des crédits mis à la disposition de l'Economie, qui n'ont diminué, en tout, que de 3 milliards. Le poste des effets négociables s'est, à lui seul, accru de 16, 3 milliards. Celui des effets en cours de recouvrement, de 8, 8 milliards. Celui des avances à 30 jours, de 1, 7 milliards. En contre-partie, les comptes-courants créditeurs se sont dégonflés de 19, 5 milliards.

C'est dans cet ensemble que l'on trouverait, s'il était possible de faire la dissection de chacun des postes, les causes de création monétaire à usage interne. Création que camoufle sans en changer le signe véritable, le dégonflement de la circulation fiduciaire provoqué par le déficit de la balance.

Clarus.

Ce qu'il faut retenir du marché boursier.

Semaine terne, marché des valeurs peu actif, tendance indécise. Avis de toutes les places étrangères, peu encourageants. Aussi les valeurs internationales ont-elles été peu recherchées à l'exception des spécialités de Bruxelles qui, après avoir donné des signes d'essoufflement ont manifesté un certain ressort en fin de semaine, sans résister cependant à l'ambiance de lourdeur de la dernière séance.

Cette dernière séance a été dominée par la liquidation de fin de mois. Argent des reports surabondant. Ce fait a déprimé la tendance, le découvert n'étant pas contraint de se racheter, et le disponible préférant s'investir en reports plutôt que sur le marché des valeurs proprement dit.

Peu avant la clôture de cette ultime séance, une avalanche d'offres intervenant, provoqua un repli général des cours qui fit perdre aux valeurs françaises tout le bénéfice de leur résistance pendant toute la semaine.

Parmi ces valeurs, signalons pourtant de gros marchés et une tendance ferme sur:

Le Crédit Foncier (dont les primes ont été activement recherchées au Marché conditionnel), Gafsa, Kali Ste Thérèse (découverte de gisements de pétrole importants dans le sous-sol de sa concession), Say, Comptoir Lyon Allemand.

L'Or qui avait donné des signes latents de lourdeur pendant toute la semaine (ses cours ne résistaient que par l'intervention des rachats du découvert) s'est sensiblement déprécié au cours de la dernière séance. Des ventes effectuées par des opérateurs du marché à terme pour payer leur solde débiteur à la liquidation, ont pesé sur les cours. Signe caractéristique du flottement de la tendance à l'approche d'une autre vague des affaires traitées sur ce marché a pu osciller de 1, 4 milliard à 730 millions.

Evolution des matières premières.

Caoutchouc: lourdeur. A Londres, les cours tombent de 44 à 40 pence pour se relever difficilement à 42 sur avis de Singapour. Motif: éventualité d'une nouvelle pression américaine, la progression de la fabrication de caoutchouc synthétique étant très sensible aux U.S.A. (nous avons prévu cette tendance voilà plus de un mois, et nous pensons qu'elle s'accroîtra très sensiblement en 1952.)

Coton: tassement des cours aux U.S.A. L'annonce officielle d'un important déficit par rapport aux prévisions (- 1.700.000 balles) n'est pas parvenue à regonfler les cours.

Laine: lourdeur aux U.S.A. et en Australie (attention à janvier prochain); tendance soutenue à Roubaix- Tourcoing.

Etain: raffermissement sensible des cours (le disponible est à nouveau au dessus de 1000 livres la tonne à Londres). Motif: éventualité d'une reprise des achats américains.

Evolution des céréales dans le monde:

Canada: grande fermeté des cours.

Chicago: blé stable, tension des cours de l'avoine et du maïs.

Paris: fermeté sur les orges de brasserie et de mouture, les légumes secs. Cours soutenus sur les graines fourragères et les sons. Faiblesse sur les avoines, pailles, fourrages, tourteaux.

Stabilité sur tous les produits non cités dans cette énumération sur l'ensemble des marchés mondiaux. Le calme est la note dominante.

LES INTENTIONS DES FINANCIERS SUISSES.

Un rapport adressé aux principales banques de Bâle et de Zurich établit un point de conjoncture qui nous paraît du plus haut intérêt. Les banquiers suisses se plaignent de trois maux:

- 1° La Production de la Confédération plafonne.
- 2° L'Industrie suisse subit une véritable loi du racket pour ses achats de matières premières.
- 3° L'Insécurité sociale provoquée par la politique atlantique rend hasardeuse la politique d'investissements à l'étranger à laquelle aspirent les banques suisses.

La note signale que l'inclusion implicite de l'Allemagne dans le Pacte Atlantique est de nature à entraîner la dislocation du système en premier lieu, par le départ des pays nordiques. La note estime en effet qu'un "monde atlantique" privé de dollars dans lequel l'Allemagne reprend la 1ère place n'aura bientôt plus sa raison d'être. En conséquence, il est conseillé aux banques d'étudier pour la fin de l'année 1952 et le début de l'année 1953 un programme d'investissements qui pourrait s'appliquer tout d'abord au développement des transports et de l'urbanisme en Afrique.

Notons un détail qui semble confirmer cette orientation: les banques suisses raflent sur le marché les actions de la Compagnie de l'Ouest Africain. Approved For Release 2002/08/15 : CIA-RDP83-00415R010200050032-7 Cameroun.

C O N F I D E N T I E L

19, Avenue des Champs-Elysées,
ELYsées 24-63
(Lignes groupées)

Paris, le 27 Novembre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

FLOTTEMENT CHEZ LES "INDEPENDANTS" ET SCISSION PROBABLE CHEZ LES PAYSANS.

Il faut bien convenir que les assises nationales du R.P.F. tenues à Nancy ont donné la très nette impression que le Rassemblement avait nettement dépassé la phase d'une organisation de cadres, soutenus par des bulletins de vote pour devenir en somme un parti, disposant d'une véritable structure de base. De plus, le discours du général de Gaulle a exprimé une tendance beaucoup moins orthodoxe que celle qui pouvait être dégagée de l'exposé inaugural de monsieur Terrenoire. Le général de Gaulle a très nettement défini la possibilité d'un cabinet de transition avec participation R.P.F. mais dont il ne serait pas le chef. En clair, le R.P.F. a donc très nettement dépassé le stade de la crise de croissance qui affecte actuellement le parti des "Indépendants" et qui provoquera fort vraisemblablement un schisme chez les "Paysans". Monsieur Roger Duchet, leader des Indépendants, a déclaré hier à l'un de nos informateurs: "La crise qui déchire le groupe Paysan peut indiscutablement entraîner certains Indépendants à prendre position contre le gouvernement. Quelques démissions s'en suivront peut-être dans nos groupes aussi bien à la Chambre qu'au Sénat. Mais cette mise au point n'en soudera que plus fortement au cabinet actuel la grande majorité des Indépendants, celle qui ne désire pas plus de retour au marxisme qu'aux fantaisies du pouvoir personnel".

Quant à monsieur Antier, il s'entretiendra mercredi ou jeudi prochain avec monsieur Soustelle, afin de savoir sous quelle forme le R.P.F. est décidé à collaborer dans l'opposition avec les "dissidents potentiels" du groupe qu'il préside. Monsieur Laurens, quant à lui, peut faire ce calcul très simple: "Si le parti Paysan éclate, je garderai autour de moi une douzaine de mes collègues. Un tel groupuscule peut escompter obtenir un portefeuille dans toutes les combinaisons gouvernementales à venir. Si donc il y a scission, je suis pratiquement ministre à vie". Il s'agit là bien entendu d'une hypothèse et il est fort possible que monsieur Laurens ne tienne pas un tel raisonnement.

LA COMMISSION DES FINANCES CONTRE LE GOUVERNEMENT.

L'expérience dite de productivité dont nous avons à peu près tout dit alors qu'elle n'était qu'à l'état de projet, va incessamment entrer dans les faits. Les américains sont disposés à investir environ 35 milliards de francs dans différentes entreprises privées à la condition que les patrons prennent l'engagement de distribuer totalement

-2-

à leur personnel les surprofits qui résulteraient de cette injection de 10 millions de dollars.

Ce qui ne rassurera pas pour autant la crise de nos finances, ce d'autant plus que messieurs Ploven et Mayer sont aujourd'hui convaincus, à la lumière des réactions enregistrées à la Commission des Finances, qu'une politique d'austérité n'a aucune chance d'être approuvée par "l'Assemblée la plus démagogique que la France ait jamais connue" (la formule placée entre guillemets, étant de la bouche même du Président du Conseil).

EXIGENCES CONFIRMÉES DU NEO-DESTOUR.

Ainsi que nous l'avons prévu dès la semaine dernière, le gouvernement vivra des heures difficiles vendredi et samedi prochain à l'occasion du débat prévu sur sa politique étrangère. Tandis que de nouvelles précisions de plus en plus frappantes (démissions massives des plus importantes "personnalités atlantiques" américaines, confirmation de la candidature Eisenhower, restrictions des crédits américains pour l'étranger, etc...) viennent confirmer chaque jour le caractère artificiel de "la politique atlantique", simple miroir aux alouettes auquel nos dirigeants se sont laissés prendre avec une puérilité désarmante à force de candeur, l'attitude des Etats Associés se durcit un peu plus chaque jour. Maître Salah ben Youssef revenu à Paris hier, a obtenu à Tunis, nous l'affirmons catégoriquement, l'accord solennel du bey pour la réalisation immédiate des principales réformes revendiquées par le gouvernement auquel il appartient. Le Quai d'Orsay, parfaitement désemparé, essaye simplement de gagner du temps, et suggère une "remise à trois mois" des discussions, alors que les Neo-Destouriens exigent une solution précise avant le 15 Janvier. Monsieur DALADIER et ses amis seraient assez disposés à se faire au Parlement les avocats des Français de Tunisie "contre les capitulards du quai d'Orsay".

UNE NOTE DES "OBSERVATEURS PSYCHOLOGIQUES" AMERICAINS SUR LE PRESIDENT HERRIOT.

Un officier du Département de la guerre psychologique vient d'adresser au Pentagone un rapport sur "la curieuse attitude" du Président Herriot qui aurait le 21 Novembre dernier laissé Monsieur Fernand Grenier prononcer une très violente diatribe contre la politique américaine en Europe alors, que les règlements de l'Assemblée lui permettaient de retirer la parole à l'orateur communiste qui avait très largement dépassé le temps prévu par le règlement pour le débat en question.

LA SARRE VEUT CREER UN MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES.

Monsieur Hoffmann, Président Chrétien-Démocrate du Gouvernement sarrois, veut, tout comme son adversaire Adenauer, créer un Ministère des Affaires Etrangères et accréditer les Ambassadeurs dans les principales capitales du monde. Son candidat pour l'Ambassade de Paris n'est autre que son ami Emil Strauss plus généralement connu sous le sobriquet familial de "Monsieur Emil". Ministre de l'Education Nationale

- 3 -

Le 27 Novembre 1951

et des Cultes dans le précédent cabinet, "Monsieur Emil" est un ancien instituteur israélite pratiquant converti à la religion catholique. Bien qu'il se soit fait naturaliser Français, "Monsieur Emil" dispose également d'un passeport allemand. Il se dit grand ami de la France mais a beaucoup fait pour saper l'influence française dans les facultés et dans les deux conservatoires de Sarrebruck. Ainsi, le professeur de philologie nommé par les services de Monsieur Strauss à la Faculté des Lettres de Sarrebruck était un Allemand, nazi notoire, qui s'était vu refuser l'accès du territoire sarrois par les agents français des services de sécurité.

Les Allemands soumissionneront le 11 Décembre prochain à Casablanca.

Les acheteurs de Francfort prendront fortement position à Casablanca à l'occasion de la mise en adjudication, le 11 Décembre prochain, de 72.000 quintaux de liège de reproduction et de 73.000 quintaux de liège mâle.

Conférence internationale du coton à Manchester en Février.

Le but de cette conférence est d'examiner les répercussions sur le marché mondial de la progression très sensible de l'industrie japonaise de transformation. Elle réunira des délégués américains, Anglais, Indiens, Egyptiens et bien entendu Japonais. Il n'est pas prévu d'inviter une délégation française.

Prospection pétrolifère en Sicile.

Plusieurs groupes américains, ainsi d'ailleurs l'Agip effectuent actuellement des sondages dans les diverses provinces de Sicile. Selon les études des géologues, préalablement établis, la propabilité de succès est de l'ordre de 50 %. Par ailleurs, une société de Acireale (Catane) a découvert à 500 mètres de profondeur une poche de méthane dont l'exploitation serait hautement rentable.

Fabrication d'alcool pour résorber la crise vinicole en Italie.

Pour contribuer à résorber les excédents de la production vinicole le Député Bonomi vient de proposer d'une part la diminution des taxes sur le vin, d'autre part la distillation d'une proportion importante de la récolte. L'alcool obtenu serait mélangé à l'essence ou exporté vers les Etats-Unis où il serait utilisé pour la fabrication de caoutchouc synthétique.

"Centre d'informations" pour l'utilisation de l'acier en Italie.

La production d'acier devant attendre cette année 2.900.000 tonnes dans la péninsule, Monsieur Sisingaglia, Président de la "Finsider" de

- 4 -

Rome, a annoncé la création "d'un centre d'informations pour l'utilisation de l'acier" afin d'augmenter la consommation intérieure, et de permettre aux industries de transformation de s'aligner sur la modernisation des usines sidérurgiques.

DES GREVES PERLEES VONT ECLATER A MALTE.

Monsieur Olivier, leader de la majorité de la colonie britannique de Malte, vient en pleine accord avec Monsieur Maintoss, leader travailliste de l'opposition, de protester véhémentement auprès du Gouvernement britannique. Il laisse prévoir, dans l'île, une grève perlée qui sera déclanchée incessamment si les Etats-Unis ne révisent pas leur position. En effet, la base militaire américaine installée à Malte avait été présentée aux Maltais comme un simple échelon transitoire qui serait supprimé dès que le Gouvernement des U.S.A. pourrait envisager d'autres bases vers le proche et le moyen-Orient. Or, les Maltais ont appris, à la lecture de rapports interceptés, que la base américaine dans leur île avait un caractère définitif.

TROUBLES POSSIBLES A CHYPRE.

A la suite de l'exposé à la tribune des Nations Unies de Monsieur Politis réclamant le retour de l'île de Chypre à la Grèce et l'arrestation par les Anglais des leaders pro-hellénistes de Chypre, des troubles très sérieux pourraient fort bien éclater dans les jours à venir.

SURPRISE AUX PHILIPPINES.

Les sénateurs Philippins nationalistes qui ont remporté la victoire lors des élections toutes récentes, démasquent aujourd'hui leur jeu, se révèlent partisans d'une vaste politique panasiatique et se déclarent ouvertement opposés au maintien de la sympathie agissante que Monsieur Quirino témoigne au Gouvernement des Etats-Unis.

EN ATTENDANT LA NOUVELLE WEHRMACHT.

Citons, relevés dans le nouveau journal "Die Deutsche Soldaten Zeitung" dont les services administratifs et rédactionnels se trouvent à Munich (zone américaine) 27 Cuvilliestrasse, 16, quelques "petites annonces" significatives : "Ancien soldat Norvégien de la 5^{ème} batterie S.S.-A.R., 5^{ème} division Wiking, de Mai 1941-1942, désirerait entrer en relation avec anciens camarades Johannessen, Postboks 1391 Oslo." - "Quel est le camarade qui accepterait de me vendre ou de me prêter un uniforme d'aviation, ou une blouse avec unités de vol, avec les insignes de major. Faire offre à W.L.190, au journal". A l'attention de nos diplomates qui discutent sérieusement à Rome du plan Plevin "d'armée européenne".
Cette lettre rigoureusement personnelle doit être remise en main propre.

"INFORMATIONS ET CONJONCTURE"

79, avenue des Champs-Élysées

C O N F I D E N T I E L

Élysées 24-63

(Lignes groupées)

PARIS, le 28 Novembre 1951

Monsieur;

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures :

LEGERE FRICTION ENTRE L'EGLISE ET LE R.P.F.

Un incident qui nous paraît significatif s'est produit en marge des Assises Nationales du R.P.F. entre l'Episcopat et le Rassemblement. Sollicité d'effectuer cette démarche par le Sénateur-Maire R.P.F. de la capitale lorraine, le Général de Gaulle avait demandé à Monseigneur Lallier de bien vouloir permettre au R.P.F. de faire célébrer dans la Cathédrale une messe solennelle à laquelle il se proposait d'assister. L'Evêque n'avait pas cru pouvoir déférer à cette haute instance et avait exprimé dans une lettre : "Qu'une partie de la population nancéenne, beaucoup d'ouvriers en particulier, ne comprendrait pas que l'Eglise puisse sortir de sa neutralité pour laisser organiser en l'église cathédrale une manifestation que l'on pourrait qualifier politique." Le Général de Gaulle a répondu avec quelque hauteur : "Monseigneur, votre refus ne m'étonne pas outre mesure. Il me remet en mémoire que beaucoup de membres du Clergé qui ne voulaient pas nous connaître pendant la Résistance, ne nous ont fait cortège qu'à la Libération. L'Eglise attend sans doute que le R.P.F. soit à nouveau appelé à prendre toutes les responsabilités du pouvoir."

Le refus épiscopal semble avoir assez vivement ravivé dans tout l'est de la France la querelle qui oppose le R.P.F. au M.R.P. Bien qu'il nous semble excessif d'interpréter le refus de Monseigneur Lallier comme devant engager la responsabilité de l'Eglise en général, il est évidemment clair que le M.R.P. n'est pas étranger, quant à l'inspiration du moins, à l'attitude négative de l'Evêque de Nancy.

CE QUE FERA LE CONSEIL NATIONAL S.F.I.O.

Le conseil national socialiste qui se réunira les 1er et 2 Décembre prochains à Asnières, orientera vraisemblablement ses travaux vers les trois questions suivantes :

- 1°- rebondissement du différend scolaire après l'arrêt rendu jeudi dernier par le Conseil d'Etat dont on sait sans doute que l'application (à laquelle se refuse le Ministre de l'Education Nationale) coûterait au Trésor quelques 2 milliards de francs supplémentaires.
- 2°- situation intérieure. - A ce sujet, une importante personnalité S.F.I.O., ancien Ministre et leader de l'aile droite du Parti, a déclaré hier soir à l'un de nos informateurs que la S.F.I.O. ne voterait pas le budget tel qu'il est proposé par Messieurs Pleven et Mayer.
- 3°- le plan Schuman (nouveau projet de charbon) et la position de la France par rapport à l'armée européenne. La même personnalité plus haut

évoquée nous a précisé que dans leur immense majorité les Socialistes étaient aujourd'hui hostiles à la notion d'armée européenne et farouchement opposés à tout réarmement allemand. Il sera amusant de connaître en son temps l'opinion de Monsieur Jules Moch qui fit si bien le lit, alors qu'il présidait aux destinées de notre Ministère de la Défense Nationale, de ce qui devint assez rapidement "le plan Plevén".

Si l'on veut bien nous permettre ici d'exprimer une opinion qui nous est personnelle : il est dérisoire de prendre aujourd'hui position contre le projet chimérique d'une armée européenne alors que le discours prononcé avant hier à Rome par le Général Eisenhower ne laisse aucun doute quant à la résurrection hâtive d'une Wehrmacht autonome et puissante. Nous n'avons d'ailleurs cessé ici d'apporter des informations toujours confirmées par les faits et selon lesquelles la mise en place de l'ossature de cette nouvelle Wehrmacht est commencée depuis bien longtemps.

La réserve de l'Angleterre à Rome s'explique par le fait que Londres qui a pris de nombreux contacts avec le Kremlin ne croit pas à un danger d'invasion soviétique, mais redoute par contre que Washington joue la carte allemande presque essentiellement contre la position anglaise dans le monde. La clé de toutes les apparentes contradictions actuelles est là. Tout le reste est littérature et propagande.

UN PROCHAIN MESSAGE DE MONSIEUR THOREZ.

Le Secrétaire-général du P.C.F. dont l'état de santé reste stationnaire, ne reviendra certainement pas en France avant de longs mois, encore qu'il faudrait que le nouveau traitement entrepris amène une sensible amélioration de l'état du malade. Par contre, le leader communiste fera parvenir pour le 24 Décembre un message destiné aux militants dans lequel il mettra l'accent "sur les dangers qui rôdent autour de la Sécurité Sociale, et sur le péril qui guette le régime parlementaire lui-même".

LE BUT DU VOYAGE DU GENERAL DELATRE.

Cette fois, le Haut-Commissaire de France a la très nette intention de ne pas repartir "les mains vides". Il a fait savoir au gouvernement que pour mener victorieusement un des plans d'offensive préparé par son 3ème Bureau, 100.000 hommes de renfort étaient nécessaires et que le nouvel effectif devrait être maintenu longtemps si l'on voulait que ne soient pas vaines les victoires qu'il pourrait alors remporter. Une telle revendication ne peut pratiquement être satisfaite que si le gouvernement décide d'urgence de porter à deux ans la durée du service militaire. Nous persistons à répéter que si le général n'obtient pas satisfaction, il suggérera très énergiquement que les charges qu'il assume soient rapidement confiées à un successeur éventuel.

LE RECRUTEMENT DE LA WEHRMACHT.

Les experts du Pentagone ont fait savoir que le récent projet présenté par monsieur Speidel, d'une armée allemande composée uniquement de volontaires, devrait être écarté car elle serait alors constituée de chômeurs relativement peu sûrs et que de plus son prix de revient (Approved For Release 2002/08/15: CIA-RDP83-00415R010200050032-7) serait trop

Le 28 Novembre 1951.

-3-

Approved For Release 2002/08/15 : CIA-RDP83-00415R010200050032-7

élevé. Il est bon de ne pas perdre de vue qu'un des avantages essentiels du "soldat européen" est d'être le moins cher du monde. Voici selon un projet sérieux établi à Bonn et approuvé, lui, par les experts du Pentagone, comment sera recrutée la nouvelle armée allemande:

- a) Hommes de troupes. En 1952, les jeunes hommes de 18 ans seront environ 400.000 en Allemagne occidentale. Parmi eux, les médecins pensent que 35 à 40 % seront inaptes, physiquement ou mentalement (pendant la guerre, les inaptes atteignaient seulement 10 à 20 % des conscrits selon les contingents. Après sélection médicale, on trouvera donc en Allemagne 250.000 conscrits que l'on mobilisera par appel, et que l'on répartira dans les différentes armes selon les méthodes psychotechniques appliquées dans l'armée américaine.
- b) Sous-officiers. Instruits et formés à partir de la base du contingent.
- c) Sous-lieutenants, et lieutenants. Les officiers chefs de sections seront choisis parmi les jeunes gens des organisations paramilitaires précédemment constituées à cet effet ainsi que parmi les sujets les plus brillants du contingent. (Les chefs de section de l'ancienne Wehrmacht sont aujourd'hui trop âgés pour ces grades)
- d) Capitaines. Ils seront choisis parmi les officiers subalternes de la Wehrmacht.
- e) Officiers supérieurs. Bonn affirme qu'ils seront désignés parmi les officiers déjà titulaires du grade minimum de major au moment de l'avènement de Hitler. Cela est proprement bouffon. On ne peut en effet songer très sérieusement à confier des commandements à des officiers promus au plus tard au grade que l'on entend leur conserver aujourd'hui avant 1933. Ce qui revient à dire "qu'il faudra bien reconnaître à l'usage l'impossibilité de ne pas désigner les officiers supérieurs parmi les cadres du régime hitlérien".
- f) Généraux. Il est prévu d'en rappeler 30 à 40 à l'activité. La même clause de style que pour les officiers supérieurs figure sur le projet, elle entraîne donc les mêmes conclusions.

COUT D'UNE DIVISION ALLEMANDE.

L'étude financière de la résurrection de la Wehrmacht a été comme on pense poussée assez loin. La mise sur pied d'une division reviendrait à peu près à 500 millions de DM, soit approximativement 40 milliards de francs. La mise sur pied des 12 divisions prévues atteindrait en fait 6 à 10 milliards de DM (soit entre 480 et 800 milliards de francs) sans compter le coût de la mise sur pied des unités aériennes et navales, lequel devrait en outre comporter le financement des infra-structures (camps d'aviation et pistes). Enfin, Bonn exigera que les frais d'entretien des troupes soient calculés sur la même base que celle appliquée aux hommes de

Approved For Release 2002/08/15 : CIA-RDP83-00415R010200050032-7

troupe américains, soit 9.600 DM par an et par soldat. (768.000 francs). Il est clair donc, il suffit d'un crayon et d'une feuille de papier pour en faire la preuve, que la mise sur pied de l'armée allemande absorbera une part importante des crédits d'aide à l'étranger votés par le Congrès des Etats-Unis. Comme bien l'on pense, Bonn négociera au plus haut cours l'apport en hommes qu'il a de longue date accepté de consentir.

Nous avions prévu le 28 Septembre l'intensification de l'industrie cotonnière japonaise.

Nous écrivions à cette date : "une information nous parvient de Tokio selon laquelle monsieur Yoshida sollicite de l'Import-Export Bank, un crédit spécial de 40 millions de dollars pour l'importation de coton brut au Japon. Nous sommes en mesure d'affirmer que monsieur Yoshida obtiendra satisfaction".

Hier, le quotidien du soir "Le Monde" publiait avec deux mois de décalage l'information suivante : "Selon une source hautement autorisée, on annonce qu'aux environs du 15 Décembre, ou avant cette date, l'Import-Export Bank ouvrira aux industries textiles japonaises un crédit de 40 millions de dollars destinés à couvrir des achats de coton"....

UN AERODROME AU TIBET.

Un informateur indien à Pékin nous signale la construction secrète d'un aéroport au Tibet, sur les Hauts-Plateaux entre les monts Duplex et les monts Bonvallot. 10.000 hommes sont actuellement occupés à ce travail.

4.800 PRISONNIERS DE GUERRE UTILISES PAR LES RUSSES DANS LES MINES.

Ces prisonniers de la dernière guerre, allemands et japonais sont employés dans les mines de charbon de Karaganda en Asie centrale soviétique.

300 PILOTES DE LA LUFTWAFFE EN ARGENTINE.

300 pilotes allemands de l'ancienne Luftwaffe constituent actuellement l'ossature de cadres de l'armée de l'air argentine. En fait, ils sont surtout affectés à la formation de jeunes aviateurs, ainsi qu'à l'implantation et au commandement des bases militaires. L'agent recruteur initial n'était autre qu'un paisible libraire de Brunswick, monsieur Wolfgang Moeller, lequel travaillait sous les ordres d'un agent argentin du nom de Enrico Pastelletti. Les recrues étaient jusqu'à ces derniers mois accueillies à Buenos-Ayres par l'as de la Luftwaffe le colonel Hans Rudel.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

C O N F I D E N T I E L

Paris, le 1er Décembre 1951.

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

MONSIEUR ANTIER ET SES AMIS PARTISANS "PAR LA BANDE" DU POOL
ACIER-CHARBON.

C'est monsieur René Mayer qui a enlevé hier le vote de la Commission des Affaires étrangères sur le projet de pool acier - charbon. Le ministre des Finances a prononcé cette phrase d'une certaine habileté: "On nous dit que le plan Schuman va ruiner la Sidérurgie française alors qu'il va seulement l'obliger à changer ses habitudes". Aussitôt, les vertueux commissaires qui craignaient sans doute s'ils s'opposaient, d'être accusés ultérieurement d'avoir agi selon les seuls intérêts du Comité des Forges, (présentement dénommé "Comptoir des Produits sidérurgiques" ont approuvé le Plan Schuman par 26 voix contre 18. En clair, à l'exception des deux grands partis d'opposition, tous les membres de la Commission ont voté pour. Il est donc vraisemblable que le projet viendra donc maintenant devant l'Assemblée la semaine prochaine à la date prévue. Il est fort possible à ce moment que monsieur Antier et ses amis formant maintenant par rapport au R.P.F. une sorte de groupe "crypto-gaulliste" (comme le groupe progressiste est crypto communiste) soit amené à soutenir le gouvernement sur le projet Schuman. En effet, le parti de monsieur Antier n'attache qu'une importance accessoire au pool de l'acier et du charbon, mais sa clientèle électorale est au plus haut point intéressée par le "pool vert" qui doit logiquement lui faire suite. De plus, il nous semble aujourd'hui acquis qu'à quelques abstentions près, la S.F.I.O. votera également le projet Schuman afin de mieux pouvoir durcir sa position sur le projet d'Armée Européenne. Encore qu'il ne nous semble pas que les adversaires de cette armée européenne, qui n'existe pas même sur le papier, tout comme les irréductibles opposants à monsieur Pleven, choisissent ce terrain pour tenter de renverser le Ministère. C'est bien au contraire sur le terrain électoralement plus payant de la loi de Finances qu'ils mèneront le gros de leur attaque. Or nous sommes en mesure de révéler que, fut-ce en blanc, le projet de la loi de Finances sera déposé le 7 Décembre prochain sur le bureau de l'Assemblée. La Conférence des Présidents se trouvera alors contrainte de prendre rapidement date pour l'ouverture de la discussion.

L'AFFAIRE DES EAUX DE LA VILLE DE PARIS.

On s'est étonné que dans la conjoncture présente, un Conseil interministériel ait été tout spécialement réuni hier afin d'étudier d'urgence le vieux projet d'alimentation de la ville de

-2-

Paris par adduction des eaux du Val de Loire. Cette affaire s'est trouvée brusquement placée au premier plan des préoccupations ministérielles à la suite d'un fait-divers qui remonte à quelques semaines. La réserve d'un très puissant bactéricide (réserve légèrement inférieure à un litre) avait été volée à l'Institut Pasteur par un quidam, lequel, pris de remords ou craignant les sanctions s'en était débarrassé en vidant le contenu du flacon dans son lavabo. Quand les techniciens du service des eaux apprirent la chose, ils furent particulièrement alarmés, et craignirent même pendant quelques jours que la virulence du produit ait agi de façon désastreuse sur les agents bactériophages qui purifient les eaux de Seine utilisées dans la région parisienne. Bien que le chiffre de 50 milliards ait été prononcé dans les sphères gouvernementales comme ~~devis~~ prévisionnel de travaux pour l'adduction des eaux du Val de Loire, un haut fonctionnaire -précisément l'un des auteurs de ce projet- confiait hier à l'un de nos informateurs qu'il faudrait au bas mot envisager aujourd'hui un minimum de 80 milliards de francs.

APERCU SUR LE PROJET DE REFORME DE LA SECURITE SOCIALE.

On sait que monsieur Doublet, directeur général de la Sécurité sociale, met la dernière main à son projet de réforme. L'un des chapitres de ce projet, relatif au remboursement des médicaments, nous paraît de nature à provoquer quelques réactions parmi les membres du Corps Médical. On sait que dans le régime actuel, les médicaments ne sont remboursés que dans la mesure où leur achat est accompagné d'une ordonnance médicale. Un traitement exigeant le renouvellement périodique de achats du même médicament entraîne donc, à chaque phase, une consultation ou une visite supplémentaire, ne serait-ce que pour obtenir l'ordonnance nécessaire. Or monsieur Doublet prévoit dans son projet deux catégories de médicaments;

- a) Médicaments dits, "rares" (c'est-à-dire médicaments chers). Cette catégorie continuera à être délivrée seulement sur ordonnances, et continuera à bénéficier des taux actuels de remboursement.
- b) Médicaments dits "courants" (analgésiques en comprimés, sirops pectoraux, liquides antiseptiques etc...). Cette catégorie ne serait plus remboursée que pour une proportion de 10 à 20% des prix d'achat. Par contre, la Sécurité Sociale en accepterait le remboursement sans ordonnance, sur présentation d'un coupon portant le timbre du pharmacien vendeur.

Pour bénigne qu'elle puisse apparaître à première lecture, cette modification peut amener dans de très nombreux milieux des réactions d'une extrême vivacité.

A PROPOS DE LA GRACE DE CHARLES MAURRAS.

Nous avons révélé le 14 Novembre dernier que monsieur Edgar Faure, Garde des Sceaux, venait de signer la grâce du vieux leader monarchiste Charles Maurras, mais que le Gouvernement, fort embarrassé, craignait de rendre publique cette décision. Aussi bien le décret attend donc depuis 15 jours à la Chancellerie,

1er Décembre 1951

Approved For Release 2002/08/15 : CIA-RDP83-00415R010200050032-7

les ampliatiions nécessaires. En dernière heure, le Garde des Sceaux a décidé pour tourner la difficulté, de faire examiner le malade par trois médecins... lesquels pourraient fort bien déclarer que son grand âge et sa santé chancelante sont incompatibles avec une plus longue période de détention. Ainsi donc se trouverait tournée la difficulté et le décret de grâce ne recevrait jamais les ampliatiions nécessaires.

L'ALLEMAGNE ET LE POOL ACIER CHARBON.

Nous sommes en possession d'une note rédigée par un Haut fonctionnaire du ministère de l'Economie de l'Allemagne Fédérale, proche collaborateur du docteur Lehr. Cette note éclaire d'un jour singulier l'intérêt que les économistes allemands portent, malgré quelques réticences de style, au projet d'un pool européen de l'acier et du charbon. Nous en reproduisons ici les extraits qui nous paraissent les plus caractéristiques:

" L'Allemagne occidentale d'aujourd'hui doit être vue pour être crue. C'est "Alice au Pays des merveilles économiques". On travaille mais personne ne sait pourquoi. Les aciéries sont toutes construites à proximité d'une mine de charbon, mais elles achètent leur charbon aux U.S.A. Tout le charbon allemand est mis en pool, mais il n'y en a cependant pas assez pour en distribuer partout....Pour gagner les dollars qui permettront d'acheter le charbon américain, l'Allemagne est contrainte d'exporter les feuilles d'acier dont ses usines de transformation auraient le plus grand besoin. ... Une des raisons de la pénurie de charbon est le manque de mineurs, alors que le pays compte 1.250.000 chômeurs. Cela tient au fait que les salaires des mineurs sont à peine supérieurs à ceux qui rémunèrent des travaux beaucoup moins pénibles.... Les investissements sont très réduits. Par exemple, telle usine de la Ruhr pourrait décupler sa production et atteindre 1.000.000 de tonnes d'acier si elle pouvait seulement obtenir un prêt de 16 millions de dollars. Mais même une Industrie de base comme celle de l'acier ne peut obtenir des crédits. La raison en est que les prix des produits finis sont contrôlés et que le crédit va tout naturellement vers les marchandises dont les prix ne sont pas contrôlés. ...Une partie de la confusion est due au fait qu'on ne sait pas encore qui sera propriétaire des usines d'acier et des mines de charbon. Les alliés jusqu'ici n'ont pas voulu que les Krupp et autres reprennent leur contrôle, pas tout de suite du moins. Mais personne d'autre n'a le capital nécessaire... Le capital américain, si désiré dans la Ruhr, hésite. La situation exposée de l'Allemagne occidentale en Europe en est une raison. Les menaces de socialisation si Schumacher venait au pouvoir après des élections générales en sont une autre..."Il y a trop de goulots d'étranglement": acier, charbon, énergie, transport..."

Voilà une note qui devrait inspirer quelques réflexions à monsieur Jean Monnet.

Nouvelle revendication sur la Sarre.

Nous écrivions le 14 Juillet 1951 : "Le Chancelier Adenauer a déclaré qu'il pensait offrir à ses administrés un "traité égalitaire "

Approved For Release 2002/08/15 : CIA-RDP83-00415R010200050032-7

-4-

peut-être pour le 11 Novembre, en tout état de cause pour le 24 Décembre. Le gros morceau que Washington s'efforcera de faire avaler à la France sera la promesse formelle d'un plébiscite en Sarre pour 1953".

Prenant hier la parole au Conseil de l'Europe à Strasbourg, le docteur Mommer, s'écartant du sujet du débat, a soulevé en termes très violents, le problème de la Sarre. Le docteur Mommer, sur un rappel à l'ordre de monsieur Spaak qui présidait, a répliqué : "Aussi longtemps que le problème sarrois n'aura pas été résolu, d'autres questions importantes ne pourront recevoir de solution." La manœuvre est donc maintenant officiellement déclenchée.

LES U.S.A. DOUBLERONT EN 1953 LEUR PRODUCTION D'ALUMINIUM.

Nous écrivions le 27 Juillet dernier, commentant la nomination de monsieur Symington à la tête du R.F.C.: "Il est utile de noter que monsieur Symington est très fortement lié aux grandes compagnies américaines d'aluminium, et particulièrement à la Reynolds.. Ce développement de l'utilisation de l'aluminium se fera d'ailleurs contre les intérêts de cette industrie au Canada, les gisements canadiens étant, selon monsieur Symington, "situés trop près de la frontière soviétique".

Une note qui nous est parvenue hier de New-York, confirme cette information et nous signale que la production d'aluminium par les sociétés américaines doit être doublée par rapport à 1950, pour atteindre 1.365.000 tonnes par an. Une telle augmentation exige à elle seule 1.500.000 kilowatts supplémentaires, soit la construction de constructions neuves. Par ailleurs, 97.000.000 de kilowatts, soit une progression de 40% en trois ans, sont nécessaires pour que soit réalisés fin 1953, les objectifs généraux des projets d'expansion industrielle.

Le soldat ture coûte dix fois moins cher que le G.I.

Dans une note secrète relative à l'intégration de la Turquie dans le système atlantique, un officier de l'Etat-Major du général Eisenhower signale l'intérêt financier déterminant, qui doit inciter les alliés à intégrer le plus rapidement possible la Turquie. Selon ce rapport, le soldat ture, tout équipé, coûtera 500 dollars à la collectivité atlantique, alors que le même soldat américain coûterait 5.000 dollars.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

Samedi 1er Décembre 1951

SYNTHÈSE HEBDOMADAIRE N° 2

Economique, financière, commerciale

Commentaires confidentiels de CLARUS :
Danger écarté pour le cap de fin d'année

Le bilan de la Banque de France de cette semaine est remarquable par trois points :

- Une forte contraction de la masse des billets en circulation, ayant pour contre-partie, à l'actif, une contraction plus forte encore des effets négociables et des avances provisoires à l'Etat.
La contraction de la circulation fiduciaire est de 33 milliards (soit 93 milliards de billets en moins depuis le bilan du 31 Octobre dernier).
La résorption des effets négociables atteint 50,6 milliards.
La diminution du poste des avances provisoires à l'Etat est de 7,2 milliards.
- Sur les 50,6 milliards de dégonflement de l'open-market il faut compter que le Trésor a la plus grande part. Il a absorbé, en effet, une grande quantité de bons à court terme revenant au bilan, après le règlement des comptes créditeurs étrangers, qui s'est inscrit au bilan de la semaine dernière par l'abondante sortie de devises dont on a gardé le souvenir.

IL APPARAÎT DONC QUE LA TRÉSORERIE EST À L'AISE ET FRANCHIRA, SANS DIFFICULTÉ AUCUNE, LE CAP DE FIN D'ANNÉE. CE SONT, D'AILLEURS, LES RENTRÉES FISCALES DE NOVEMBRE QUI ALLANT BON TRAIN ONT PROCURÉ CETTE AISANCE.

En regard le portefeuille d'escompte s'est gonflé de 26 milliards. Comme les crédits à moyen terme ont diminué de 9 milliards environ, c'est le gonflement de 33,3 milliards du papier commercial qui est responsable de celui du portefeuille d'escompte. La préparation de l'échéance de fin de mois et, pour une part sans doute de l'échéance, toujours lourde et ardue de fin d'année, explique cette crue que contiennent difficilement les digues élevées par la banque à l'expansion du papier commercial.

Toutefois, le compte des crues et décrues étant fait, on enregistre un résultat final en nette régression :

- [27,7 milliards de moins pour les crédits à l'économie.) voilà pour
- [7,2 milliards de moins pour les avances à l'Etat. (l'actif
- 33 milliards de moins pour les crédits à l'économie.)

On notera, pour mémoire, que la décrue des devises n'est pas arrêtée non plus, il en est sorti pour :

- 2,1 milliards au poste des avances de fonds de stabilisation.
- 1,9 milliard à celui des disponibilités à l'étranger et à l'U.E.P.

Notre stock est redevenu bien maigre. Il était temps que les Etats-Unis nous ouvrent un crédit d'extrême urgence.

Notons d'ailleurs que ce crédit de 55 millions de dollars est très exactement de l'ordre de grandeur prévu dans notre note quotidienne voilà une quinzaine de jours, alors que les membres du Gouvernement faisaient intentionnellement courir le bruit qu'il serait de l'ordre de 350 millions de dollars.

Clarus

LE MARCHE BOURSIER

Semaine très intéressante par son évolution en trois phases :

- lundi : dépression
- mardi et mercredi : reprise dite "technique"
- jeudi et vendredi : reprise réelle

Il faut essayer de dégager l'orientation de la tendance en analysant la pâte complexe, et pour ainsi dire relativement inconsistante des réactions du milieu boursier.

PREMIER FACTEUR : l'évolution de la guerre de Corée vers un armistice a déprimé certaines places étrangères et les marchés commerciaux. Réflexe, plutôt que réflexion, car l'armistice ne ralentirait ni les programmes d'armement ni la guerre froide. Ce facteur n'a exercé qu'une faible influence sur le marché de Paris, assez indépendant des autres, parce qu'il est dominé par un fait qui lui est propre :

la sous-évaluation des valeurs qui y sont cotées.

Les mauvais avis des principales places étrangères n'auraient pas agi sur lui s'ils n'avaient pas coïncidé avec l'intervention d'un second facteur.

SECOND FACTEUR : la liquidation qui on le sait a eu lieu à la dernière séance de la semaine passée, a révélé finalement une position de place très chargée. Le faible dégonflement de la position "vendeur" n'était qu'une apparence due à un léger recul des cours. En réalité, le découvert se trouvait fortement engagé. Que s'est-il passé ?

Deux faits : l'argent pour les reports a abondé

il y a peu de levées de titres, contrairement à ce qui s'était produit à la précédente liquidation.

On prête généralement à ces deux faits des explications relatives. Cette explication n'est que très partiellement valable. La vérité

SYNTHESE HEBDOMADAIRE N° 2

est que nous abordons l'échéance toujours très lourde de fin d'année. Les trésoreries sont gênées. Opérateurs et clients ont besoin de disponibilités. Lever des titres comporte un décaissement, que l'on a généralement choisi d'ajourner en se reportant. De plus, les reports sont un moyen, peu licite, sans doute dans son principe mais certain dans son application, de se procurer du disponible. Voilà pourquoi l'on a peu levé. Le découvert s'est senti plus à l'aise. Il en a profité pour tenter des dégagements au meilleur compte

d'où la dépression du lundi.

TROISIEME FACTEUR : cet essai de dégagement à meilleur compte n'a pas réussi. Pourquoi ? - Parce que la position "vendeur" est assez chargée pour déterminer indépendamment de la sous-évaluation persistante des valeurs, une tendance de fermeté, sinon de hausse. S'il entreprenait de se dégager complètement, il provoquerait aussitôt un "boom". C'est pourquoi le lendemain s'amorçait ce qu'on appelle "reprise technique", dont la caractéristique est que, dans un marché sans affaires l'impossibilité de fait où se trouvent les baissiers à provoquer une détente des cours, se traduit "ipso facto" par une tension de ceux-ci dès qu'intervient une demande même très faible.

Mercredi, cette "reprise technique" s'est développée normalement.

Jeudi, elle s'est muée en franche reprise dans un marché animé, où l'on a pu observer la réapparition des mêmes groupes qui avaient déclenché et développé la reprise substantielle des mois de Juillet, Août et Septembre dernier.

et vendredi, elle s'est confirmée en s'amplifiant.

On a assisté à nouveau au déclenchement de ces "mouvements tournants" qui ont caractérisé l'évolution de la hausse précédente. Les textiles ont été les premiers intéressés. Les valeurs françaises de pétrole et indochinoise de caoutchouc, les valeurs coloniales ont été activement demandées tandis qu'on pouvait discerner, par le biais du marché du comptant, les premiers interstices d'un démarrage des métallurgiques, apparemment immobiles sur les cotations du terme. Signalons également que l'on s'intéresse vivement aux mines métalliques françaises. Enfin, les valeurs belges, les cuivres rhodésiens, les pétroles anglo-saxons ont été l'objet de marchés très actifs surtout à la séance de vendredi.

Deux valeurs retiennent semble-t-il, l'attention des initiés ; en tout cas, elles ont été l'objet d'un marché actif et suivi ce sont : SAINT-FRERES et CAFSA.

Le marché de l'or a été irrégulier. Les quelques signes de fermeté qu'il a montrés, semblent dus surtout à l'intervention de rachats des découverts et des primes (car il existe aussi un marché conditionnel de l'or). L'offre paraît plus pressante que la demande (toujours l'échéance de fin d'année).

Même note d'irrégularité au marché parallèle des devises, solide du marché de l'or.

- 4 -

EVOLUTION DES MATIERES PREMIERES

Caoutchouc : dépression des cours à Londres.

Etain : dépression.

Laine : légère dépression à New-York et à Anvers. Note de faiblesse à Roubaix et Tourcoing.

Café : lourdeur à New-York.

Peu de changements sur les autres métaux, le coton, les autres textiles, les grains et les autres denrées alimentaires.

La tendance générale semble cependant orientée vers un léger tassement. En tout cas, les marchés sont calmes : signe d'expectative.

Deux facteurs en sont la cause :

- l'un épisodique, les perspectives d'armistice en Corée
- l'autre durable, la recherche d'une position d'équilibre relatif en fonction de la politique américaine relative aux prix des matières premières.

Petites nouvelles à retenir

La Turquie céderait aux Etats-Unis du manganèse à un prix de 17 % inférieur aux cours pratiqués par le Maroc et le Niger.

La France peut exporter des moteurs à réaction : c'est un des seuls pays produisant plus de moteurs que de cellules d'avions. Le Canada est acheteur.

La production des réfrigérateurs en Allemagne a doublé en un an. Un projet de coordination et de recherche de marchés communs est à l'étude, entre la France et l'Allemagne.

Le Mexique refuse de vendre son zinc au prix fixé par l'Office de stabilisation U.S. : les intermédiaires anglo-belges de Londres sont d'ailleurs acheteurs au dessus de ces prix.

PARIS, le 4 Décembre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures :

LE PLAN FINANCIER REPRODUIT PAR LA PRESSE ÉTAIT UN "CANULAR".

Une publication qui paraît le dimanche a diffusé un plan financier du Gouvernement qui aurait été arrêté au dernier conseil des Ministres et dont la presse quotidienne d'hier a repris les principaux chapitres. Or, nous sommes en mesure d'affirmer qu'aucun plan financier n'a été proposé, donc arrêté, lors du dernier conseil et que c'est seulement la réunion ministérielle prévue pour mercredi prochain qui aura à en connaître et à en décider. Néanmoins, le pseudo-plan financier divulgué a cependant placé dans un ordre schématique un certain nombre de propositions présentées au Ministre des Finances par ses services. Il nous paraît vraisemblable par exemple que la loi de finances proposera une majoration de 10 %, non seulement de l'impôt sur le revenu, mais encore des différentes taxes à la production ainsi que des droits du fisc sur les bénéfices des sociétés. Quant à l'augmentation légale de la durée du travail, il ne saurait en être question. Notons que porter la durée légale à 48 heures par semaine ne changerait pas grand chose, et prouve la méconnaissance de ce problème par les auteurs qui en ont traité, puisque selon la statistique générale de la France, la durée effective moyenne du travail est actuellement en France de 45,6. Par contre, tout en limitant à 40 heures la durée légale du travail, le Gouvernement, dans le cadre de ses projets d'amélioration de la productivité, invitera les entreprises qui sont en déficit de main-d'œuvre à procéder par accord contractuel entre patrons et ouvriers à l'accomplissement d'heures supplémentaires, à la fois exemptées de l'impôt sur les salaires et des redevances au titre de la Sécurité Sociale.

ATTITUDE S.F.I.O. FACE A L'AIDE AMÉRICAINE.

Le Conseil National de la S.F.I.O. a donc suivi Monsieur Guy Mollet, lequel a en fait proposé un soutien relatif du Gouvernement afin d'éviter que le R.P.F. se rallie à la majorité (s'il en avait l'intention) mais sans que les Socialistes participent, si faiblement que ce soit, aux charges du pouvoir dans les semaines à venir. En fait donc, Monsieur Guy Mollet s'apprête à soutenir Monsieur Pleven un peu de la manière dont la corde soutient le pendu avant que la barreau n'ait ouvert la trappe de l'échafaud. Pourtant, les débats à venir auraient, pour donner quelque assurance à Monsieur Pleven, nécessité une majorité un peu plus stable. L'observateur le moins avisé doit en effet comprendre que les quelques 400 millions de dollars "supplémentaires" (ceux-là mêmes qui viennent s'ajouter aux 200 millions formellement entamés) ces 400 millions disons-nous doivent seulement provenir des versements effectués par les troupes américaines résidant en

Intensification de la production de titane aux U.S.A.

Les différents procédés de traitement du minerai, maintenant au point, après de laborieuses recherches, les U.S.A. ont décuplé leur production de titane par rapport à l'année 1950. Ce métal aussi résistant que l'acier, assez dur pour faire des blindages, ne rouille pas et résiste tant aux acides qu'à l'eau de mer. L'Amérique en a produit 70 tonnes en 1950, 700 tonnes cette année et veut en produire 5.000 tonnes l'an prochain. Les deux principaux fabricants actuels sont la "Du Pontet Titanium Metal Cor." (filiale du National Lead Co.) et l'Allegheny Ludlum Steel Co. (cette dernière aura produit cette année de 300 à 400 tonnes). Les experts du Pentagone ont déclaré que dans l'éventualité d'une guerre totale, la production de titane du bloc occidental devrait atteindre 500.000 tonnes par an. Les mêmes experts insistent sur le fait que ce métal présente des coefficients technologiques intensification (Paris) 12-13-51 12-13-51 12-13-51

Approved For Release 2002/08/15 : CIA-RDP83-00415R010200050032-7

- 2 -

France ainsi que de commandes de guerre passées à l'industrie française. Il est évident que si l'Assemblée ne ratifiait pas le projet d'armée européenne auquel les Etats-Unis semblent attacher un si grand prix, il faudrait bien dire adieu, non pas à ce prêt, mais à ce paiement de marchandises et de services qui serait à reconsidérer de A jusqu'à Z. Cela au moment même où, sans plus attendre, certains membres du Cabinet de Monsieur Adenauer se lancent dans des diatribes du plus pur style "revanchard", Monsieur Seehofer, Ministre de Bonn, ayant purement et simplement réclamé dimanche dernier le retour aux frontières du grand Reich allemand (comprenant implicitement l'Alsace et la Lorraine).

EPURATION POSSIBLE AU R.P.F.

On sait peut-être que la semaine dernière deux députés R.P.F.

au-

- 4 -

Le 75 % de la production est réservée à la fabrication des compresseurs d'avions à réaction. On procède cependant à des essais d'hélices en titane ainsi que de plaques de base pour mortier de 81 (la plaque en titane pourrait être portée par un seul homme). La Republic Steel poursuit les essais de résistance du titane pour les plaques de blindage et l'artillerie (le poids des engins pourrait ainsi être réduit de 30 à 40 %) augmentant considérablement le coefficient de mouvement des armes. La Marine est également très vivement intéressée mais ne peut envisager l'utilisation de ce métal qu'alors que son prix de revient aura baissé par intensification de sa production. Les U.S.A. évaluent à 200 millions de tonnes les gisements de ce minerai qui sont actuellement possédés par la Kennott Copper Co., la New-Jersey Zinc Co. et la National Lead Co. (mines de Tahawus, dans les monts Adirondack) D'autres gisements ont été détectés en Floride, Caroline et Virginie qui appartiennent à Du Pont, Humphrey Gold Co., American Cyanamid Co. et Glidden Co.

Une aciérie de Kassel va exporter des locomotives aux Indes.

Une très importante aciérie de Kassel vient de passer marché pour la fourniture de locomotives de 150 tonnes à l'Indian Railways. Il faut se rappeler que le Docteur Schacht actuellement à New-Delhi s'est vu proposer par Monsieur Nehru un poste officiel de Conseiller financier dont le contrat serait signé postérieurement à la proclamation du résultat des élections aux Indes.

Le Yemen va formuler des revendications sur Aden.

L'Imam du Yemen qui, tout comme l'actuel sultan du Maroc, peut postuler dans l'Islam au titre de Commandeur des Croyants, va certainement formuler par le truchement de sa délégation à l'O.N.U. des revendications sur Aden, colonie de la Couronne. Notons simplement que depuis le 15 Novembre dernier, des techniciens de l'ex A.I.O.C. examinent sur place (en Aden) le vieux projet d'exploitation des pétroles qui a fait l'objet d'un permis de prospection concédé à la Petroleum Concession Ltd, filiale de l'Irak Petroleum Co., Société dans laquelle l'A.I.O.C. est actionnaire pour 23,75 % des parts, la Shell également pour 23,75 % des parts, la Compagnie Française des Pétroles pour 23,75 %, la Standard Oil (New-Jersey) pour 11,875 % des parts, la Socony Vacuum pour 11,875 %, et Monsieur Gulbenkian pour 5 %

LE MARCHEAL TITO SERA INVITE A LONDRES SOIT IMMEDIATEMENT AVANT LE DEPART, SOIT IMMEDIATEMENT APRES LE RETOUR DES ETATS-UNIS DE MONSIEUR CHURCHILL.

CERTAINS SYNDICATS PATRONAUX AMERICAINS CONTRE LA CANDIDATURE EISENHOWER.

Les dirigeants du très important syndicat patronal des brasseurs de bière, ont fait savoir qu'ils ne soutiendraient pas financièrement une campagne Eisenhower à la Présidence des Etats-Unis. Ils ont par contre fait savoir qu'ils étaient disposés "à aider n'importe quel civil contre n'importe quel militaire".

Cette lettre rigoureusement personnelle doit être remise en mains propres.

C O N F I D E N T I E L

(Lignes groupées)

PARIS, le 5 Décembre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt quatre-heures.

LE MYTHE DE L'ARMEE EUROPEENNE DENONCE PAR SES DEFENSEURS D'HIER.

Recevant hier, dans la soirée, quelques journalistes Messieurs DE MENTHON et BARANGE ont procédé avec eux à une sorte de conversation à bâtons rompus. L'un d'entre eux n'a pas hésité à déclarer que son actuelle impression était "que les Américains paraissent disposés à mettre de l'eau dans leur vin en révisant leur conception de l'armée européenne." Les leaders républicains populaires semblent ignorer que le mythe de l'Armée Européenne politiquement défendu par EISENHOWER, n'a jamais été pris au sérieux un seul instant au Pentagone et qu'il n'a jamais eu d'autre but que d'amener, par étapes successives, les Pays d'Europe à entériner la renaissance d'une force armée allemande voulue et organisée par certains milieux militaires américains. Il est néanmoins symptomatique qu'à la veille de la discussion de ce projet fumeux, deux parlementaires éminents de la majorité osent affirmer, en termes à peine diplomatiques, ce que nous n'avons cessé d'écrire, ici, depuis des mois. Quant à l'autre mythe, plus invétéré encore, si c'est possible, d'une Fédération des Etats d'Europe, les mêmes députés ont dû convenir qu'une telle Fédération ne saurait, dans l'actuel état des esprits, réunir d'autres pays que la France, l'Allemagne et peut-être l'Italie (En Italie, seuls les démocrates chrétiens en sont partisans.) C'est donc autour du seul pool de l'acier et du charbon, vraisemblablement suivi d'un pool vert, que la grande idée d'unité européenne devra faire ces premiers pas. L'Angleterre sera représentée, auprès des différents organismes, par des délégations permanentes, dont le but sera sans doute beaucoup plus d'observer que de suivre. Il est symptomatique qu'un quotidien financier du soir titrait, hier, son éditorial de politique étrangère par cette phrase : "CHURCHILL se prononce contre toute politique occidentale qui couperait les ponts avec Moscou". Ce qui est une confirmation éclatante de ce que nous n'avons cessé également de répéter ici. Ainsi donc, une fois de plus, la politique extérieure française se trouvera, si nous osons nous exprimer ainsi, "à la remorque de la conjoncture" alors qu'il eût été facile de la prévoir et de l'orienter. Notons enfin, pour en terminer avec le pool de l'acier et du charbon que les deux parlementaires désignés pour en rapporter le projet aux commissions du Travail et de la Production Industrielle lui sont tous deux résolument hostiles.

LEGERE AMELIORATION A L'UNION EUROPEENNE DES PAIEMENTS.

Approved For Release 2002/08/15 : CIA-RDP83-00415R010200050032-7
la France laisse apparaître un léger crédit global de l'ordre de

six millions de dollars (monnaie de compte) . Mais il ne s'agit pas là d'un brusque renversement des courants commerciaux. Si les opérations franco-suisse dégagent à elles seules, pour la semaine intéressée, un solde créditeur de dix millions de dollars, c'est là le résultat des rapatriements obligatoires, imposés aux succursales suisses des banques françaises nationalisées, rapatriements que nous avons annoncés, dès la semaine dernière. De plus, il nous semble que nos soldes créditeurs sur l'Allemagne, le Portugal et la Suède doivent également avoir pour origines des opérations de caractère financier dont le processus ne nous est pas connu. Pour l'Allemagne, par exemple, l'évolution de la balance commerciale ne permet pas, en effet, d'admettre le principe naturel d'un solde créditeur. D'une manière générale, cependant, (sauf avec la zone sterling) nos débits sont atténués par rapport aux semaines précédentes et il faut peut-être songer aussi à la nécessité dans laquelle se sont trouvés certains exportateurs de rapatrier, pour l'échéance de fin de mois, des devises qu'ils avaient laissées à l'étranger, le plus longtemps possible. Nous pensons cette explication valable à la lumière du fait que notre débit sur la zone sterling (provoqué en grande partie par les paiements de laine) se soit maintenu, le phénomène de non-rapatriement ne s'étant jamais produit pour le sterling. Nous pensons, avec les réserves que comporte un tel pronostic, que notre position débitrice globale à l'U.E.P. continuera à s'accroître, mais à un rythme plus lent, toutefois, qu'en Octobre et pendant les premières semaines de Novembre.

CRISE A LA S.F.I.O.

La décision du Conseil National S.F.I.O. de dimanche dernier de soumettre le Groupe Parlementaire au contrôle d'un véritable politburo n'est pas de nature à faciliter la tâche des députés S.F.I.O. au cours de grands débats qui vont se dérouler devant l'Assemblée. La démission prévue de Monsieur LUSSY en est un symptôme éclatant, tandis que la candidature à sa succession de Messieurs LE TROCQUER et BOUTBIEN semble diversement accueillie des militants pour des motifs.... également divers. En fait, si la scission prévue par certains observateurs de la S.F.I.O. ne s'est pas encore produite, le divorce ne cesse de devenir plus aigu entre les pontifes et la base, d'aucuns diraient entre la doctrine et la tactique, entre la pureté et l'efficacité.

LE NEO-DESTOUR SONGE A SATYAGRAHA.

Le Néo-destour fort inquiet de l'impasse des négociations en cours est cependant peu disposé à provoquer, en Tunisie, si même il en avait les moyens, des troubles sanglants. Par contre, un doctrinaire nationaliste tunisien vient de suggérer qu'en cas d'échec, il serait préférable de promouvoir un véritable mouvement de non collaboration avec les Français qui puiserait son inspiration et ses méthodes dans les théories et l'action de GANDHI. Il nous apparaît, dès maintenant, évident que les concessions économiques que peut accorder la France aux Ministres Tunisiens le seraient plus. **Approved For Release 2002/08/15 : CIA-RDP83-00415R010200050032-7** Les moyens commerciaux, les très grosses entreprises étant de taille à défendre leurs intérêts elles-mêmes.

Le 5 Décembre 1951

LES REELLES INTENTIONS DE MONSIEUR BISSEL.

Le même jour, Monsieur HOFFMAN, ancien Administrateur du Plan MARSHALL et Monsieur BISSEL, actuel Administrateur du même, prononçaient un très violent réquisitoire, l'un à New-York, l'autre à Washington contre les méthodes patronales et "l'esprit social" en Europe. Dès le 17 Juillet, et à plusieurs reprises depuis cette date, nous avons révélé cette orientation des milieux américains. Au cours du même exposé, Monsieur BISSEL a suggéré qu'au cours des deux à trois années à venir (le plan MARSHALL proprement dit devant atteindre son terme au 30 Juin 1952), la politique américaine d'investissement à l'Etranger ne devrait pas se limiter aux seules industries de guerre. Une telle déclaration appelle un commentaire : ou bien il s'agit là d'un exposé de pure propagande, car dans le cadre de la politique actuelle, l'Amérique ne dispose pas même des moyens de financer efficacement l'effort de réarmement qu'elle demande à ses alliés. Il ne saurait donc être question qu'elle puisse accorder d'autres subventions. Ou bien Washington a déjà tiré les enseignements qui se dégagent de l'attitude britannique et veut maintenir dans le Monde la pérennité de ses intérêts jusques et y compris dans l'éventualité d'une large détente entre l'Est et l'Ouest.

Par contre, nous sommes en mesure d'affirmer que les experts placés sous le contrôle de Monsieur BISSEL travaillent activement au "décorticage" des résultats du Plan en Europe. La plupart des experts considèrent dès maintenant que les buts du Plan n'ont pas été atteints et que des sommes beaucoup trop importantes ont été absorbées, "sans profit moral" soit par de très grosses sociétés, soit même par les secteurs nationalisés, alors que le but du plan était de faciliter l'extension de la libre entreprise dans les Pays bénéficiaires. En Mars prochain, quand tous les rapports des experts auront été examinés, il faut nous attendre à de cruelles décisions.

Le Federal Reserved Board à nouveau attaqué.

Le représentant PATMAN du Texas, Président d'une Commission du Congrès a très vivement attaqué la politique du F.R.B. auquel il reproche son opposition systématique à l'octroi de larges crédits à l'industrie.

La pénurie de métaux continue d'inquiéter les U.S.A.

Chaque jour, des rapports nous parviennent d'Amérique qui reflètent tous ce souci dominant : pénurie de matières premières. Pour l'acier, la production doit être accrue dès les premiers mois de 1952, pour atteindre en fin d'année, une capacité de production annuelle de 115 millions de tonnes, mais alors seulement les restrictions pourraient être levées. Pour l'aluminium, bien qu'un plan prévoit de doubler la capacité, par rapport à 1950, le métal manque gravement au secteur civil. Pour le cuivre, les augures prévoient la pénurie au moins jusqu'à la fin de 1954. Pour le tungstène, le problème est encore plus aigu. Quant au plomb, par suite des conflits sociaux, il manquera lui aussi.

Autour du complexe de Franceville.

On sait peut-être que le complexe de Franceville (gisements de manganèse du Bas-Congo) reçoit actuellement une très forte injection de capitaux américains et que la Oliver Iron Company s'apprête à le mettre en valeur. Cette opération n'est pas sans provoquer quelques remous au sein de deux groupes bancaires parisiens lesquels ne semblent pas avoir effectué une opération bien brillante en acquérant la majorité des titres de la Société du Bas et Haut Ogoué, proche du complexe de Franceville.

La Guerre de Corée, selon le nouveau rapport officiel du Pentagone coûte actuellement aux Nations Unies, deux mille hommes par semaine en pertes humaines. Elle coûte en argent, aux Etats-Unis, plus de cinq milliards de dollars par an.

Monsieur OPPENHEIMER discutera en France, entre autres sujets, l'exploitation éventuelle par un pool allié des gisements uranifères de Madagascar.

Le chancelier ADENAUER inquiète le State Department.

Selon un rapport, adressé de Francfort au Département d'Etat Américain, les services spéciaux américains redoutent que pour conserver le pouvoir et maintenir les Démocrates Chrétiens à la tête du Gouvernement, dans l'inévitable éventualité d'une unification de l'Allemagne, le Chancelier Fédéral et ses Ministres n'aillent au-delà des revendications du parti social démocrate de Monsieur SCHUMACHER. Ce même rapport souligne que Monsieur ADENAUER a vraisemblablement déjà pris des contacts secrets avec l'Est.

CE QUE DECIDERA LE CONSISTOIRE DE DECEMBRE.

Outre qu'il sera vraisemblablement procédé, au cours du Consistoire qui doit se tenir en Décembre au Vatican, à l'élection de nouveaux titulaires aux vingt et un postes de cardinaux, actuellement vacants (sur soixante-dix) nous croyons savoir qu'il est dans les intentions du Souverain Pontife de procéder à une nouvelle simplification de la Curie et à une modernisation des tâches, comportant la création "de cardinaux spécialistes" et "chargés d'affaires". De plus, il est dans les intentions du Vatican de ratifier la Convention Maritime de Barcelone, laquelle concerne les Etats qui possèdent une flotte, sans posséder de ports. Il est également envisagé à Rome, la création d'un port aérien, d'une gare vaticane et d'une fabrique de monnaies. L'aérodrome baserait les avions de l'Ordre de Malte.

Démission, prochaine, de Madame Anne ROZEMBERG, Secrétaire d'Etat Adjointe à la défense des U.S.A., considérée comme une "créature" du Général MARSHALL.

Cette lettre, rigoureusement confidentielle, doit être relise en mains propres.

"INFORMATIONS ET CONJONCTURE"

C O N F I D E N T I E L

79, Avenue des Champs-Élysées,
ÉLYsées 24-63
(Lignes groupées)

~~Paris, le 24 Novembre 1951.~~

Paris, le 6 Décembre 1951.

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

LA SECURITE SOCIALE SERA ALLEGEE AU DETRIMENT DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE.

Ainsi donc, le Conseil des Ministres adoptera vraisemblablement samedi prochain le principe d'une loi de finances en 28 articles accompagnée de quatre "lois cadres" dont nos lecteurs sont avertis depuis déjà quelques mois. Les quatre "lois cadres" délégueront donc pratiquement les pleins pouvoirs au gouvernement pour légiférer sur : la S.N.C.F., la Sécurité sociale, les Economies administratives à réaliser, la Réforme de l'Assistance publique. Cette dernière loi est importante car elle permettra au gouvernement en restituant à l'Assistance publique certaines charges, de faire imputer aux budgets des collectivités locales et départementales des débours jusqu'ici assurés par la Sécurité sociale. La loi de finances portera augmentation des impôts indirects à l'exception toutefois des impôts sur les opérations de bourse, des droits de mutation, des tarifs douaniers, de certaines taxes sur les produits à la charge des détaillants. La loi de finances prévoit également un renforcement théorique de la lutte contre la fraude, notamment par apposition de certaines vignettes facilitant le contrôle sur les factures. Quant à la majoration de la surtaxe progressive, laquelle fait encore l'objet d'âpres discussions entre les ministres intéressés, il est vraisemblable qu'elle n'atteindra 10% que pour la tranche de revenus supérieure au million. Pour en terminer aujourd'hui avec la politique financière, révélons que sur la très vive pression des organisations patronales, il est possible que la Banque de France hésite à porter à 6% le taux d'escompte. Il doit néanmoins subir une nouvelle majoration de 1/2 point dans la 2ème quinzaine de décembre.

REBONDISSEMENT LIMITE DE L'AFFAIRE SCOLAIRE.

Le gouvernement n'ayant pas retenu l'avis confirmé du Conseil d'Etat sur l'interprétation de la loi Barangé, monsieur André Marie a signé le décret et la circulaire d'application. Au cours du Conseil des Ministres, monsieur Bidault avait échangé des propos assez vifs avec son collègue de l'Education Nationale, lequel a répondu qu'il entendait se cantonner à la fois à l'esprit et à la lettre de la loi. Les partisans de l'extension des subventions aux écoles maternelles et aux cours complémentaires, vont donc entraîner maintenant les associations de parents d'élèves à leur

-2 -

tour en Conseil d'Etat. Mais, une telle requête se trouvera alors être examinée non plus par la section de l'Intérieur qui a formulé l'avis que l'on sait, confirmé, mais par la section Contentieux, qui peut avoir une optique différente. Certains affirmaient en effet que quelques éléments R.F.F. n'étaient pas sans avoir pesé sur la décision de la plus haute juridiction de l'Etat, afin de faire rebondir l'Affaire, et de placer le gouvernement Pleven en face de nouvelles difficultés internes.

Une pétition rédigée dans ce style particulier qui rappelle fort le ton de monsieur Ramadier a circulé hier à la Chambre pour inviter monsieur Charles Lussy à revenir sur sa démission de Président du Groupe parlementaire S.F.I.O. Aux dernières heures, fort peu de signatures s'étaient au bas de cette pétition.

L'IMPASSE TUNISIENNE SE TRANSFORME EN CUL DE SAC.

En ajournant une fois de plus sa décision sur l'affaire tunisienne, le gouvernement confirme avec éclat ce que nous avons écrit ici dès qu'il fut question de la venue à Paris des ministres tunisiens, dans le temps même où les déclarations officielles se multipliaient pour répéter que l'euphorie était totale. Hier, monsieur Habib Bourghiba, déclarait catégoriquement que les relations franco-tunisiennes risquaient d'atteindre avant la fin de l'année une phase d'une extrême délicatesse. Il a déclaré à l'un de nos informateurs : " Nous n'admettrons jamais une interruption des conversations dont le Résident-général de France avait formellement promis à monsieur Chenik qu'elles seraient menées jusqu'à leur terme". Dans le même temps, le sénateur Colonna déclarait avec solennité à une délégation de notables français de Tunisie venue le visiter au Luxembourg : "La Constitution est notre sauvegarde à tous. Après toutes les erreurs de ces derniers jours, nous n'accepterons pas que sans consulter le Parlement, on engage plus avant la France dans la voie désastreuse de l'autonomie interne".

Le nouvel ambassadeur d'Egypte présentera ses lettres de créance au Vatican en sa qualité de représentant de Sa Majesté le roi d'Egypte et du Soudan. Notons que depuis huit jours, un représentant diplomatique est accrédité dans les mêmes termes auprès du gouvernement de Madrid.

VOICI LES NOUVELLES ARMES ATOMIQUES:

En marge des bombes atomiques, dont nous continuons d'affirmer qu'il n'existe pas de fabrication en série spécifiquement tactique, des travaux d'armes nucléaires destructives ont été poussés fort loin. On peut actuellement les classer en trois familles:

- a) le sable nucléaire, composé de résidus de piles atomiques mêlés à du sable très fin. L'utilisation de ce sable rendrait paraît-il inhabitables d'importantes concentrations urbaines. Le docteur Thirring qui en a étudié les effets, considère qu'il serait matériel

Le 6 Novembre 1951.

- 3 -

- b) les gaz au plutonium . Ces gaz peuvent être produits à partir de réacteurs atomiques, sans qu'il soit besoin de purifier le plutonium. Ils peuvent donc être fabriqués par de petits pays. La toxicité du plutonium, déjà considérable à l'état pur, se trouve augmentée pour la fabrication de ces gaz : par combinaison avec des composés fluorocarbonés. Un microgramme de ces combinaisons étant mortel, il suffirait donc d'un gramme convenablement dilué pour détruire un million d'hommes.
- c) le radioxénon, gaz produit par la fission de l'uranium qui peut être recueilli dans les grandes piles nucléaires. Emettant un rayonnement de rayons gamma durs, aucun masque ne peut protéger contre ses effets. Chimiquement inerte, le radioxénon ne peut donc être neutralisé. Plus lourd que l'air, il s'accumule au ras du sol jusqu'à produire une intensité de 400 Roentgens, intensité mortelle.

Mais il ne nous apparaît pas qu'aucun pays soit actuellement en possession de stocks importants de ces "armes terrifiantes" auxquelles le Président Truman faisait allusion récemment, sans préciser ce qu'elles étaient.

Echange Fer contre Aluminium.

Malgré les vues économique-politiques de monsieur Symington, contre le sterling, la pénurie d'aluminium est telle aux Etats-Unis que monsieur Fleischman, directeur de la D.P.A a dû acheter au Canada 11.000 tonnes d'aluminium, lesquelles devaient être primitivement livrées à l'Industrie britannique. En échange, et au cours du 1er trimestre 1952, l'Amérique enverra en Grande-Bretagne 25.000 tonnes d'acier fini, et 46.000 tonnes de brut, au lieu de 30.000 tonnes primitivement prévues. En outre, 28.500 tonnes de ferraille allemande qui devaient être embarquées pour les U.S.A. seront dérouterées vers la Grande-Bretagne. Notons en marge de cela que monsieur Adenauer a formulé à Londres son désir de partager éventuellement avec la Grande-Bretagne les grands marchés sidérurgiques entrant ou non dans le cadre de la politique d'armement. De même que monsieur Harriman est venu assurer le lendemain que l'intention de l'Amérique n'était pas d'éliminer la sidérurgie britannique qui pourrait fort bien se trouver un jour "dénationalisée".

AMENUISSEMENT DU POUVOIR D'ACHAT DU DOLLAR.

Selon les experts du Trésor américain, il faudra bientôt chiffrer entre 5 et 8% l'augmentation du coût de la vie aux Etats-Unis. Au cours de l'année fiscale 50-51, le "dollar consommateur" a subi une perte moyenne de 6, 4%, tandis que le "dollar-salaire" en subissait une de 8, 6%, ce dernier devant encore se dévaloriser en 1952. Le "dollar-matière première" a fléchi de 7, 3% tandis que le "dollar construction" (financement ou création d'entreprises) a regressé de 5, 5%. Outre cela, il faut constater que les prêts consentis par les banques New-Yorkaises aux affaires privées ont, pour la semaine du

14 au 21 Novembre baissé de 16 millions de dollars, marquant une nouvelle régression pour la 2ème fois en 5 semaines. Si l'on se réfère à la semaine correspondante de 1951, la diminution de crédits consentis est de 726 millions de dollars. Monsieur Oliver Powell, du "Federal reserve board" vient de prendre la tête des banquiers protestataires contre la politique de restriction des crédits du gouvernement.

VERS UNE MODERATION DE L'EFFORT DE GUERRE AUX U.S.A.

On sait que monsieur Charles Wilson, approuvé par le Président Truman a souligné à plusieurs reprises les dangers d'une trop rapide augmentation de la production de guerre, au détriment de l'Economie civile du pays. Les "modérés", de plus en plus nombreux dans les sphères dirigeantes américaines, s'inquiètent du fait que de nombreuses entreprises soient aujourd'hui obligées à réduire l'emploi de leurs ouvriers. Nous avons publié ces derniers temps plusieurs informations à ce sujet. Tout récemment, la Tinton Bearing Company, très importante société de roulements à billes, a dû ramener à 5 journées par semaine le temps de travail du quart de ses ouvriers, plus particulièrement dans deux de ses usines de Cleveland. Cette réduction avait pour origine la réduction de la Production civile, et la non passation en temps voulu des commandes de guerre qui avaient été promises pour rétablir l'équilibre. Par ailleurs l'Association nationale des agents d'affaires américains constate dans son dernier rapport mensuel une nette diminution de la Production. Ce rapport ajoute qu'il est inadmissible que certains ordres ne puissent être satisfaits, alors que la demande tend à décliner.

POURQUOI MONSIEUR FOSTER DULLES EST ALLÉ A TOKIO.

La décision du général Ridgway de replacer sous le contrôle direct de l'armée américaine un grand nombre d'usines nippones, n'apaise pas pour autant le State Department. Monsieur Foster Dulles est allé rappeler à Monsieur Yoshida, qu'il l'avait verbalement assuré de faire reconnaître la Chine de Tchang-Kaï Chek par son gouvernement. Or, maintenant que le pacte de San-Francisco est signé, le Premier nippon semble avoir adopté l'opinion des économistes de son pays, opinion réaliste, selon laquelle la Chine de Mao-Tsé-Toung, c'est-à-dire la presque totalité du territoire chinois, doit être ménagée, afin d'approvisionner en matières premières l'industrie japonaise, et d'absorber en échange une quantité importante de produits manufacturés par le Japon. Monsieur Foster Dulles a trouvé à Tokio, monsieur Yoshida toujours aussi plein d'humilité... mais très humblement décidé à rester sur ses positions. Une reconnaissance politique, et problématique de la Chine nationaliste, ne pourrait intervenir qu'après la signature de solides traités de commerce avec Mao, au sujet desquels les négociations sont plus qu'avancées.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

79, Avenue des Champs-Élysées,
ÉLYsées 24-63
(Lignes groupées)

C O N F I D E N T I E L

Paris, le 7 Décembre 1951.

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

LE POOL ACIER-CHARBON SERA VOTE PAR L'ASSEMBLEE.

Il est aujourd'hui évident que le pool de l'acier et du charbon sera voté par l'Assemblée par 280 à 290 voix. Il est sans doute regrettable que les interventions, dont certaines furent remarquables, de la part de l'opposition, viennent se placer dans le cadre d'un jeu parlementaire qui masque à peu près totalement les conséquences réellement dramatiques d'une orientation qui placera demain la France aux frontières de la catastrophe. Qu'on nous entende bien: Le pool de l'acier et du charbon, s'il devait prélude une entente européenne durable, devrait être sans restriction, approuvé par tous les hommes de bonne volonté. Aujourd'hui, dans une conjoncture européenne incertaine et confuse, ce projet, demain une tentative de réalité, arrive trop tôt ou trop tard. Trop tôt pour que notre pays y puisse participer d'une manière efficace sans menacer dangereusement notre sécurité extérieure et les rouages de notre Economie. Trop tard parce qu'il est aujourd'hui patent que la politique atlantique dont il devait être la première réalisation pratique en Europe traverse une phase ultime et que ceux-là même qui en ont été les promoteurs, s'apprêtent à l'enterrer demain avec une certaine allégresse. La tentative de la mise en application de ce pool aura pour conséquences l'affaiblissement de notre politique africaine au bénéfice de l'Allemagne, à l'heure même où le Commonwealth britannique se déplace de l'Orient vers l'Afrique. Il est douloureux de constater que nos gouvernants, lesquels, en privé, ne manquent ni d'intelligence ni de talents, acceptent en échange de subventions incertaines, de faire approuver par le Parlement une politique extérieure à laquelle aucun d'eux ne croit plus. On a beau affirmer dans certains milieux qu'il s'agit seulement là d'un geste dont les faits, demain, prouveront la vanité, c'est encore trop. Nous ne cessons de répéter ici que tandis que la politique française se déroule dans le style d'une Comoedia dell'arte, l'Angleterre et la Russie exécutent avec méthode des plans mûrement préparés. Quant à l'Amérique, celle se trouve dès maintenant écartelée politiquement et économiquement pour avoir voulu mener un peu partout dans le monde depuis 1945 trop de doubles jeux mal coordonnés. Un des conseillers du Président Truman n'hésitait pas à déclarer la semaine dernière: "Nous autres américains, nous ne créons plus que des événements qui nous dominent". En clair, et bien qu'à l'habitude nous nous gardions d'exprimer un

avis sur les faits que nous nous contentons de rapporter fidèlement, il ne nous est pas possible de ne pas écrire aujourd'hui que la France abdique une partie de son indépendance en échange d'une cuirasse faite de carton pâte.

LES "ERREURS" DU GENERAL OLMSTED.

Nous avons révélé voilà plusieurs semaines que les fournitures d'armes aux pays d'Europe n'avaient pas été effectuées par les Etats-Unis, pas plus dans le temps prévu que qualitativement. A l'occasion de la Conférence de Rome, le major-général George Olmsted, souhaitant créer le climat favorable, n'avait pas hésité à déclarer que la France par exemple, avait reçu de l'Amérique, 2.148 tanks légers et moyens. 48 heures plus tard, le Secrétaire d'Etat à la Défense des Etats-Unis devait convenir devant une commission du Sénat que le total des chars envoyés à la France s'élevait à peine à 500. Révétons aujourd'hui que les nouvelles promesses qui nous sont faites pour de nouvelles livraisons portent essentiellement sur des modèles du type M 42, datant de 1944, armés de canons de 75 mm et très largement surclassés par les blindés soviétiques. Aux U.S.A. mêmes les chars M 43 de 52 tonnes armés de canons de 120 mm ne sortiront pas en série avant le mois de Juin 1952 et ne pourront être exportés des Etats-Unis avant 1954. Aujourd'hui encore les divisions américaines stationnées en Allemagne ne sont dotées que de M 42. Sur les 4.500 avions prévus pour 1952, les Etats-Unis n'en pourront produire que 3.500, ce qui revient à dire que les 163 escadres réclamées par l'Etat-Major de l'Air américain ne recevront pas leur dotation complète avant 1956. Enfin pour les armes légères, le fusil automatique M 4 vient tout juste de dépasser le stade de prototype et commencera à sortir en série en 1952. Selon les propres déclarations du Général Collins, il ne pourra être livré aux Nations européennes avant 1953 et seulement dans une proportion de 10 % par rapport à la production totale.

BON CLIMAT A LA SOUS-COMMISSION DES QUATRE. AUX NATIONS UNIES.

Monsieur Padilla Nervo vient de faire tenir aux représentants du Pakistan et de l'Inde que si un armistice rapide intervient en Corée, le climat relativement favorable qu'il reconnaît être celui de la sous-commission des quatre Grands, pourrait permettre d'envisager un travail concret malgré l'apparente impasse actuelle. Quant à Monsieur Jessup, il a déclaré à l'un de ses proches collaborateurs qu'à première vue la proposition sino-coréenne d'une mission neutre de contrôle en Corée lui apparaissait comme une bonne solution. Il a cependant précisé que son Gouvernement ne pourrait accepter le contrôle des ports d'accès qu'à la condition que les commissaires puissent investiguer au-delà de la frontière de Mandchourie.

La Turquie n'acceptant pas que le Haut Commandement en Moyen-Orient soit confié à un Officier "étranger", il est possible que le Maréchal Montgomery accepte, au nom des intérêts supérieurs de la Grande Bretagne, le poste de conseiller d'un Général Turc.

- 3 -

Le 7 Décembre 1951

Le Japon compte actuellement sous les drapeaux 180.000 hommes entraînés camouflés sous différentes étiquettes de police, pompiers, milice, etc...

DUALITE AMERICANO-BRITANNIQUE AU SUJET DU MARCHÉ CHINOIS.

Nous avons révélé à plusieurs reprises comment l'industrie japonaise développait son commerce avec la Chine communiste. Nous sommes en mesure de révéler aujourd'hui qu'au moment même où Washington mettait le Gouvernement de Londres en demeure de faire cesser le "commerce illégal" de Hong-Kong vers Canton, les autorités américaines d'occupation au Japon approuvaient les accords de commerce passés entre Tokio et Pékin. Il apparaît donc clairement qu'entre les vues stratégiques du Pentagone et les "affaires" un compromis est toujours possible. Ceci est d'autant plus significatif que depuis 1949, les groupes industriels japonais sont pratiquement passés sous le contrôle de certaines grosses sociétés américaines. La "Westghinhouse Electric co." et la "Standard Oil" détiennent en commun la majorité des actions de l'ancien Konzern Mitsubichi. "La General Electric Cor." (dont Monsieur Charles Wilson est Président) détient 45 % du capital de la Société Mitsui. "L'International Téléphon and Telegraph Co." détient 35 % des actions du groupe chimique Sumitowo. Rappelons que ces trois sociétés japonaises étaient les premières parmi les quatorze qui formaient le trust Zaibatsu, récemment rétabli dans ses droits..., postérieurement au noyautage bien entendu.

Des capitaux suisses importants sont affectés par le truchement d'une importante banque de Bavière à des recherches pétrolifères en Allemagne.

Le State Department s'est étonné officieusement des précisions données par le Gouvernement français au sujet des 600 millions de dollars; alors qu'il s'agit seulement là d'un ordre de grandeur devant résulter pour une part importante des dépenses que pourraient effectuer des troupes américaines cantonnées en France. En effet, ce chiffre comprend même les soldes qui seraient payées aux soldats. (En fait, l'administration redoute une fois de plus les attaques des républicains).

Un pool des Sociétés d'assurances sur la vie vient d'être créé aux Etats-Unis avec un capital initial de 250 milliards de dollars.

La construction du réseau américain de radars, qui doit assurer la protection des côtes américaines et canadiennes jusqu'aux régions polaires, vient d'être confiée à la General Electric.

Les U.S.A. viennent de décider la construction d'une fabrique de tritium sur les bords de la Savannah, en Caroline du sud.

- 4 -

1.250 millions de dollars supplémentaires viennent d'être attribués à la Commission américaine de l'énergie atomique contre 3 millions de dollars pour la création d'un nouvel organisme de défense civile anti-aérienne.

BLACK-OUT SUR L'AVION DE "VLADIVOSTOK".

Nous croyons savoir que la disparition récente d'un appareil américain, laquelle a fait l'objet de représentations diplomatiques, recèle un "petit mystère". En effet, l'appareil n'aurait pas été abattu comme il a été dit, mais arraisonné en vol et contraint d'atterrir. L'équipage serait interné et l'armée soviétique aurait trouvé à bord un équipement de radar et une caméra télescopique. Rappelons que le service géographique de l'armée américaine ne dispose pas actuellement de cartes récentes des côtes russes de la Mer du Japon et de la mer d'Okhotsk.

LES "COURRIERS" COMMUNISTES AUX U.S.A.

Le sénateur Mac Carran détient un rapport selon lequel le système postal américain n'offre que des garanties limitées de discrétion. Selon le même rapport, le parti communiste américain a mis au point un système de liaison clandestin, grâce à une entente avec l'Union Syndicale des employés des wagons-restaurants. Ce réseau clandestin de liaison se serait avéré fort efficace. En des temps encore proches des nôtres, en France, le personnel ambulancier des P.T.T. avait innové un système du même ordre. Mais les risques, alors, étaient autres.

LE MARÉCHAL TITO A REÇU, AINSI QUE NOUS L'AVIONS PRÉVU, L'INVITATION de se rendre à Londres par le truchement de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne à Belgrade. Le Chef du Gouvernement yougoslave fait quelques réserves. Il ne souhaiterait pas actuellement quitter le territoire yougoslave.

L'Irlande a été pressentie pour l'installation de bases aériennes américaines sur son territoire.

EN MARGE DE LA GUERRE FROIDE.

Tandis que les Etats-Unis achetaient à Tanger 4 tonnes de beryl en provenance directe de l'Union Soviétique, 32.000 paires de bottes provenant de régiments d'artillerie américains en garnison à Panama étaient vendues pour être débarquées à Port-Arthur après transit à Aden. Les bottes ont été vendues 1,15 dollars la paire.

Cette lettre rigoureusement personnelle doit être remise en mains propres.

79, Avenue des Champs-Élysées,
ÉLYSÉES 24-63
(Lignes groupées)

C O N F I D E N T I E L

Paris, le 8 Décembre 1951.

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

MONSIEUR PLEVEN A PERDU LA "COTE D'AMOUR".

La fragilité du gouvernement s'accroît au fur et à mesure que décroît au firmament parlementaire l'étoile de monsieur René Pleven, auquel on prêtait naguère de hautes qualités d'esprit, alors qu'à l'usage il ne se révèle guère plus brillant que le fragile docteur Henri Queuille. Un fait significatif sur lequel la Presse a fait un silence prudent, est advenu hier au Parlement, qui en témoigne: Le Président du Conseil soucieux de mettre un terme aux revendications de certains députés sur les budgets des ministères des Anciens Combattants et de la Justice, notifia son intention d'inviter le Parlement à passer outre, en invoquant l'article 17 de la Constitution. (L'article 17 interdit aux parlementaires de proposer des engagements de dépenses nouveaux, ce privilège étant réservé au gouvernement). La Commission du Règlement, aussitôt saisie, conclut que l'article 17 était inapplicable en pareille matière, et monsieur Edouard Herriot, Président de la Chambre, adressa à monsieur Pleven une lettre dans laquelle il était écrit " que la procédure suggérée par le gouvernement était intolérable". En fait, on reparlait fort hier, à nouveau, de douzièmes provisoires, ce contre quoi s'insurge monsieur Pleven. Monsieur David Bruce lui a fait tenir en effet à plusieurs reprises qu'il était hautement souhaitable que le budget de la France soit voté avant le grand discours de politique étrangère que le Président Truman doit faire dans les premiers jours de janvier.

MONSIEUR TISSIER MENACE DE DEMISSIONNER.

Le Directeur-général de la S.N.C.F. menaçait hier, si le gouvernement n'acceptait pas ses propositions, de donner sa démission de façon spectaculaire. Il réclame avec insistance l'augmentation immédiate d'un franc par kilomètre pour les voyageurs, et de 10, 5% sur les tarifs marchandises. Puisque nous en sommes au domaine des transports, signalons que les deux grandes firmes américaines de navigation aérienne, T.W.A. et P.A.A. vont multiplier dans les jours à venir les manœuvres pour concurrencer le trafic d'Air France sur l'Atlantique. Par ailleurs, les mêmes firmes prennent toutes dispositions pour ne pas se laisser supplanter sur l'Europe par la renaissance de l'Aviation civile al-

-2-

demande, révélée par nous dès le 14 Septembre et confirmée hier officiellement à Bonn. Sur les lignes africaines, dont l'exploitation par Air-France est bénéficiaire, il faut s'attendre dès les premiers mois de l'année prochaine à une très active concurrence tant anglaise que belge.

VERS UN ZOLLVEREIN GERMANO-HOLLANDO-BELGE.

Nous avons eu connaissance d'un "rapport brut" rédigé à Bonn par deux experts éminents du ministère de l'Economie nationale de la République fédérale, rapport actuellement transmis au gouvernement hollandais et qui semble retenir très sérieusement son attention. Devant l'échec de la politique de la libéralisation des échanges dans le cadre de l'Union Européenne des Paiements, Bonn propose à La Haye une très large union douanière. Le rapport indique qu'il ne s'agirait là que d'un premier stade qui permettrait de faire éclater ce qui peut subsister du fragile BENELUX et permettrait alors aux germano-hollandais de traiter avec la Belgique son inclusion dans leur système. Le commerce allemand disposerait alors librement des ports de Rotterdam et d'Anvers, et pourrait ainsi dangereusement concurrencer l'activité des grands ports de transit anglais. L'ALLEMAGNE estime que se trouveraient ainsi facilitées ses possibilités de pénétrer au meilleur compte dans les pays dits arriérés où les positions du commerce étranger sont encore incertaines. Une telle entente qui serait hautement favorable aux entreprises privées allemandes, hollandaises et belges, aurait encore une influence déterminante sur le marché et la production de Suisse allemande, lesquels, ainsi qu'on sait, sont tributaires de Rotterdam. Il est évident qu'une telle entente aurait des conséquences fatales quant à l'évolution du pool européen de l'acier et du charbon dont il est tant question ces jours-ci. Nous affirmons que le Quai d'Orsay est parfaitement au courant, sinon du "rapport brut," du moins des négociations qui se déroulent actuellement entre Bonn et La Haye. Il n'est pas exclu que les déclarations sensationnelles promises par monsieur Churchill à l'occasion de son prochain voyage à Paris, soient en fait destinées à "contrer", plus ou moins ouvertement, ce projet dont la réalisation menacerait très directement le Commerce Extérieur britannique.

LES MILIEUX CATHOLIQUES CANADIENS POUR UNE RENCONTRE DES TROIS GRANDS

Nous nous étonnons qu'aucun journal d'Europe ou des Etats-Unis n'ait cru devoir faire état d'un éditorial publié le 7 Novembre par le journal canadien "L'action catholique". L'Action catholique qui paraît à Québec et dont le tirage quotidien atteint 200.000 exemplaires, est pourtant considéré comme reflétant fidèlement les pensées de l'Eglise dans le Nouveau-Monde. Dans cet article, tout en condamnant les lenteurs des négociations en Corée, l'auteur se prononçait très favorablement pour l'éventualité aussi proche que possible d'une rencontre Truman-Churchill-Staline.

Il nous faut rapprocher cette prise de position de nombreux rapports de renseignements transmis aux délégués du Conseil Atlantique qui s'est récemment tenu à Rome, rapports qui dans leurs conclusions affirmèrent

manifester aucune intention agressive. De même que les rapports du S.R. britannique insistent sur le fait que depuis plus d'un an, la Russie se contentait de maintenir ses forces armées à leur niveau habituel. C'est vraisemblablement après recoupement de ces rapports que monsieur Churchill a annoncé que les conservateurs allaient réduire la réalisation du plan de réarmement travailliste.

Exportations des matières premières d'Afrique du Nord.

Pour l'année 1950, 75% des 3.520.000 tonnes de fer extraites de nos mines d'Afrique du Nord française ont été exportées vers la Grande-Bretagne. 80% des 250.000 tonnes de manganèse extraites, ont été exportées vers les U.S.A. ainsi que 50% des 99.000 tonnes de plomb extraites pendant le même exercice.

La compagnie minière de Konakry livre la presque totalité de sa production de fer à la Grande-Bretagne.

Un très important groupe canadien de l'aluminium porte un vif intérêt aux gisements de bauxite de l'île de Loss, en Guinée française.

Tendance à l'épargne aux U.S.A.

L'Américain moyen, contrairement à son habitude, semble chercher depuis quelques semaines à reconstituer l'épargne alors qu'il avait tendance à l'habitude de procéder en début d'année à de nombreux achats. Les épargnants américains confient leurs fonds soit à des compagnies d'assurances, soit à des organismes chargés de les placer "en valeurs sûres" (fonds d'Etat, ou sociétés de tout premier plan). Néanmoins, un assaut en règle est mené contre cette "épargne définitive", tant par des "investissements trusts" qui veulent la diriger sur des valeurs à revenus variables pour financer de petites entreprises, que par des sociétés de crédit, lesquelles prolifèrent paradoxalement et proposent sans aucun versement préalable les marchandises les plus diverses (de la cafetière électrique à la maison d'habitation).

MONSIEUR BISSEL A LA FONDATION FORD.

Nous avons révélé au moment même où monsieur Hoffmann quittait l'E.C.A. pour en prendre la direction, quels étaient les objectifs politiques de cette fondation, et de quels capitaux considérables elle disposait. Révétons aujourd'hui que monsieur Bissel, successeur de monsieur Hoffmann s'apprête à rejoindre ce dernier. Le curieux exposé qu'il fit tout récemment devant 287 chefs d'entreprises européens, doit être considéré comme son adieu à la fonction publique.

RECOMPES DE L'AVIATION US.

Sur le front de Corée, l'Etat-Major de l'U.S.A.A.F.

se montre de plus en plus inquiet de l'incontestable supériorité des Mig soviétiques. Les appareils américains de type plus ancien, comme le F.86 ont reçus pour consigne permanente d'éviter le contact quand ils se trouveraient à proximité de formations égales ou supérieures en nombre. Par ailleurs, plusieurs appareils militaires américains, basés à Wiesbaden, et qui survolaient le territoire de la Confédération helvétique, ont été impérativement invités à regagner le ciel allemand. Discrètement, le Département de la Défense de Berne a fait tenir au Haut-Commandement américain en Allemagne qu'il n'accepterait sous aucun prétexte le survol du territoire suisse par des formations militaires quelles qu'elles soient.

SITUATION EXACTE DES FORCES TERRESTRES STATIONNELLES EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE.

La 28ème division d'infanterie américaine qui vient de débarquer à Bremerhaven porte à 6 le nombre des divisions US stationnées en Allemagne. 7 divisions américaines actuellement entraînées aux Etats-Unis doivent théoriquement les rejoindre au cours de l'année 1952. Outre cela, il faut décompter 4 divisions britanniques, 3 divisions françaises, et 3 divisions belgo-hollandaises. Rappelons que les divisions allemandes si soigneusement préparées et qui se lèveront bientôt comme des champignons un matin pluvieux, se trouveront placées directement sous les ordres du Haut-Commandement américain. Notons que lors des récentes conversations parisiennes sur l'Armée européenne, un conseiller technique allemand, le major Fettmann, auquel on demandait, retour en Allemagne, pourquoi il était resté si peu de temps à Paris, répondit: "Ils acceptent nos suggestions, ils ne protestent jamais, c'est vraiment un travail fait trop rapidement."

TCHANG-KAI-CHEIK MIS EN CAUSE DANS UNE AFFAIRE DE CORRUPTION.

Deux officiers de la Chine nationaliste, attachés à l'ambassade de Washington et chargés de négocier des livraisons d'armes à Formose, viennent d'être convaincus d'avoir détourné 49 millions de dollars pour des trafics de pure contre-bande. Il s'agit du Lieutenant-général P. T. Mow et du colonel V. S. Hsiang. La banque de Chine ayant saisi de cette affaire son conseil de surveillance, une enquête étendue a permis de prouver incontestablement que le général Tchang-Kai-Cheik a utilisé à la fois pour des fins personnelles et pour la seule propagande de sa fraction gouvernementale, les bénéfices réalisés grâce au monopole sur le sel. (le sel est vendu en Chine nationaliste 1300% de son prix de revient brut.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

Samedi 8 Décembre 1951

SYNTHESE HEBDOMADAIRE N° 3

Economique, financière, commerciale

Commentaires confidentiels de CLARUS :

La Pression inflationniste continue

Le dernier bilan, il faut s'en souvenir, est arrêté au 29 Novembre :
c'est un bilan de fin de mois.

C'est surtout celui de l'avant dernier mois de l'année. En cette qualité, il porte toujours trace des préoccupations de l'échéance de fin d'année.

Une récente enquête statistique a révélé que la plupart des entreprises françaises n'avaient de réserve qu'à l'échéance d'un mois au delà du mois en cours. On ne saurait s'étonner, dans une telle occurrence, de la forte pression exercée par les soucis de trésorerie dans le sens d'une forte expansion des crédits à l'actif du bilan et d'une massive création de monétaire au passif.

La circulation fiduciaire s'est accrue de plus de 45 milliards. On remarquera que les comptes-courants et dépôts n'ont augmenté, dans le même temps, que de 3,5 milliards. Ce qui indique une tendance persistante à mettre immédiatement en circulation les disponibilités dont on dispose.

— Dans le même sens, on notera qu'au cours de la dernière réunion du Conseil national du Crédit, cette semaine, on a enregistré une forte décre de dépôts dans les caisses d'épargne :

54 milliards pour les neuf premiers mois de 1951
contre : 103 milliards pendant la période correspondante de 1950

— A l'inverse, les disponibilités monétaires s'étaient accrues de :

111 milliards (96 milliards de billets et 15 de comptes créditeurs)
pendant le troisième trimestre de 1950
170 milliards (120 milliards de billets et 50 de comptes créditeurs)
pendant le trimestre correspondant de 1951

— Mais les émissions de Bons du Trésor se sont fortement gonflées de :

40 milliards pour les neuf premiers mois de 1950
75 milliards pendant les neuf premiers mois de 1951

— et les réserves de devises, par contre, se sont dégonflées.

Le mouvement n'est pas contenu. Les disponibilités à l'étranger et à l'U.E.P. ont encore décre de 2,4 milliards. Mais surtout, on observera, au passif, une augmentation de 14,1 milliards des comptes courants des Banques françaises et étrangères de 1,4 milliard des comptes de coopération économique, qui font présager

- 2 -

d'assez sérieuses sorties de devises lors de la prochaine liquidation de la balance de l'U.E.F. La réserve de ces 600 millions de dollars (qui sera, sans doute, augmentée prochainement) octroyée par les Etats-Unis, ôte à cette hémorragie de devises son caractère alarmant. Mais il demeure certain qu'il faut maintenant songer à y porter remède.

En conclusion : LA PRESSION INFLATIONNISTE CONTINUE A S'EXERCER. Il est heureux qu'une décompression de 93 milliards soit intervenue depuis le mois d'Octobre au poste de la circulation fiduciaire. Faute de quoi, l'expansion monétaire pour les besoins de l'échéance de fin d'année aurait dépassé 300 milliards. Cet excès aurait pu suffire dans l'extrême instabilité de l'équilibre économique présent, à provoquer une flambée des prix. Au dernier bilan, la résultante des différentes pressions exercées dans le sens d'une expansion du crédit, révèle une augmentation globale de l'ordre de 28 milliards pour ce qui concerne les crédits mis à la disposition de l'économie.

Clarus

LE MARCHE BOURSIER

Le marché boursier a été irrégulier. Il a passé par des phases d'activité et de flottement.

A cet égard, la tendance du mercredi 5 Décembre a été symptomatique. Après un début lourd qui a dominé la première moitié de la séance et affecté plus particulièrement les valeurs françaises, le marché de ces dernières s'est brusquement animé sous l'impulsion des valeurs chimiques, rapidement suivies des coloniales et des filatures. La reprise s'est amplifiée, s'étendant des compartiments français à l'ensemble des valeurs étrangères.

L'attention des milieux boursiers est retenue, plus particulièrement, par deux ordres de fait :

En premier lieu, il semble que les mêmes groupes, dont l'intervention avait été si méthodiquement favorable au vigoureux mouvement de reprise de l'été dernier, se retrouvent à nouveau en action.

En second lieu, on a l'impression qu'entre plusieurs valeurs très habilement conduites, deux d'entre-elles sont promises à une ascension durable. Ce sont : CAFSA, SAINT-FRERES.

Dans l'ordre technique, il n'apparaît pas que la position "vendeur" se soit allégée au cours de cette semaine. Ce qui maintient intact ce facteur de fermeté de la tendance, qui s'ajoute à des éléments plus positifs dans le même sens.

Il va sans dire que l'annonce de l'octroi d'un crédit américain de 600 millions de dollars à la France est l'un de ces éléments. Cette nouvelle a délivré les opérateurs de toutes les appréhensions qu'avaient suscitée l'éventualité d'une contraction de l'activité économique en conséquence des restrictions d'importation.

- 3 -

SYNTHESE HEBDOMADAIRE N° 3

En contre partie, la perspective d'une aggravation des impôts a freiné l'élan de la reprise provoquée par la nouvelle américaine.

Cependant, on remarquera que le marché demeure bien orienté et que les grandes valeurs directrices (notamment les internationales et au premier rang les belges) sont actives.

La dernière séance de la semaine a été marquée par un brusque et substantiel progrès de la Canadian Pacific. Il y a du pétrole derrière cela. Cette même séance a été également illustrée par un mouvement de reprise de Rio Tinto et de Rhokana, ainsi que par les signes assez actifs (nombreux cours, organisation sensible du marché) de préparation d'un mouvement concernant deux valeurs françaises l'Industrie France-Etranger et les Chargeurs Réunis.

L'annonce du crédit de 600 millions de dollars à la France, pour la même raison qu'elle a stimulé la tendance des valeurs, a déprimé celle de l'or.

D'autre part, les restrictions du crédit combinant leurs effets avec les besoins de disponible de fin d'année et, de vagues menaces d'action fiscale contre la spéculation sur l'or, ont également contribué à cette dépression.

Le marché s'est contracté progressivement, la contre-partie réagissant mollement à l'offre. Les cours, malgré quelques velléités de résistance se sont finalement alourdis.

Le marché parallèle des devises a reflété la tendance de celui de l'or, les mêmes causes produisant les mêmes effets, ici et là.

EVOLUTION DES MATIERES PREMIERES

Laine : nette reprise à Londres, où l'activité a été grande. Les acheteurs britanniques, européens et américains ont abondé. On a noté une tendance également fermée en Australie.

Coton : en hausse à Alexandrie, cours fermes aux Etats-Unis.

Caoutchouc : stabilité à Londres, marché calme.

Grains : cours très fermes au Canada, peu de fluctuations aux Etats-Unis. Marché calme, mais tendance soutenue à Paris.

Etain : en recul sensible à Londres. Rien de notable sur les autres métaux.

Café : lourd à New-York

Cuir vert : forte baisse à Paris (15 à 20 % sur les cours du début de Novembre).

Pour tout le reste, marchés nationaux et internationaux calmes et cours stables.

- 4 -

Petites nouvelles à retenir

Hausse probable sur les oléagineux : les oléagineux de savonneries pour, détersif à base d'huile sont contrôlés pour 78 % de la production mondiale par la Grande Bretagne. Celle-ci a le projet de stocker ces produits pour en provoquer la hausse à partir de Mars 1952. Cette opération serait faite dans le but d'accroître la réserve de dollars de la Grande-Bretagne.

L'usine de pâte à papier de Brindasso en Côte d'Ivoire :

Il semble intéressant de suivre avec attention le résultat des expériences tentées par cette usine pilote. Elle aurait réussi à fabriquer de la pâte à papier à partir des bois indigènes.

La minière de l'Oubangui Oriental :

Cette valeur sur laquelle nous avions attiré l'attention le 9 Octobre tient actuellement les promesses de hausse qu'elle laissait espérer.

"INFORMATIONS ET CONJONCTURE"

C O N F I D E N T I E L

79, Avenue des Champs-Élysées,
ÉLYsées 24-63
(Lignes groupées)

Paris, le II Décembre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

MONSIEUR PAUL REYNAUD CONTRE LA "MARGE DE SECURITE" DE MONSIEUR RENE MAYER.

Pour sauver son gouvernement sur le pool acier-charbon, et essayer d'obtenir une majorité à peu près honorable, monsieur René Plevin a été amené à sacrifier les projets financiers de monsieur René Mayer. Vendredi dernier, après les interventions très brillantes de messieurs Pierre André et Pierre Cot, un flottement très net se produisit chez les Indépendants, auquel monsieur Duchet essaya vainement de remédier. Il fut alors décidé de solliciter monsieur Paul Reynaud de tenter de réussir là où le ministre des P.T.T. venait d'échouer. L'ancien Président du Conseil se trouvant alors à Strasbourg, une très longue communication téléphonique fut échangée de laquelle il résultait que monsieur Reynaud n'accepterait de rentrer rapidement à Paris "pour reprendre en mains les Indépendants hésitants" qu'à la condition que le gouvernement révisé la loi de super fiscalité qui avait été adoptée en Conseil des Ministres. Monsieur Paul Reynaud procéda à l'appareil à un véritable petit cours d'Economie politique sur les dangers d'une fiscalité allant à l'encontre des intérêts généraux de l'Economie. Monsieur René Mayer a cependant pris son parti de cet échec qui n'est que relatif, puisqu'aussi bien, si l'on en croit monsieur Barangé; d'une part, les recettes prévues par les services des finances (2.600 milliards) seraient inférieures de 150 à 200 milliards, à la réalité, et que d'autre part, les 350 milliards de recettes supplémentaires qui devaient résulter des projets Mayer première manière, seraient supérieurs de quelques 150 milliards aux besoins réels. Monsieur Mayer a donc vu amputer beaucoup plus que le minimum indispensable, la "marge de sécurité" qui aurait résulté de l'adoption de ses projets. Ajoutons que la manoeuvre de monsieur Paul Reynaud a été menée en complet accord avec la majeure partie des radicaux, avec l'ensemble des Indépendants et Paysans, (adversaires résolus du projet fiscal sur le marché des voitures d'occasion), avec l'appui muet des socialistes, adversaires de l'application de la taxe sur le chiffre d'affaire aux coopératives, telles que la projetait monsieur Mayer. Il est donc clair que si monsieur Mayer a lâché du lest, il pouvait en somme le faire. Quant à l'augmentation de 1% de la part patronale pour la Sécurité Sociale, elle sera, elle, bel et bien maintenue. En politisant le débat, ainsi donc que l'a fait monsieur Plevin, il semble s'être assuré la majorité qu'il recherchait pour les deux votes importants à intervenir l'un mardi prochain, l'autre jeudi ou vendredi.

Pendant la première semaine de Décembre, le déficit de la France à l'Union Européenne des Paiements, s'est accru d'une dizaine de millions de dollars (monnaie de compte). Le rapatriement des devises étrangères détenues par les succursales en Suisse des Banques Françaises nationalisées s'est poursuivi mais pour un ordre de grandeur très faible.

Le prochain mouvement préfectoral débutera vraisemblablement par la nomination d'un nouveau titulaire à la Préfecture d'Alger.

En marge du débat sur le pool acier-charbon.

L'opération Paul Reynaud coupera vraisemblablement les ailes à un dialogue sans aménité, dont le texte "était déjà pratiquement établi entre les partisans et les adversaires du projet de Monsieur Schuman". Le Gouvernement s'apprêtait en effet à user diplomatiquement de certains rapports établis par les services de la Sureté Nationale, rapports selon lesquels les adversaires les plus résolus du projet, à l'exception des communistes, avaient eu de nombreux et récents contacts avec les dirigeants du Comptoir des Produits Sidérurgiques (ex Comité des Forges) qui a maintes fois manifesté son hostilité au pool. Quant aux opposants leur intention était de faire état, à la première allusion blessante, de très rémunératrices sinécures, formellement promises par le Gouvernement aux partis qui le soutiendraient dans ce débat. Il s'agirait de la désignation "anticipée" de futurs fonctionnaires devant siéger dans les différents collèges et administrations qui auront pour charge de réaliser le pool européen de l'acier et du charbon. Plusieurs parlementaires, battus aux dernières élections, auraient, toujours selon la même source, trouvé dans le cadre de ce futur pool, divers points de chute hautement rémunérateurs.

Le Gouvernement essayera par tous les moyens légaux d'éviter dans les semaines à venir un débat sur la Tunisie.

L'ANGLETERRE AGIRA A LISBONNE CONTRE L'ARMEE EUROPEENNE.

Les services spéciaux britanniques ont transmis à Londres plusieurs rapports sur les propos tenus publiquement par des Officiers Généraux Français lesquels sont particulièrement alarmés par les projets en cours sur la renaissance d'une force militaire allemande, projets qui n'ont pu être officiellement homologués à Rome et qui, selon le vœu américain, devraient l'être à Lisbonne. Lors de son prochain voyage en France Monsieur Churchill notifiera à notre Gouvernement sa ferme intention de résister très énergiquement sur ce point. En privé, Monsieur Churchill a déclaré à plusieurs reprises qu'il regrettait que Monsieur Daladier n'ait pas été chargé du portefeuille dont Monsieur Georges Bidault est actuellement le titulaire. "Daladier lui au moins - a dit Monsieur Churchill - a derrière lui l'expérience de Munich et devrait savoir à quoi s'en tenir sur les promesses allemandes". Révétons par ailleurs que le Premier Britannique, malgré les instances du Général Eisenhower, tend uniquement à tenir avec les forces dont dispose actuellement la Grande Bretagne, les points les plus menacés du Commonwealth. Les trois quarts des

Le 11 Décembre

effectifs de la R.A.F. seront bientôt basés vers le proche-Orient. Le 45^{ème} régiment d'artillerie de campagne, tout récemment encore détaché en Corée, a fait mouvement sur Port-Saïd via Singapour. La 3^{ème} division d'infanterie qui se voit aujourd'hui expédiée vers Chypre et vers l'Egypte, devait "primitivement" être stationnée en Normandie. Enfin, deux bataillons spécialement entraînés vont être envoyés en Malaisie contre les troupes de guerillas en action dans la jungle.

Les articles de Monsieur Baldwin (porte-paroles officiels du Pentagone) contre "le projet français d'armée européenne" et pour un réarmement hâtif de l'Allemagne, vont prendre un ton de plus en plus véhément.

RECRUTEMENT "CAMOUFLE" EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE.

Voici quelques précisions sur la surenchère effectuée par les Etats-Unis, l'Angleterre et la France.

Britannique : sous contrôle Anglais et sous le commandement effectif du Général Conte von Schwerin (conseiller militaire éphémère du Chancelier Adenauer) la "German Service Organisation" compte actuellement 35.000 hommes (Basse Saxe, Rhénanie Westphalie, Schleswig-Holstein, Hambourg). Le maréchal de l'air W. Eliott est en effet partisan d'une formation de cadres lesquels, en cas d'invasion de l'Europe, serviraient d'ossature à la création réelle d'une armée de jeunes "réfugiés allemands" dont il a prévu l'encasernement en Corse, au Portugal et aux Baléares.

Américain : par le truchement d'un bureau installé à Francfort, les autorités américaines ont recruté des "Labour Services Companies", dont les effectifs dépassent 40.000 hommes et progressent chaque jour. Depuis le 1^{er} Août, le commandement en chef des L.S.C. est assuré par le général des blindés Erich Braudenberg.

Français : 8 à 14.000 volontaires ont été recrutés sous couvert des autorités françaises et sont affectés dans trois organisations différentes :

- a) formations auxiliaires de main-d'oeuvre (FAMOT) lesquelles sont couramment désignées par la presse allemande comme "la nouvelle organisation Todt"
- b) formations auxiliaires des transports (F.A.T.)
- c) formation auxiliaire du génie (F.A.G.) calquée sur les anciens bataillons du génie de la Wehrmacht. Ces troupes sont articulées selon le règlement H.D.V 216 en vigueur dans la Wehrmacht. La solde de début dans ces formations est de 186 DM par mois, logement, vêtements et nourriture en plus, et les soldes d'officiers débutent à 410 DM.

LE SENAT AMERICAIN VEUT REMEDIER "AUX DANGERHEUSES DEFICIENCES DU PLAN DE REARMEMENT"

Un sous-comité du Sénat, après avoir examiné une série de rapports

secrets sur l'état réel de la production de guerre aux U.S.A. va suggérer au Président Truman, la nomination d'un nouveau "dictateur à la production" dont les pouvoirs devraient être beaucoup plus étendus que ceux actuellement accordés à Monsieur Charles Wilson. Ce sous-comité estime que c'est là le seul remède qui puisse venir à bout "du dangereux climat qui se fait jour depuis quelque temps". Il doit s'agir d'une manœuvre du Pentagone contre la tendance, très nettement amorcée aux U.S.A., de libéralisation des échanges

Nouvelles taxes sur le café au Brésil.

L'Assemblée de l'Etat de Rio votera vers le 20 Janvier prochain une loi frappant d'une taxe de 2,7 % à supporter par l'acheteur toutes les quantités de café négociées hors de l'Etat. Cela afin d'aligner sa fiscalité sur l'Etat de Santos qui perçoit dès maintenant une taxe de 3 %.

Progression du commerce allemand en Afrique anglaise.

Les derniers rapports parvenus à Londres sur l'extension du commerce extérieur allemand vers les possessions et protectorats britanniques d'Afrique, ont sonné une très vive alarme. En Gold Coast, pour les six premiers mois de 1951, les exportations allemandes ont atteint 118 % de la totalité des exportations pour l'ensemble de l'année 1950. Au Kenya, selon les mêmes références : 107 %. En Ouganda, toujours selon les mêmes références : 104,8 %. La Rhodésie du Sud vient de passer commande à une importante usine sidérurgique de Kassel pour 22 locomotives de 150 tonnes livrées 23 % moins cher que les types équivalents de la production britannique.

Monsieur von Scherpenberg, commissaire au commerce extérieur allemand, procède actuellement à un vaste tour d'horizon africain. Monsieur Girardin, directeur de l'Office d'Expansion Commerciale Suisse, de Berne, poursuit actuellement un voyage dans l'ouest africain en plein accord avec plusieurs importants comptoirs industriels allemands. Révétons enfin qu'une agence française spécialisée dans la documentation économique sur l'Afrique a reçu depuis moins d'un mois de firmes allemandes, plus de trente demandes d'études des marchés commerciaux africains.

L'U.R.S.S. NE TRAITERA QUE SUR LA BASE DE LA "NEUTRALISATION MILITAIRE" DE L'ALLEMAGNE.

La présence à Paris des représentants de l'Allemagne de l'est n'a pas surpris nos lecteurs qui savent depuis le 21 Novembre 1951 comment à Berlin, dans la deuxième quinzaine d'Octobre, le docteur Lemmer, mandaté par Monsieur von Brentano, avait rencontré secrètement Monsieur Dertinger, Vice-Président du Conseil de la zone orientale. (Rappelons que la rencontre avait eu lieu au domicile du docteur Plewe, Phillips-trasse, 12 - Berlin Charlottenbourg). Nous croyons savoir aujourd'hui que le bloc soviétique n'est disposé à traiter, pour un contrôle d'élections générales par les Nations Unies, qu'à la condition d'obtenir l'accord préalable, quel que soit le résultat des élections, de la neutralisation militaire de l'Allemagne.

"INFORMATIONS ET CONJONCTURE"

C O N F I D E N T I E L

79, avenue des Champs-Élysées
ÉLYsées 24-63
(Lignes groupées)

PARIS, le 12 Décembre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures :

LE GENERAL DELATTRE EST MECONTENT.

Le Général Delattre de Tassigny a fait connaître à Monsieur Letourneau son étonnement quant au démenti catégorique "donné" par le Ministre à certaines informations selon lesquelles il mettait à son maintien en Indochine certaines conditions graves et urgentes. Le Général a prévenu le Gouvernement qu'il lui paraissait être assez grand garçon pour publier lui-même à son heure une rectification en plusieurs points et qu'il ne saurait tolérer en attendant, que soit dénaturée à des fins de politique la conception, qui est la sienne, des responsabilités d'un Chef militaire et des exigences indiscutables qui résultent du terrain et des possibilités de l'ennemi. Nous croyons savoir quant à nous que si le Général n'a pas obtenu d'ici la fin de l'année les renforts qu'il est venu exiger à Paris, il sollicitera impérativement un autre poste.

MONSIEUR PLEVEN VEUT "DEPOLITISER" LE POOL SCHUMAN APRES L'AVOIR "POLITISE".

Ainsi que nous l'avions annoncé hier matin Monsieur Paul Reynaud ayant obtenu satisfaction quant à la loi de finances, est venu plaider avec beaucoup d'éloquence la cause du pool acier-charbon sans oublier de rappeler très nettement à nos amis d'outre Atlantique qu'il était et demeurerait leur homme. Le vrai problème, pour Monsieur Pleven, passé le cap de l'ajournement dont il s'est tiré en liant deux problèmes, donc en politisant le débat, est maintenant d'essayer de la dépolitiser. En effet, si le R.P.F. était unanime quant au vote de la motion d'ajournement, les gaullistes sont par contre divisés en trois tendances quant au fond du débat. Si donc Monsieur Pleven, ainsi qu'il en a le désir depuis hier soir, ne pose pas la question de confiance sur le vote de fond, il est parfaitement possible que la majorité soutenant le seul pool de l'acier et du charbon se trouve consolidée par quelques dizaines de voix gaullistes. Notons simplement en marge qu'hier dans l'après-midi, Monsieur Lapie, député socialiste de la Meurthe et Moselle, avait affirmé dans les couloirs posséder un dossier établissant une collusion entre les leaders cégétistes qui viennent de déclencher un mouvement dans les mines de Lorraine et les dirigeants patronaux de la Sidérurgie française. S'il advenait que soit proposés des postes importants dans l'administration du pool à des politiciens socialistes dont l'avenir paraît incertain, il faudrait bien admettre alors qu'il ne s'agissait pas là d'une simple rumeur.

- 2 -

CRISE DIFFICILE A L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Il a été à plusieurs reprises question dans les colonnes de nombreux journaux du proche départ de monsieur Nègre, directeur général de l'agence France-Presse, et de son remplacement éventuel ... par son prédécesseur. En fait, depuis plusieurs mois, il est exact qu'il y a crise au sein du plus important office d'informations de ce pays, mais il est non moins exact qu'aucune décision, fut-elle de principe, n'a encore été prise à ce sujet. Le souci du département ministériel intéressé nous paraît être, selon la vieille expression, "de ne pas changer un cheval borgne pour un aveugle", ainsi que de ne pas se prêter au petit jeu qui consiste à souffler sur le feu afin de s'attirer le mérite de l'avoir éteint. En clair, nous pensons que monsieur Nègre ne sera pas maintenu bien longtemps dans les fonctions qu'il occupe, mais, si nous avons le goût des paris, nous ne miserions certes pas sur monsieur Bret.

LE COUP D'ETAT IRANIEN N'A PAS EU LIEU.

Selon une information qui nous parvient de Karachi, le parti Toudéh avait mis en place à Téhéran, le dispositif nécessaire au déclenchement d'un putsch qui aurait dû éclater hier matin. On sait que le Toudéh groupe en Iran 150.000 militants organisés et que, bien qu'il soit d'obédience communiste, il a été, à plusieurs reprises, subventionné par les agents de monsieur Mac Ghee.

Or, bien qu'il soit exclu que la police iranienne ait fait reculer les conspirateurs à la dernière heure en jugulant la conspiration, l'ordre d'agir n'a pas été donné aux toudistes. Toujours selon la même source d'informations, on pense que les consignes d'annuler, ou de différer l'heure H, n'ont pu venir que de l'extérieur. Quant à la situation du docteur Mossadegh, elle devient, est-il besoin de le préciser, d'heure en heure plus critique. La décision de putsch prise par le Toudéh avait été déterminée par la récente démarche effectuée par monsieur Mac Ghee lui-même auprès du docteur Mossadegh. Quant aux Anglais, dans ce jeu fiévreux et compliqué, ils ont choisi comme "candidat" au remplacement de monsieur Mossadegh un grand propriétaire terrien iranien, monsieur Ahmed Quavam.

EN MARGE DE LA TENSION ANGLO-EGYPTIENNE.

Les conseillers allemands dont nous avons révélé la présence auprès du gouvernement de monsieur Nahas Pacha, prennent, dans ces heures difficiles, une influence sans cesse accrue. Certains agents spéciaux américains qui ont eu plusieurs contacts secrets avec eux, s'imaginent "les avoir bien en mains", encore qu'il n'est pas absolument certain que, ayant accepté les dollars, ils mènent leurs affaires à leur seul gré. La grande idée des agents spéciaux américains est la consommation de la rupture entre l'Angleterre et l'Egypte, afin de permettre aux U.S.A. d'in-

tervenir en qualité de puissance médiatrice.

CONSEQUENCES DE LA DETENTE INTERNATIONALE.

Nous avons révélé dès le mois de juin dernier le désir des U.S.A. de voir la guerre cesser en Corée cet automne, tout comme nous avons révélé la volonté de l'U.R.S.S. de lier la solution de l'affaire coréenne à celle des affaires européennes, plus particulièrement à la neutralisation militaire de l'Allemagne. Il faut donc examiner la volonté du Président Truman de se faire obéir enfin par les militaires américains, à l'attitude très conciliante de Monsieur Jessup, dans le cadre des travaux de la Sous-Commission des Quatre, qui viennent de se terminer à l'O.N.U.

Bien que la Presse française semble ne pas avoir compris très exactement la portée de l'accord de base qui vient d'être publié à l'issue des travaux de cette sous-commission, (dont les délibérations avaient été tenues secrètes), il apparaît aux initiés, qu'alégbriquement, les quatre interlocuteurs sont en fait tombés d'accord. L'adverbe utilisé appelant un court commentaire, le voici: A monsieur Vichynski, qui déclarait incompatible l'effort de réarmement général des occidentaux (y compris le réarmement de l'Allemagne) avec un projet de désarmement progressif, monsieur Jessup a en effet répondu qu'il fallait partir de bases proportionnelles pour les deux camps, et non pas de chiffres qui, présentés en valeur relative, pourraient fort bien alors ne plus signifier grand chose placer même l'un ou l'autre camp en situation d'infériorité. Pour arriver à zéro, but idéal et final d'une politique de désarmement, il semble en effet nécessaire, si les deux camps veulent y arriver en même temps, de partir de deux chiffres positifs égaux, sinon, d'y parvenir, du moins théoriquement dans le temps de méfiance qui précède l'arrivée au but.

Répercussions économiques aux U.S.A. d'un armistice en Corée.

Si on veut comprendre pourquoi dès le mois de juin, le Président Truman avait fixé à la fin de l'année son désir de paix en Corée, il suffit de prendre connaissance de nombreux rapports émanants des milieux économiques de Washington, et selon lesquels on redoute aujourd'hui que le "cessez le feu" entraîne quelques répercussions économiques assez graves aux Etats-Unis "parce que la trêve n'aurait pas été préparée d'assez longue main". Rappelons en effet que c'est le déclenchement de l'Affaire de Corée qui permit à l'Administration américaine d'opérer en quelques mois la "reconversion" d'une Economie de Paix en Economie de Guerre. Aujourd'hui, dans les rapports que nous mentionnons, il est fait état de plusieurs dangers qui seraient engendrés par l'Armistice, et contre lesquels, on reprocherait à Monsieur Truman de n'avoir pas su prévoir. Voici quels sont ces "dangers" tels qu'ils apparaissent à la lecture des rapports pré-cités :

- a) Grèves revendicatives affectant toute la sidérurgie.
- b) Tendances du Congrès à relâcher la politique de contrôle et à encourager la résistance aux investissements militaires,
- c) Dualité accrue entre la production de guerre et la production de paix

engendrant un phénomène de distorsion préluant lui-même à une crise aussi grave que celle que connut les U.S.A. avant l'application du New-Deal.

Signification de la fusion Austin-Morris.

Si les deux grandes firmes britanniques ont décidé de fusionner et de standardiser leur production, c'est parce qu'une véritable offensive pour la conquête du marché mondial de la petite voiture sera déclenchée dès les premiers mois de l'année 1952 qui mettra principalement aux prises "Austin-Morris", Volkswagen (dont nous avons révélé voilà 4 mois les positions prises en Afrique) et Skoda qui s'appête à sortir un nouveau modèle très proche des normes, de la Volkswagen. La ligne néanmoins en sera très différente.

Le groupe financier suisse qui doit investir à Tunis 700 millions de francs français pour la construction d'un groupe d'immeubles, vient d'envoyer ses experts à Madagascar afin d'établir plusieurs projets d'édification de cités ouvrières.

Une conférence réunira à Paris au mois de février prochain les Directeurs des finances de nos différentes possessions d'Outre-Mer.

Selon une information qu'il ne nous a pas encore été possible de vérifier, le gouvernement soviétique aurait proposé à l'attaché commercial de France à Moscou, une augmentation considérable des livraisons de charbon actuellement effectuées. (rappelons que l'accord commercial reconduit entre la France et l'U.R.S.S. dont le montant est d'ailleurs très faible, porte sur un clearing textiles-charbon).

L'Egypte a fait prévenir l'Angleterre qu'elle s'opposerait à de nouvelles livraisons de coton aux industriels de Manchester, et que les commandes déjà passées seraient dérivées vers l'Extrême-Orient.

1412 techniciens allemands pour l'Indonésie.

Le consulat général d'Indonésie à la Haye vient de décider l'ouverture d'un bureau de recrutement destiné à engager 1700 techniciens européens qui auront pour charge d'organiser l'Economie de l'Indonésie. Révétons qu'une des tâches de ce bureau sera de signer des contrats avec 1412 techniciens allemands, jadis employés dans les monopoles d'Etat nazis et dont le docteur Schacht a lui-même établi la liste avec le plus grand soin.

Hier soir, le journal "Le Monde" titrait un court article de la manière suivante: "Raidissement du gouvernement Yoshida contre de nouvelles demandes américaines". On se rappelle que nous avons annoncé ce "tournant" et que nous l'avons expliqué dès le 6 Décembre.

Cette lettre, strictement personnelle, doit être remise en mains propres.

"INFORMATIONS ET CONJONCTURE"

C O N F I D E N T I E L

79, Avenue des Champs-Élysées,
ÉLYsées 24-63
(Lignes groupées)

Paris, le 13 Décembre 1951

Monsieur,

Nous pensons opportun de vous adresser quelques renseignements et informations confidentiels recueillis et vérifiés par nous pendant les dernières vingt-quatre heures:

LE PARLEMENT PARLE A NOUVEAU D'UN GRAND MINISTÈRE D'UNION NATIONALE.

Monsieur Paul Reynaud, tout fier de son succès, a déclaré hier à l'un de nos informateurs : "Avant-hier encore la situation du Gouvernement était critique. Je me félicite d'être revenu à temps de Strasbourg pour sauver la situation". Ajoutons en toute simplicité qu'un très proche collaborateur de l'ancien Président du Conseil est par un curieux hasard candidat officieux au poste du Directeur des Services de Presse du futur organisme européen de l'acier et du charbon. Par ailleurs, il paraît que Messieurs Pleven et Schuman avaient dès avant le scrutin établi la liste des "personnalités" auxquelles un "job" était formellement promis dans l'éventualité d'un succès. Notons que des crédits extrêmement importants vont être mis évidemment à la disposition du futur organisme et que les traitements et indemnités qui seront servis, au titre de son fonctionnement laisseront rêveurs nos humbles fonctionnaires nationaux. Mettant cependant à profit le climat d'euphorie qui se dégageait hier à la Chambre, certains parlementaires radicaux, indépendants et socialistes lançaient à nouveau l'idée de la constitution d'un grand Ministère d'union nationale. Parmi les plus zélés, il faut mentionner Monsieur Daladier et le Docteur Lafay (radicaux), Messieurs Lacoste, Neagelen et Jules Moch (socialistes), Messieurs Muterr, Duchet (le seul Ministre actuel de la combinaison) et de Moustiers (indépendants). Monsieur de Moustiers a d'ailleurs confié à une oreille amie qu'il ne brigait pas un portefeuille "mais seulement le chapeau d'ambassadeur au Quirinal." Quand le père de l'actuel Marquis de Moustiers, lequel eut une mort héroïque admirable, voulait parler de son héritier, il ne s'exprimait jamais autrement que par la formule : "mon bénin de fils". (Nos lecteurs rectifieront d'eux-mêmes). En fait, il nous paraît surtout que c'est Monsieur Pierre Mendès-France qui semble avoir le plus exactement dégagé la signification des votes venus ou à intervenir sur le plan Schuman. Il a déclaré en effet : "Personne ne pouvait se faire d'illusions sur la qualité du document qui est incomplet et mauvais, mais son rejet par l'Assemblée aurait été interprété au Kremlin comme une victoire".

LETHARGIE DU R.G.R.

Il est curieux de constater que Monsieur Edouard Daladier, Président du R.G.R., n'a pas cru opportun de réunir le bureau de cet inter-groupe dans la dernière semaine de l'année. Cette carence

a plusieurs causes lesquelles méritent d'être rapidement analysées car elles peuvent s'inscrire dans le jeu futur qui décidera du sort du Gouvernement. Voici quelles sont ces causes :

- a) Mécontentement entre Monsieur Daladier et Monsieur Jean-Paul David.
Le premier reproche au second d'avoir des ambitions à la mesure des fonds de propagande dont il dispose à "Paix et Liberté" tandis que le second accuse le premier d'avoir été trop mou à l'occasion du récent congrès radical, trahissant ainsi les "jeunes turcs" qu'il avait promis d'épauler.
- b) La dualité interne qui déchire l'U.D.S.R., dont nous avons parlé à l'occasion du congrès de ce parti, ajoute aux contradictions qui éloignent la formation à laquelle appartient le Président du Conseil de l'inter-groupe dans laquelle elle est incluse.

CONGRES DU PARTI DE MONSIEUR PAUL FAURE.

A l'occasion du congrès du P.S.D. dont Monsieur Paul Faure est le Président, congrès qui se réunira dimanche prochain, révélons que Monsieur Georges Monnet, Ministre de l'agriculture du Gouvernement Blum (actuellement inintelligible) sera élu premier vice-président et que Monsieur Salengro (frère de Roger Salengro et qui avait succédé à ce dernier comme député-maire de Lille) sera élu au bureau.

LE GENERAL REVERS PRESIDERA SAMEDI UNE CONFERENCE A L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS.

Pour la première fois, depuis l'affaire que l'on sait, le Général Revers participera à Paris à une manifestation publique. C'est en effet sous sa présidence que Monseigneur Jobit, Prélat de Sa Sainteté, directeur du Centre d'Etudes et de Recherches ibéro-américain, prononcera le samedi 15 Décembre prochain une conférence, 21 rue d'Assas. Le thème de la conférence étant "les ambassadeurs du premier consul à Madrid", il sera peut-être amusant d'entendre en quels termes le président présentera le conférencier.

L'EXTRADITION DE PEYRE DIFFEREE DE QUELQUES JOURS.

Le Gouvernement argentin a donné son accord de principe à l'extradition de Roger Peyré et a fait demandé par la voie diplomatique au Gouvernement français quand il souhaitait que cette extradition eut lieu et s'il était disposé à envoyer à Buenos-Aires un représentant de la police française, chargé de convoier l'inculpé. Nous croyons savoir que la Chancellerie a indiqué à Buenos-Aires que la France n'avait l'intention de prendre Roger Peyré en charge que d'ici trois à quatre semaines.

MONSIEUR CHENIK A ADRESSE UN APPEL A L'OPINION INTERNATIONALE.

Ayant convoqué la presse française et étrangère, hier à 18 H., le pre

Le 13 Décembre

un véritable réquisitoire à la fois contre la politique française en Tunisie et contre l'attitude de l'actuel Gouvernement français qui, selon Monsieur Chenik, n'a pas tenu les engagements qui avaient paraît-il été pris au nom de la France par Messieurs Schuman et Périllier. Il a fait appel à l'opinion mondiale pour que la Tunisie "retrouve sa pleine souveraineté et son indépendance". Il a rappelé que depuis cinq ans "des millions d'êtres humains avaient retrouvé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie, sans oublier de mentionner la Syrie, le Liban et notre voisin la Lybie".

C'est sans plaisir que nous rappelons aujourd'hui à nos lecteurs que nous avions prévu ce beau ~~gauchis~~ le jour même où Monsieur Chenik s'embarquait pour la France. Notons, ce qui est symptomatique, que le texte de cette conférence, de presse faite à Paris a été remis aux assistants rédigé en langue anglaise.

Monsieur Churchill a demandé à Lord Ismay, Ministre du Commonwealth, et à Monsieur Lytton, de lui préparer d'urgence un rapport complet sur la situation économique dans les colonies et dominions britanniques, ainsi que sur le montant des investissements et projets d'investissements américains dans ces pays. Monsieur Churchill aura ce rapport en main avant son départ pour Paris et Washington.

Super-austérité en Grande-Bretagne.

Monsieur Churchill qui réclamera à Washington 600 millions de dollars et espère en obtenir 300, fait établir en grand secret un plan d'une extrême rigueur qui frappera plus particulièrement les revenus des Compagnies étrangères, tout en élargissant les droits de douane et en ajoutant de nombreux chapitres à la liste des marchandises pour lesquelles les licences seront obligatoires. Selon un savant paradoxe, car il est encore dans ses intentions d'éviter la dévaluation, il veut, tout en obtenant un appui des Etats-Unis, limiter l'exportation des capitaux et des marchandises américaines vers la zone sterling. En Grande-Bretagne, la situation est cependant dramatique. Monsieur Lloyd George, Ministre du ravitaillement, a été amené à révéler en privé que les réserves en sucre, blé, farines et corps gras, étaient inférieures aux stocks de 1941-42. La ration de viande, déjà inférieure à celle qui était allouée pendant la guerre, sera réduite encore prochainement. Le taux d'intérêt bancaire sera relevé, les super-bénéfices des Sociétés (ainsi que nous l'avons annoncé voilà plus de trois mois), soumis à une fiscalité écrasante à dater du 1er Janvier 1952. En fait, si la dévaluation ne peut être évitée, elle ne viendra alors, comme en 1947, que codifier une situation existante. Elle ne sera pas utilisée comme un moyen préventif vraisemblablement parce que dans la conjoncture actuelle, elle n'en est pas un.

Les U.S.A. étudient actuellement pour récupérer de l'acier le renflouement des bateaux coulés le long des côtes norvégiennes et japonaises pendant la dernière guerre mondiale.

Remise en exploitation aux U.S.A. des mines de fer à basse teneur.

Ford et Cleveland Cliff Iron viennent de créer une filiale commune pour la remise en exploitation de mines de fer à faible rendement qui avaient été abandonnées voilà plusieurs années comme "non rentables".

C'est General Motors qui a financé l'agrandissement des usines de la Republic Steel. Cette dernière firme remboursera en acier.

La production des industries mécaniques qui représentait en 1938 5 % de la production totale de l'Italie, atteindra cette année 19 %.
L'Angleterre et l'Amérique sont d'excellents clients de machines-outils.

Monsieur Harold Boyer, Directeur de la Section Aéronautique du D.P.A. a mentionné dans un rapport confidentiel que le retard de la production américaine d'avions était imputable aux faits suivants : pénurie de fournitures et de matières premières, production insuffisante de moteurs, trop faible cadence de production des machines-outils spéciales et courantes.

La Suède refuse un marché d'armement proposé par la France.

Arguant de la priorité des besoins en armement de l'armée suédoise le groupe Bofors a refusé récemment à la France de lui livrer un certain nombre d'armes qu'elle était disposée à commander. En voici le détail : 300 canons anti-aériens lourds de 120 mm ; 1.000 canons de 58 mm ; 3.000 tonnes de plaques de blindage ; quelques chasseurs du type AABJ 29. Cette commande devait pallier à l'insuffisance de notre production ainsi qu'au retard des livraisons américaines.

LE DOCTEUR MOSSADEGH "A QU'IA".

Si jusqu'ici, le parti Toudéh n'est pas passé au stade de la prise du pouvoir, c'est en fait que la dualité entre Anglais et Américains en Iran entre dans une phase ultime. En remaniant au début de ce mois son cabinet, le Docteur Mossadegh a "choisi" ses nouveaux Ministres de la guerre et de l'économie parmi les plus fidèles partisans de la Grande-Bretagne. Cependant, l'intention américaine de voir gérer les raffineries par une Commission de la Banque Internationale, qui aurait de ce fait consenti un prêt immédiat, se trouve automatiquement, et cette fois très sérieusement, compromise. Si Londres parvient à obtenir de Moscou l'immobilisme du parti Toudéh, le Docteur Mossadegh sera bientôt renversé par son propre entourage. L'urgence alors de la situation économique "entraînerait le Shah et son Gouvernement" à composer avec l'A.I.O.C. Nous en sommes pas éloignés de la vérité en affirmant que le sort de l'Iran se joue beaucoup plus à Paris, dans les couloirs de l'O.N.U., qu'à Téhéran.

Cette lettre rigoureusement personnelle doit être remise en mains propres